

TLEMCEN
**Mystérieuse disparition
d'une fillette de 11 ans**

Lire l'article de Khaled Boumediene page 13



**Les universités
prêtes pour
la reprise
le 19 septembre**

Lire l'article de Houari Barti page 5

DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

**Ce que prévoit
la feuille de route**

Lire l'article de Ghania Oukazi page 4



**DÉTOURNEMENT, DILAPIDATION
DE DENIERS PUBLICS...**

**Des peines de 12 et 10 ans
de prison requises
contre Ould Abbas et Barkat**

P. 5

**Une condamnation
et plusieurs arrestations
pour triche au BEM**

P. 3



**«La rentrée
scolaire
tributaire
des rapports
du comité
scientifique»**

P. 3



**COMMERCE
La facture
d'importation
recule de
7 milliards
de dollars**

Lire l'article de
Z. Mehdaoui page 2

Commerce

La facture d'importation recule de 7 milliards de dollars

Z. Mehdaoui

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a affirmé hier que l'Algérie a réduit sa facture d'importation de 7 milliards de dollars en 6 mois seulement. Le ministre, qui s'exprimait sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, a déclaré dans ce contexte que « la balance commerciale s'est améliorée, petit à petit, au cours des six premiers mois de l'année en cours par rapport à ce qui a été enregistré l'année dernière malgré le fait que les prix du pétrole restent bas par rapport à 2019.

« Nous travaillons avec tous les secteurs pour atteindre l'objectif de réduire la facture d'importation à 10 milliards de dollars, les choses sont difficiles mais l'objectif reste possible », a-t-il noté en soulignant que les besoins des citoyens sont importés en quantité suffisante et que son département vise à remplacer certains produits importés par la production nationale.

Par ailleurs, Kamel Rezig, a annoncé lors de son intervention à la radio l'entrée en vigueur, hier dimanche, du « registre de commerce ambulant » et qui permettra aux jeunes de com-

mercialiser leurs produits et services à travers toutes les wilayas du pays.

Cette nouvelle mesure, explique encore le ministre, vise à impulser une nouvelle dynamique commerciale mais aussi couvrir toutes les « zones d'ombre » et les régions dés-heritées du pays.

La mesure est une première en Algérie, ajoute encore M. Rezig qui souligne que cela vient corriger un dysfonctionnement qui contraignait le commerçant à exercer son commerce uniquement sur le territoire où a été délivré son registre. « Nous assistons, pour la première fois, à la mise en service d'un registre de commerce ambulant des services », a fait savoir l'invité de la radio qui annonce que cette décision permettra aux jeunes et à tous les commerçants de commercialiser, pas moins de 169 services, dans n'importe quelle région du pays. « Le ministère lancera une campagne de sensibilisation afin d'informer sur les avantages de ces enregistrements et qui visent à livrer des biens et services, dans les zones d'ombre et à toutes les régions d'Algérie, en toute simplicité », a-t-il indiqué en précisant que cela permettra d'éviter les procédures d'obtention du foncier ainsi que les licences.

Belhimer préside une réunion sur les préparatifs du référendum

Les préparatifs du secteur de la communication, consacrés au référendum populaire sur l'amendement de la Constitution, prévu le premier novembre prochain, ont fait l'objet d'une réunion de travail présidée, dimanche à Alger, par le ministre de la Communication, Porte-Parole du Gouvernement, le Pr. Ammar Belhimer. Cette rencontre hebdomadaire qui fait suite à d'autres tenues précédemment depuis l'annonce de la tenue du référendum, a réuni le Président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), M. Mohamed Loubet, le Secrétaire Général du ministère de la Communication, M. Ahmed Bouchdjira, et les premiers responsables de l'APS, de l'ANEP, de l'EPTV, de l'ENRS, de TDA, du CIP et du CNDPI, ainsi que des cadres du ministère. Dans ses orientations, le ministre a insisté sur l'importance accordée à ce rendez-vous électoral, en particulier dans sa phase d'explication et de vulgarisation des articles de la nouvelle Constitution qui consacre de larges pans aux droits fondamentaux et aux libertés publiques, au renforcement de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs, à l'indépendance de la justice et de la Cour constitutionnelle, à la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption et à l'indépendance de l'autorité nationale des élections. Tous ces axes doivent être développés et expliqués aux citoyens à travers une large campagne médiatique à l'aide de tous les supports, notamment la vidéo, sans omettre l'exploitation de la toile à travers les sites électroniques et les réseaux sociaux en mettant à forte contribution les experts et universitaires dans le do-

main du droit constitutionnel, a ajouté le ministre. Il a relevé, à ce propos, la richesse du mouvement associatif national, composé dans sa majorité de jeunes maîtrisant les technologies du numérique, de la communication et de l'information qu'il faut absolument associer à ce processus électoral. Le ministre a également mis en exergue l'importance de l'implication inclusive devant regrouper l'ensemble des représentants de la société, qu'il s'agisse de citoyens, de société civile, de syndicats, de patrons et de partis politiques agréés, dans le processus référendaire afin de les sensibiliser aux enjeux politiques de cette échéance électorale qui répond aux aspirations légitimes du peuple algérien dans la construction de la nouvelle Algérie. A ce sujet, le Pr. Belhimer a notamment rappelé la volonté du président de la République de promouvoir le rôle de la société civile et le raffermissement de ses liens avec les institutions de l'Etat, dans le cadre de la démocratie participative au service de l'intérêt général du pays. Un débat s'est ouvert avec l'ensemble des présents autour des préparatifs de cette échéance électorale, ce qui a permis à chaque responsable de présenter son organigramme et son agenda de production pour répondre au mieux aux exigences d'une couverture exceptionnelle, en mettant à disposition les moyens les plus adéquats et les plus performants. Rompue à l'organisation de rendez-vous électoraux, l'agence Algérie Presse Service a établi un schéma et une feuille de route qui couvrent toute la durée de cette consultation populaire, a relevé son Directeur Général, M. Fakhreddine Beldi.



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

La corruption, un fléau qui s'est propagé de haut en bas de l'échelle sociale, fait toujours l'objet de l'attention des pouvoirs publics et du législateur

sans pour autant limiter ses graves dégâts. Dans ce cadre de la lutte et la prévention de la corruption, l'Algérie s'attelle à revisiter le contenu du texte réglementaire afférent, ainsi que sa philosophie, car « il est impossible de continuer sur la même voie », selon un aveu du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghami. Non sans tirer un lien avec les affaires de corruption commises par une bande de malfaiteurs qui a ruiné le pays, qualifiées de délits et non de crimes. Laisant clairement entendre que la réflexion en cours sur le sujet porte sur la révision du volet préventif et coercitif de cette loi, où figurent la constitutionnalisation de la Haute autorité pour la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption, la déclaration des biens par les hauts cadres, élus ou nommés au Parlement ou élus locaux avant et après la prise de fonction, tout en s'assurant du respect de la gouvernance rationnelle dans la gestion des affaires publiques de la lutte contre l'abus de pouvoir. Mais, faut-il le souligner, les textes réglementaires, aussi signolés soient-ils, ne peuvent rien contre la corruption sans la volonté politique. Maître mot d'efficacité des lois de la lutte et la prévention de la corruption, la volonté politique joue un rôle majeur, sans lequel

Quelle place pour la «petite» corruption ?

tout restera encore sur papier. D'où l'insistance qu'il serait utile de rappeler dans ce contexte d'une Algérie qui va vers des changements radicaux dans la gestion des affaires publiques, notamment. A ce niveau de la «corruption», qui est définie en tant que fait de solliciter, d'offrir, de donner ou d'accepter, directement ou indirectement, une commission illicite, ou un autre avantage indu qui affecte l'exercice normal d'une fonction ou le comportement requis du bénéficiaire de la commission illicite, ou de l'avantage indu ou de la promesse d'un tel avantage indu, la loi pourrait avoir des résultats probants en peu de temps à travers une forte volonté politique et une transparence dans la gestion des affaires publiques. Est-ce pour autant l'occasion pour crier victoire ? Probablement, non. Car la corruption a atteint tous les échelons du corps social, à telle enseigne qu'elle est devenue une règle, un «cadeau» accordé entre les uns et les autres pour services rendus. Il serait, donc, très important de prendre en considération la « petite » corruption, qui touche directement les poches des citoyens. Une « petite » corruption contre laquelle s'est insurgé le président de la République, promettant de mener une lutte sans répit contre ce phénomène qui a chamboulé les valeurs sociales. Sans oublier de faire référence à « la conscience », qui façonne l'individu « incorruptible », plus grand rempart contre la corruption.

Tebboune reçoit les lettres de créances de quatre ambassadeurs

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu dimanche au siège de la Présidence de la République les lettres de créances de quatre ambassadeurs en Algérie, selon un communiqué de la Présidence de la République.

«Une cérémonie a été organisée ce matin au siège de la présidence de la République au cours de laquelle le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu les lettres de créan-

ces de nombre d'ambassadeurs de pays amis en Algérie», lit-on dans le communiqué.

«Les nouveaux ambassadeurs accrédités sont :

Son excellence M. Oumarou SADO, ambassadeur de la République du Burkina-Faso Son excellence M. Sahi Alphonse VOHO, ambassadeur de la République du Côte-d'Ivoire

Son excellence M. Luiz Manuel DE MAGALHAES DE ALBUQUERQUE, ambassadeur de la

République du Portugal

Son excellence M. Jacob Gideon KINGU, ambassadeur de la République Unie de Tanzanie.

La cérémonie de présentation des lettres de créances s'est déroulée en présence du directeur de cabinet de la Présidence de la République, et du ministre des Affaires étrangères qui ont assisté aux audiences accordées par le Président de la République à ces nouveaux ambassadeurs», selon la même source.

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021. 64.96.39 -Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

En visite à Annaba Djerad optimiste quant à la réussite du bac

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné, dimanche à partir d'Annaba, le coup d'envoi des épreuves du baccalauréat pour l'année scolaire 2019-2020.

R. N.

M. Djerad a procédé à l'ouverture des plis contenant les copies de l'épreuve de langue arabe au centre d'examen du CEM Chaib Larbi du chef lieu d'Annaba, où il s'est enquis des conditions du déroulement de l'examen. Le Premier ministre a rappelé que les épreuves du Baccalauréat se déroulent cette année dans «une conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée par la pandémie du nouveau coronavirus».

S'adressant aux candidats, M. Djerad a souligné qu'en dépit de ses répercussions, la pandémie du coronavirus nous incite à développer des réflexes pour nous protéger, préserver notre santé et celle des personnes qui nous entourent. Le Premier ministre a également encouragé les candidats «à soigner leur écriture» leur assurant qu'une écriture soignée permet de mieux apprécier le contenu.

M. Djerad s'est également entretenu avec quelques professeurs, encadreurs du Baccalauréat au centre d'examen Chaib Larbi, les félicitant et les encourageant à aller de l'avant.

«Il faut être fier du métier que vous exercez. Le professeur forme les générations futures et les bons professeurs contribuent à l'édification d'une société éclairée», a-t-il dit.

Le premier ministre a déclaré à l'occasion : «Je suis optimiste quant au bon déroulement des épreuves du Baccalauréat. Il y a eu une sensibilisation des candidats mais aussi de leurs parents pour les aider à mieux se préparer pour ces épreuves. L'Etat a mobilisé tous les moyens pour assurer la réussite de cet examen, dont l'opération d'organisation est suivie de près et avec une grande attention, par le président de la République et le ministre de l'Education nationale».

De son côté, le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, a affirmé que toutes les conditions organisationnelles et sanitaires sont réunies pour la réussite du déroulement des examens du Baccalauréat (session septembre 2020). M. Ouadjaout a indiqué à la presse que «des protocoles sanitaires seront appliqués tout au long de la durée des examens».

Il s'agit des protocoles sanitaires approuvés par la Commission scientifique du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hos-

pitalière dans le but de «garantir la sécurité des candidats, des surveillants et des encadreurs», a-t-il dit. Concernant les moyens mis en place conformément à cette série de protocole, M. Ouadjaout a fait savoir que plus de six (6) millions masques sanitaires ont été prévus pour la protection des candidats et des équipes d'encadrement et de surveillance, outre les quantités importantes de solutions hydro-alcooliques. Le ministre a également souligné que par mesure de précaution, une salle a été aménagée dans chaque centre d'examen afin d'isoler d'éventuels cas suspects d'une contamination à la Covid-19. un médecin a été désigné dans chaque salle d'isolement pour prendre les éventuels cas et se prononcer sur la conduite à adopter.

Concernant la surveillance des examens, M. Ouadjaout a indiqué que des mesures spécifiques ont été prises, notamment en matière de lutte contre la fraude, rappelant que de nouvelles sanctions pénales ont été introduites dans le code pénal contre les fraudeurs, alors que par le passé, l'acte de la fraude aux examens était sanctionné par des peines administratives.

Le ministre a souhaité qu'aucun cas de triche ne sera enregistré durant ces épreuves.

Il a également rappelé les différentes mesures prises par le ministère depuis avril dernier pour accompagner les élèves sur le plan pédagogique mais aussi psychologique, dont la dernière date du 25 août dernier et qui a consisté en la proposition des cours de soutien.

Dans ce contexte, il a rassuré les candidats et les parents que les sujets des examens du baccalauréat ont été limités aux cours dispensés en présentiel durant les 1er et 2ème trimestres de l'année scolaire 2019-2020.

Par ailleurs, M. Ouadjaout a expliqué que les décisions de justice rendues hier, samedi, par des tribunaux de certaines wilayas à l'encontre des personnes impliquées dans les fuites des sujets du BEM (Brevet d'enseignement moyen), n'ont affecté en rien le déroulement des épreuves. «Les épreuves du BEM se sont déroulées dans de bonnes conditions», a-t-il affirmé, soulignant que les décisions rendues contre les personnes impliquées dans les fuites sont «des prérogatives des autorités judiciaires».

«La rentrée scolaire tributaire des rapports du comité scientifique»

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a déclaré, dimanche à Annaba, que la date de la rentrée scolaire 2020-2021 sera fixée suivant les rapports du comité scientifique de lutte contre la Covid-19. «La situation épidémiologique dans le pays est aujourd'hui stable grâce au respect des protocoles sanitaires préventifs et la conscience des familles algériennes», a affirmé M. Djerad, lors de son passage sur les ondes de la ra-

dio algérienne depuis Annaba. Il a dans ce contexte appelé à «la nécessité de préserver le même degré de vigilance» assurant qu'il s'agit là «de la santé du citoyen avant toute chose».

M. Djerad s'était rendu plus tôt au complexe Sider El Hadjar, où il a donné le lancement de l'opération de récupération de la ferraille du haut fourneau n 1, et l'exploitation de ce qui en reste comme matière première pour la production sidérurgique.



Ph.: APS

Raina Raikoum

Hamid Dahmani

«**L**e tout va bien» est algérien. C'est une formule géniale,

Le mot magique

inventée par les orateurs de la langue de bois qui foisonnent chez nous. Ces personnes ont décidé de notre tutorat et ont toujours réfléchi à notre place pour notre bien-être. Le tout va bien est un mot qui nous agace et qui nous habite malgré nous. Le tout va bien nous va très bien, parce qu'il met un terme à la vérité exacte. Quand on pénètre dans le monde fantastique du tout va bien, le temps devient magique. Aussi, dans cet éden du vivre bien, tous les embarras qui empoisonnent l'existence deviennent éphémères comme un rêve. Tout va bien dans tous les mécanismes qui marchent mal. Tout va bien dans la bouche et l'esprit. Tout va bien dans le corps qui souffre en douceur. Et tout va mal dans les poches trouées et vides des plus démunis. Le tout va bien est ouvert jusqu'à la tombée de la nuit, après, on ferme et on baisse le rideau. Tout va bien ! a dit le docteur en consultant

le corps malade, alors qu'un cancer se cache bien dedans comme un trésor. Tout va bien dans

la parole et dans la voix des orateurs qui vont bien. Tout va mal dans la réalité cachée par le tamis. Le tout va bien est un être oppressant, aveugle, sourd, muet et méfiant. Généralement, le tout va bien tire son origine du tout va mal. Tout le grand mal est semé par les mauvaises langues qui ne veulent pas que tout va bien pour nous. Tout va bien dans les écoles archaïques de la république. Tout va bien dans les hôpitaux malades et en manque de soins et de médicaments. Le remède du tout va bien consiste à guérir le mal par le mal. Dans la vieille boutique du tout va bien, en vérité, on ne vous sert que des produits du mal, mais très bien ficelés. En vérité, le « tout va bien » cache l'histoire d'un débit de boissons perdu sur ce territoire où les gens venaient noyer leurs ennuis et leur chagrin autrefois, juste pour profiter d'un petit moment de bonheur...

Une condamnation et plusieurs arrestations pour triche au BEM

Les tribunaux algériens ont commencé à prononcer les «premières peines d'emprisonnement» pour des faits liés à la fuite des sujets de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), la diffusion de corrigés et la «triche», a indiqué samedi le ministère de la Justice dans un communiqué. «Les enquêtes sont très sérieusement menées» pour identifier et arrêter toute personne dont l'implication dans ce type d'actes est établie, en vue de la traduire en Justice conformément aux nouvelles dispositions rigoureuses du Code pénal, amendé le 28 avril 2020, lequel prévoit une peine d'emprisonnement de 15 ans et une amende de 1.500.000 Da, précise la même source.

Ainsi, «le tribunal correctionnel de Guelma a condamné, le 8 septembre, le lycéen répondant aux

initiales «B.L.» à une peine d'une (01) année de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 Da pour avoir diffusé le corrigé de l'examen de langue arabe sur sa page Facebook», ajoute le communiqué.

Le tribunal de M'sila a, quant à lui, placé l'accusé +Dj. M+ en détention provisoire pour avoir fuité le sujet de langue arabe par téléphone portable. Son procès était prévu hier, selon la même source. Par ailleurs, le ministère de la Justice a précisé que les brigades de lutte contre la cybercriminalité déployées sur tout le territoire national «ont pu identifier plusieurs personnes ayant commis des actes similaires». Le ministère public s'emploie à les arrêter pour les présenter à la Justice et requérir des peines maximales à leur encontre.

Dans ce cadre, un individu répondant aux initiales «B.B.A.» a été interpellé par les éléments de sûreté de la wilaya de Djelfa, pour avoir diffusé le sujet de langue arabe. Deux autres jeunes répondant aux initiales «K.M.I.» et «B.A.D.M.» ont été identifiés par les services de lutte contre la cybercriminalité de Tissemsilt pour avoir respectivement fuité les sujets d'examen de langue arabe et anglaise.

Dans la commune de Bekaria (Tébessa), un étudiant universitaire «C.M.A.» a été placé en garde à vue pour diffusion du sujet de la langue arabe, et un autre de Ghardaïa «F.A.R.» arrêté en flagrant délit d'échange de SMS avec sa soeur concernant l'épreuve de mathématiques.

Les responsabilités seront établies une fois les cyber investigations parachevées.

Coronavirus: 247 nouveaux cas et 7 décès enregistrés

Deux cents quarante sept (247) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 162 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 48 254, dont 247 nou-

veaux cas, soit 0,6 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1612 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 34037, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 21 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 10 cas, 10 autres ont enregistré plus de dix

cas, tandis que 17 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Développement de l'agriculture Ce que prévoit la feuille de route

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR) a mis au point un plan de développement de l'ensemble de ses filières, sur la base des résultats positifs qu'elles ont réalisés entre 2015 et 2019.

Ghania Oukazi

« Pour la première fois, on a pour 25 milliards de dollars de production agricole », a affirmé le président de la République à la Conférence nationale sur le Plan de relance de l'économie, tenue les 18 et 19 août derniers au CIC. Les services de la présidence n'ont pas dû jeter un œil sur la feuille de route du MADR, datée de juillet dernier qui apporte la contradiction en affichant qu'en 2017, le secteur a produit pour 3.059,9 milliards de DA soit 27,6 milliards de dollars, en 2018, pour 3.281,8 milliards de DA soit 28,3 milliards de dollars et en 2019, pour 3.496,0 milliards de DA soit plus de 29 milliards de dollars. La part de l'agriculture dans la valeur ajoutée nationale est de 12,4% et 16,2% hors hydrocarbures (ONS 2018). Le taux de croissance en 2019 est de 4,02%, la surface agricole totale est de 44 millions d'hectares et celle utile (SAU) est de 8,6 millions d'hectares, le nombre d'exploitations agricoles est de 1.260.000, l'emploi agricole 2,6 millions d'employés soit près de 20 % de la population active.

Le programme 2020-2024 du secteur repose sur les « actions projetées » retenues en premier dans « des programmes prioritaires à court terme » qui prévoient « l'amélioration de la production céréalière qui occupe 3,3 millions d'hectares d'une production moyenne annuelle de 47,5 millions de quintaux pour 2009-2019, pour atteindre en 2020 une production de 50 millions de quintaux et un objectif de production en 2024 de 71 millions de quintaux. « La production nationale de semences réglementaires de 2019 était de 3 millions de quintaux, dont 1,7 million de semences certifiées et 1,3 million de quintaux en semences ordinaires », lit-on dans la feuille de route. L'objectif à 2024 est « de produire 4 millions de quintaux en semences réglementaires, dont 2,5 millions de quintaux en semences certifiées et 1,5 million de quintaux en semences ordinaires, soit une augmentation 32% pour la semence certifiée et de 13% pour la semence ordinaire d'ici 2024 ».

DES PRÉVISIONS « POUR MOINS D'IMPORTATIONS »

La fiche de « la culture des oléagineuses » renseigne que « l'Algérie importe annuellement en moyenne 1.000.000 de tonnes en huiles alimentaires pour une valeur de 583 millions de dollars, 1.446.000 tonnes de tourteaux de soja pour l'alimentation animale pour une valeur de 608 millions de dollars et pour couvrir 35% les besoins en huiles brutes d'arachide et 31% en tourteaux pour l'alimentation animale, 200.00 ha doivent être mobilisés à l'horizon 2024 ». Le gain en devises à l'horizon 2024 serait « de 100 millions de dollars pour l'huile et 26 millions de dollars pour

le tourteau d'arachide, et pour la même superficie (200.000 ha), le soja couvrira 12% des besoins en huiles brutes et 32% en tourteaux pour l'alimentation animale, à l'horizon 2024. Le gain en devises serait de 453 millions de dollars pour l'huile et 326 millions de dollars pour le tourteau de soja ». Les deux cultures (arachide et soja) avec 400.000 ha, à l'horizon 2024, permettraient, affirme le MADR « de couvrir 47% des besoins en huiles alimentaires et 63% des besoins en tourteaux pour l'alimentation animale, avec un gain de 553 millions de dollars pour l'huile et 352 millions pour le tourteau, soit un total de 905 millions de dollars, soit 73,81% de nos importations ».

A l'heure actuelle, écrit le MADR, « la demande du marché national du sucre blanc est évaluée à 1,3 million de tonnes et elle augmente d'environ 2% par an avec la croissance démographique. L'industrie nationale couvre intégralement la demande nationale en sucre raffiné mais à partir du seul raffinage de sucre roux importé, et permet même de dégager des excédents non négligeables pour l'exportation ». En référence à une hypothèse moyenne de 60 tonnes / hectare de betteraves, il pense qu'« une superficie de 160.000 ha permettrait de produire 1.440.000 tonnes de sucre par an, volume couvrant l'intégralité des besoins nationaux. Les deux wilayas susceptibles d'accueillir un programme national de développement de production de betterave sucrière, en raison de l'impératif de proximité des unités de trituration (sucreries) à installer, sont Ouargla avec le lancement de deux projets pour une superficie de 7.000 ha et Ghardaïa avec un projet pour une superficie de 2.000 ha ». L'Algérie importe en outre annuellement en moyenne 2,3 millions de tonnes en sucre roux pour une valeur de 726 millions de dollars, dont 30% sont exportés en sucre blanc. Pour couvrir ces besoins en sucre, l'Algérie doit produire 1.440.000 tonnes de sucre par an.

« L'ODAS » POUR LES TERRES DU SUD

A titre prévisionnel, « une superficie de 120.000 ha, à l'horizon 2024 produira 1.080.000 tonnes de sucre, ce qui représente 47% de nos besoins et un gain en devises de 386,6 millions de dollars, soit 53% du coût des importations en sucre ».

Le programme d'aménagement des parcours sahariens « y compris dans les zones frontalières » bénéficie d'une enveloppe de 3,964 milliards de DA et celui relatif à la réhabilitation des systèmes oasiens traditionnels et au développement des actions structurantes y compris les zones frontalières, de 668,20

millions de DA. « La réalisation des actions structurantes (réalisation forages, ouverture de pistes agricoles, électrification, réalisation de puits) est financée à hauteur de 1,1 milliard de DA, à partir d'un budget d'équipement de 2,47 milliards de DA, à achever au 2^{ème} semestre 2021 ». Pour la lutte contre la désertification, « il s'agira d'optimiser le programme en cours dont le financement est assuré sur les fonds sectoriels pour un montant global de 2,9 milliards de DA ».

La nappe alfatière algérienne s'étale, lit-on, « sur une superficie estimée à 3.829.488 d'hectares répartis à travers 10 wilayas. La production alfatière enregistrée sur une période d'environ 45 ans (1963-2007) soit une production de 91.645 t/an en 1963, est passée à 956 t/an en 2007. Aujourd'hui, l'exploitation de l'alfa ne dépasse guère les 400 t/an.

« A très court terme », le ministère table sur le développement de l'agriculture saharienne, en plus de la création d'un organisme national pour le développement de cette agriculture (ODAS), il fait part de « la lutte contre la dégradation des terres dans les zones steppiques et pastorales avec un montant de 9,3 milliards de DA, la création de petites unités d'élevage avec 1,4 milliard de DA, développement des zones de montagne (arboriculture rustique) avec un objectif de production de 2.316.742 plants, dont 1 million de caroubier, jusqu'au 4^{ème} trimestre 2023, une tranche de production de 500.000 plants (caroubier, olivier, châtaignier, amandier et pistachier) est prévue au 1^{er} trimestre 2021. Quarante-trois wilayas sont concernées dont 18 au Nord, 16 dans les Hauts Plateaux et 9 au Sud, pour une surface globale qui avoisine les 8.000 ha. Dans ce cadre, il est également prévu la plantation de 1.043.000 plants de caroubier sur 25% de la surface globale prévue, soit 4000 ha, dans 32 wilayas et 124 communes ». Des actions sont prévues pour l'arganeraie algérienne qui couvre « un territoire relativement important dans le nord-ouest de la wilaya de Tindouf, entre le Djebel de Ouarkiz et la Hamada du Drâa et occupe une aire en rapport de 56.670 ha avec 10.000 sujets ».

OPÉRATIONS DE RECONVERSION ET DE RÉCUPÉRATION « EN INSTANCE »

Dans le cadre de la mise en oeuvre du décret n°01-87 du 05 avril 2001, fixant les modalités d'autorisation d'usage (mise en valeur), « il est prévu, pour l'année 2022, la concrétisation des attributions de 77 périmètres de mise en valeur sur une superficie de 9 800

ha, dans 12 wilayas touchant 49 communes et ce, pour le développement de l'arboriculture rustique, principalement dans les zones montagneuses et des Hauts Plateaux ».

Évalué à 4,1 millions d'hectares et constitué de forêts, de terres à vocation forestière et de maquis, le patrimoine forestier bénéficie d'un programme pour, entre autres, « la production de bois, de liège et de produits forestiers non ligneux (PFNL) ».

L'opération de conversion du droit de jouissance en droit de concession en application de la Loi 10-03 du 15/08/2010 fixant les modalités d'exploitation des terres agricoles, relevant du domaine privé de l'Etat concerne 201.210 attributaires des terres, occupant 80.138 exploitations agricoles (EAC / EAI) sur une superficie de 2.253.702 ha. « 12.220 dossiers pour une superficie de 133.926 ha, sont en instance à différents niveaux de traitement et la clôture de cette opération est prévue, au 31 décembre 2020 ». Et « s'agissant des accords de partenariat conclus, au nombre de 4.800, dans les Exploitations Agricoles Collectives et Exploitations Agricoles Individuelles, les taux de participation qui ont été adoptés sont 99% -01% dans 2.269 cas pour 23.756 ha, pour un investissement de 49,3 milliards de DA, 66% - 34% pour 907 cas sur 10.570 ha, pour un investissement de 18 milliards de DA et d'autres taux pour 1.636 cas (18.121 ha) pour un investissement de 63,4 milliards de DA ». Un potentiel foncier « de 2,4 millions d'hectares a fait l'objet d'attribution dans le cadre des dispositifs en vigueur, à savoir l'accès à la propriété foncière agricole et la concession ». Au titre de la récupération des terres non exploitées « l'opération a concerné 105.522 bénéficiaires, pour une superficie de 1.190.500 ha, dont 55.196 ont fait l'objet de constats négatifs pour une superficie de 756.600 ha dont la récupération effective est de 607.000 ha. Le reste à récupérer, 149.600 ha, sera pour le 2^{ème} semestre 2020 ».

NOUVEAU SYSTÈME DE FINANCEMENT POUR LES EXPLOITATIONS

La réduction des importations de lait (par an) prévoit « une réduction de la facture d'importation (par an) pour 2021 de 32,74 millions de dollars, 2022 : 49,1 millions de dollars, 2023: 65,48 millions de dollars et 2024 de 81,85 millions de dollars ». Les agrumes, abricots, cerises, pêches, prunes, raisins, poires, pommes, amandes, figues, grenades, nèfles « sont interdits à l'importation durant la saison de cueillette ».

Le cheptel ovin est estimé à plus

de 29 millions têtes, « dont près de 19 millions sont des brebis, soit les 2/3 du cheptel et le cheptel bovin est estimé à 1,8 millions de têtes, dont près de 900.000 sont des vaches laitières, soit 50% »

La profession est appelée à revenir aux coopératives agricoles (ancien système d'organisation des agriculteurs), pour la création desquelles un nouveau dispositif réglementaire a été élaboré.

Actuellement de 121.000 ha, la culture des légumineuses alimentaires connaîtra une extension de 210.000 ha dont 120.000 ha de lentilles et pois chiches, à l'horizon 2024. « Le programme vise la production de 1.300.000 q de lentilles et pois chiches soit 65% des besoins de consommation ».

La superficie réservée à la tomate industrielle, en 2019, est de 24.800 ha avec une production de 16.500.000 q. « La projection de production, à l'horizon 2024, sera de 20.000.000 quintaux ». La production des concentrés de tomate est de 86.052 tonnes, en 2019 pour le triple concentré de tomate et de 21.434 tonnes pour le double concentré de tomate. « Les importations en matière de double concentré de tomate sont nulles depuis 2018 et de 6.593 tonnes en 2019 pour le TCT, ce qui a permis d'économiser plus 50 millions de dollars en 2019 par rapport à la moyenne de la période 2013-2015 ».

La superficie réservée à l'ail, en 2019 est de 3.000 ha avec une production de 2 millions de quintaux. « L'Algérie, depuis l'année 2018, n'a pas importé d'ail de consommation, ce qui lui a permis de passer du statut d'importateur à celui d'exportateur d'ail, soit un gain de plus 12 millions de dollars ».

La consommation nationale moyenne en viandes rouges est estimée à 13,5 kg/habitant/an, « à partir des viandes issues de la production nationale, évaluée à 530.000 tonnes en 2019 (60 % de l'élevage ovin, 30% de l'élevage bovin, 7% de l'élevage caprin et 3% de l'élevage camelin), des viandes importées congelées ou réfrigérées à raison de 1,3 kg/habitant/an ». La filière avicole est citée comme « l'une des filières les plus créatrices d'emplois et dont la valeur de la production est estimée à 234.13 milliards de DA ».

La situation sanitaire des différentes pathologies existant en Algérie ainsi que les préoccupations des vétérinaires et des professionnels sur le terrain « imposent des actions dont le financement sera supporté par le fonds sectoriel d'un montant de 244 millions de DA ». Le MADR pense qu'« il est devenu primordial de mettre en place un nouveau système de financement agricole, au bénéfice des petites et moyennes exploitations agricoles et la création d'une institution spécialisée dans le financement agricole « sous l'égide de la CNMA ». La ressource financière disponible au MADR pour la prise en charge du programme d'électrification agricole est de 25,925 milliards DA pour un linéaire de 5.000 km à partir de 2020.

Les universités prêtes pour la reprise le 19 septembre

Houari Barti

Le secrétaire général (SG) du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), le Pr Nouredine Ghouali, a présidé, avant-hier, par vidéoconférence, deux réunions des séminaires régionaux des recteurs d'établissements universitaires de l'Ouest et de l'Est, où il a pu s'enquérir, notamment, des dispositions et préparatifs initiés par les universités concernées en vue de la reprise des activités pédagogiques en présentiel prévue à compter du 19 septembre prochain.

Cette reprise des cours en présentiel telle qu'annoncée, il y a quelques semaines par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Abdelbaki Benziane, devra se faire, «le 19 septembre en cours, à travers 3 groupes, tandis que la clôture de l'année universitaire 2019-2020 est prévue pour le 30 novembre 2020». Dans le contexte sanitaire exceptionnel que connaît le pays, la réunion du secrétaire général du MESRS avec les recteurs des universités de l'Ouest et de l'Est se voulait également «une réunion d'évaluation des conditions d'accueil (depuis le 23 août dernier) des doctorants et étudiants en master II, ainsi que les futurs diplômés des autres spécialités au sein des Ecoles supérieures et Ecoles normales supérieures (ENS)», selon un communiqué rendu public par le ministère de l'Enseignement supérieur. «Un débat riche et diversifié a marqué les deux rencontres lors desquelles sont intervenus les recteurs et les directeurs des œuvres universitaires

avant de procéder à l'évaluation de la reprise des activités pédagogiques durant la période allant du 23 août au 9 septembre 2020», indique le communiqué du ministère. Les conditions dans lesquelles se sont déroulées les activités durant cette période ont été qualifiées «d'acceptables», note, par ailleurs, le communiqué.

Ce dernier annonce enfin la tenue dès demain du séminaire universitaire -Centre- au niveau de l'université de Bab Ezzouar (USTHB) pour débattre des mêmes thèmes traités lors des deux réunions tenues ce samedi avec les recteurs d'universités de l'Ouest et de l'Est. Dans sa copie initiale, le planning élaboré par le ministère de l'Enseignement supérieur prévoit, par ailleurs, un début effectif de l'année universitaire 2020-2021 à compter du 1^{er} décembre 2020, pour une durée de 12 semaines, avec une pause hivernale d'une semaine seulement pour les vacances d'hiver.

La clôture de l'année universitaire 2020-2021 se fera, quant à elle, le 13 juillet 2021. Pour l'application de ce planning, un protocole sanitaire strict qui a été adopté par le MESRS prévoit des salles de cours de 25 étudiants au maximum. Même le transport universitaire est tenu de respecter cette norme de 25 étudiants transportés par bus. Les autorités concernées avaient annoncé, à cet effet, 6.000 bus qui seront mis à la disposition des étudiants. A ces dispositions, il y a lieu de noter également les mesures sanitaires typiques, dont la prise de température systématique à chaque portail universitaire, la mise à disposition de gel hydroalcoolique et le port de masques.

4 vidéos avec plus de 2 millions de vues Le concept «IZZY» de Djazzy emballe les réseaux sociaux !

M. M.

La nouvelle campagne de IZZY, la marque de Djazzy lancée début 2020, crée un «véritable événement sur les réseaux sociaux». «En moins de 48h, les 4 films de cette campagne occupent la tête des tendances de YouTube avec plus de 2 millions de vues et plus 420.000 interactions, avec une tonalité positive à 99%, en générant un raz-de-marée de réactions et un record inédit en Algérie», indique un communiqué de l'opérateur.

Cette formule «n'est pas une offre au sens classique», explique Matthieu Galvani, Président-Directeur Général de Djazzy. «C'est plutôt un concept et un état d'esprit que nous avons créés pour la nouvelle génération d'utilisateurs d'internet. Nous avons co-créé IZZY avec 4 influenceurs, brillants, créatifs et optimistes. Nous leur avons donné les moyens d'inventer des solutions qui conviennent aux usages de leur génération. Ils sont engagés avec nous pour qu'IZZY inspire les algériens positivement et stimule les talents de leurs communautés !», ajoute M. Galvani.

Le concept à l'origine de ces 4 films est centré autour de «l'acceptation de soi», du «développement personnel» et de «l'ambition». «Ces 4 films incitent les algériens à croire en leurs capacités et les invitent à exploiter leur potentiel et surmonter toutes les épreuves et surtout, de ne jamais abandonner leurs rêves quoiqu'il puisse

se arriver», ajoute la même source. Djazzy invite ceux qui ont «une idée» et de l'Internet à «créer (leur) propre histoire». «C'est, l'idée motrice de cette campagne. Les 4 influenceurs, Rifka, Mourad Oudia, Nahla et Stanley ont conçu 4 films inspirants autour de leur propre histoire», véhiculant des «témoignages sincères», des «propos forts» portés par une «réalisation créative qui répand l'optimisme».

Cités dans le communiqué, les 4 jeunes influenceurs, affirment qu'utiliser les réseaux sociaux «pour véhiculer du positif, de l'optimisme et être utile aux autres jeunes» est pour eux «une formidable opportunité que nous a proposée Djazzy». Ils affirment avoir «encore beaucoup de projets pour construire autour d'IZZY une communauté de jeunes enthousiastes. Notre génération a ce défi d'exploiter Internet à fond et de le rendre meilleur pour tous.»

Lancée début 2020, l'offre iZZY de Djazzy est destinée à la «nouvelle génération de consommateurs plus orientée vers les nouveaux usages». iZZY a été «co-créée avec 4 jeunes célèbres influenceurs algériens cumulant plus 5 millions d'abonnés». «Elle donne à ces jeunes talents créatifs les moyens de générer un contenu qualitatif leur permettant de donner à leur tour la parole et d'inspirer positivement des milliers – voire des millions d'autres jeunes», affirme encore le communiqué de l'opérateur.

Détournement, dilapidation de deniers publics... Des peines de 12 et 10 ans de prison requises contre Ould Abbas et Barkat



Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger) a requis dimanche des peines de 12 ans de prison ferme à l'encontre de Djamel Ould Abbas, et 10 ans de prison ferme à l'encontre de Said Barkat, poursuivis pour détournement et dilapidation de deniers publics, conclusion de marchés en violation de la législation, et abus de fonction lorsqu'ils étaient à la tête du ministère de la Solidarité nationale et de la famille. Le procureur de la République a également requis une amende d'un (1) million de DA à l'encontre des deux anciens ministres avec confiscation de tous les revenus et fonds illégaux. Concernant l'accusé Hamza Chérif, chargé d'études et de synthèses (CES) au ministère et président de l'Organisation nationale des étudiants algériens, chargée en vertu d'une convention contraire à la loi de superviser des opérations de solidarité, le représentant du parquet a sollicité 10 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million de DA avec confiscation de tous les revenus et fonds illégaux. Des peines de 8 ans de prison et d'un (1) million de Da, ont été aussi requises à

l'encontre de l'ancien Secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, Bouche-nak Khaldi, et du Directeur du protocole de Djamel Ould Abbas, M. Dejellouli Said.

Les mêmes peines ont été requises à l'encontre de Ismail Benhabiles et Amer Sid Ahmed, des fonctionnaires au ministère, avec confiscation de tous leurs fonds illégaux. Concernant le fils de l'ancien ministre Djamel Ould Abbas (El Ouafi), en fuite et impliqué dans d'autres affaires de corruption, le procureur de la République a requis 10 ans de prison à son encontre, avec émission d'un mandat d'arrêt international pour exploitation des fonds de la Caisse nationale de la solidarité dans les campagnes électorales. Le Procureur a également requis des peines d'emprisonnement de 2 à 3 ans et une amende allant de 500.000 à 1 million Da à l'encontre des autres accusés. Dans son plaidoyer, la partie civile a fait état d'un montant dépassant les 1850 milliards de centime, dont ont bénéficié 4 associations présidées par l'ancien ministre de la Solidarité, Ould Abbès, sachant que le recours à ces associations et organisations en tant qu'inter-

médiaires pour superviser l'acquisition des outils et les opérations de solidarité avait pour seul objectif d'éviter le recours aux marchés publics. Le montant couvrant l'acquisition des 1200 ordinateurs destinés aux lauréats du Bac, session 2008, a atteint 680 milliards de centime, dont 226 appareils ont été remis à l'ONEC (Office national des examens et concours), et le reste distribué à des personnes qui n'ont aucun lien avec les catégories bénéficiant des aides de l'Etat.

Quelque 1200 milliards de centime ont été dilapidés par l'Association de Solidarité, de paix et de perspectives (présidée par Ould Abbès) pour motif d'organiser un plan bleu et des colonies de vacances au profit des enfants du Sud, or mis finalement à la disposition d'autres familles, dont des enfants de cadres du ministère, sachant que la loi de ces associations ne confère aucune mission d'organiser ce type d'opérations. Le représentant de la partie civile a fait état de 9 bus remis à la wilaya de Ghardaïa après les inondations, sur un total de 157 autres acquis, indiquant que même les confréries (zaouias) en avaient bénéficié.

Mascara Un tracteur se renverse, deux morts

Mohamed Belkecir

La population de la région d'El Bordj, dans la wilaya de Mascara est sous le choc, après un accident de la circulation mortel qui a fait deux morts, dans les environs du douar Zâaguine, à quelques encablures du

chef-lieu de la commune. En effet, dans la matinée d'hier, dimanche, un tracteur roulant sur une piste au relief accidenté s'est, on ne sait pour quelle raison, renversé sur son conducteur de 33 ans qui tenait dans ses bras un enfant de 5 ans. Les 2 victimes ont été écrasées et précipi-

tées par l'engin dans un ravin profond de 50 m. La Protection civile a été, aussitôt, dépêchée sur les lieux pour remonter les dépouilles et les déposer à la morgue de l'hôpital de Tighenif. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie pour établir les circonstances de ce drame.

Accidents de la route Trois morts et 158 blessées en 24h

Trois personnes ont trouvé la mort et 158 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la routes à travers le pays durant les dernières 24H (du 12 au 13 septembre), indique dimanche un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Oued avec une (01) personne décédée et deux (02) autres blessées. Concernant le dispositif de surveillance des plages, les agents de la Protection civile ont effectué 391 in-

terventions qui ont permis de sauver de la noyade 330 personnes et assuré les premiers secours nécessaires à 104 autres personnes, ajoute la même source.

Par ailleurs, durant la même période, les unités de la Protection civile ont effectué dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, 31 opérations de sensibilisation à travers 04 wilayas (07 communes), rappelant aux citoyens la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de la distan-

ciation physique. Elles ont effectué 80 opérations de désinfection générale à travers 18 wilayas (57 communes) l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Selon la même source, 186 agents, 17 ambulances, 45 engins, ont été mobilisés ainsi que la mise en place des dispositifs de surveillance dans 02 sites d'hébergement destinés au confinement des citoyens rapatriés à travers les wilayas d'Alger et Illizi.

Bahreïn Voix discordantes sur la normalisation avec Israël



Les Bahreïnais opposés à un rapprochement avec Israël ont dénoncé samedi l'accord sur la normalisation des relations entre Manama et l'Etat hébreu, d'autres y voyant un pas vers la paix dans la région. Aussitôt l'accord annoncé vendredi par le président américain Donald Trump, les hashtags «Bahreïn contre la normalisation» et «la normalisation est une trahison» ont été largement partagés sur les réseaux sociaux. Bahreïn, royaume dirigé par des sunnites et comptant une importante population chiite, partage avec Israël une profonde hostilité envers l'Iran.

Ce petit pays du Golfe est le siège de la Ve flotte des Etats-Unis, dont il est très dépendant. Bahreïn est le deuxième pays arabe en un mois à normaliser ses liens avec Israël, après les Emirats arabes unis, autre pays du Golfe, qui a formalisé ses relations avec l'Etat hébreu le 13 août. Le ministre des Affaires étrangères de Bahreïn, Abdel Latif al-Zayani, a déclaré que cet accord représentait un pas historique vers la paix au Moyen-Orient, mais les Palestiniens y ont vu «un autre coup de poignard dans le dos». M. Zayani s'est entretenu samedi au téléphone avec son homologue israélien Gabi Ashkénazi, a rapporté l'agence de presse officielle de Bahreïn, précisant qu'ils ont «échangé les félicitations» à l'occasion de l'accord. Cet accord a été salué par la présidente de l'Association des journalistes de Bahreïn, Ahdeya Ahmed. «C'est un pas fantastique et une avancée vers la paix», a-t-elle déclaré à l'AFP. «Nous avons besoin de solutions pratiques et non de réactions émotionnelles», a-t-elle ajouté, estimant qu'«en concluant des accords de paix avec d'autres pays, on ouvre la voie à plus de négociations». De son côté, le chef de la petite communauté juive de Bahreïn, Ibrahim Noono, a évoqué, dans un communiqué, «un moment historique qui était inimaginable».

«TRAHISON»

Contrairement aux Emirats arabes unis, l'opposition à la normalisation est profonde au Bahreïn, où la société civile est active malgré la répression. «C'est une catastrophe, un jour noir dans notre histoire», a affirmé le jeune militant Khalil Buhazza. «Aucun d'entre nous ne visitera la Palestine si elle n'est pas libérée et si elle n'est pas un Etat indépendant», affirme-t-il à l'AFP. Pour le journaliste Radhi Almoussaoui, l'accord a été conclu dans l'intérêt d'Israël et des Etats-Unis (...) et non dans l'intérêt de Bahreïn et du Golfe, qui eux risquent d'être critiqués pour avoir abandonné la cause des Palestiniens. «Nous pensons que la décision a été prise sans consulter tous les représentants de la société». Sur Twitter, l'ancien député Ali Alaswad a déploré «un jour noir dans l'histoire de Bahreïn». L'archipel de Bahreïn, situé entre les rivaux régionaux que sont l'Arabie saoudite et l'Iran, a été frappé par des troubles en 2011 dans le sillage du Printemps arabe.

Des centaines de personnes ont depuis été emprisonnées et certaines déchuées de leur citoyenneté pour ce que le gouvernement considère comme leur implication dans des actes de «terrorisme» liés à l'Iran. Les autorités ont dissous les deux principaux groupes d'opposition, Al-Wefaq (chiite), représenté au Parlement jusqu'en 2011, et l'Action démocratique nationale (Waad, libéral), pour liens présumés avec des «terroristes». Le leader d'Al-Wefaq, cheikh Ali Salmane, est derrière les barreaux depuis 2014. «L'accord entre le régime despotique de Bahreïn et le gouvernement d'occupation sioniste est une trahison totale de l'islam et de l'arabisme, et une rupture du consensus islamique, arabe et national», dénonce Al-Wefaq sur Twitter. D'autres groupes, basés à Bahreïn et à l'étranger, ont dénoncé un accord «honteux».

Mali La junte s'engage à une transition de 18 mois

La junte malienne, sous pression pour dévoiler son plan de restauration d'un pouvoir civil, s'est engagée samedi à une transition dans un délai de 18 mois. Un groupe de colonels a renversé le 18 août le président Ibrahim Boubacar Keïta, au pouvoir depuis 2013 et affaibli par des mois de contestation face à la grave crise sécuritaire, économique et institutionnelle traversée par le pays, mais aussi la corruption reprochée à toute la classe politique. Des experts désignés par la junte ont adopté une «charte» de transition au terme de trois jours de discussions à Bamako entre personnalités politiques, de la société civile et militaires.

Cette «charte» n'a pas été publiée dans l'immédiat mais le document en discussion samedi prévoyait une transition de 18 mois, conduite par un président désigné par un comité lui-même établi par la junte, selon des correspondants de l'AFP. «Nous prenons l'engagement devant vous de ne ménager aucun effort dans la mise en oeuvre de l'ensemble de ces résolutions dans l'intérêt exclusif du peuple malien», a déclaré le chef de la junte, le colonel Assimi Goïta, à la conclusion des «journées de concertation nationale». «Nous demandons et espérons la compréhension l'appui et l'accompagnement de la communauté internationale dans cette mise en oeuvre diligente correcte de la charte et de la feuille de route de la transition», a-t-il ajouté.

Certains partenaires internationaux du Mali, à commencer par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), réclament un retour des civils dans un an maximum, au terme d'une transition dirigée par des civils. La Cédéao, qui a im-



posé au Mali un embargo sur les flux commerciaux et financiers, a donné à la junte jusqu'à mardi pour désigner un président et un Premier ministre civils.

La France, principal allié du Mali contre les jihadistes avec plus de 5.000 hommes déployés au Sahel, pousse aussi à avancer vite sur la voie d'un retour à un régime civil. Des responsables de la junte devraient aller à la rencontre de chefs d'Etat et de gouvernement de la Cédéao qui se réuniront mardi à Accra, la capitale ghanéenne, a dit à l'AFP un collaborateur de l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, qui a mené une longue médiation dans cette crise.

«DOCUMENT CHARCUTÉ»

«Les résultats auxquels vous êtes parvenus m'autorisent à espérer l'avènement d'un Mali nouveau, démocratique, laïc, prospère, fondé sur le travail, la justice sociale et l'égalité», a déclaré aux participants le chef de la junte.

Mais auparavant, plusieurs d'entre eux, en particulier des membres

du mouvement de contestation qui a mobilisé pendant des semaines dans la rue contre le régime du président Keïta, ont dénoncé une «confiscation» du pouvoir par les militaires. L'une des dirigeantes du mouvement, Sy Kadiatou Sow, ancienne gouverneure de Bamako et ex-ministre, s'est ainsi insurgée contre un «document qui a été complètement charcuté» par rapport aux travaux conduits depuis jeudi. «Nous n'approuverons pas cette charte» en l'état, a assuré Sy Kadiatou Sow, déplorant «une volonté de confisquer le pouvoir par le CNSP (Conseil national de salut du peuple institué par les putschistes, NDLR) et ceux qui le soutiennent». Les partisans d'une transition longue confiée aux militaires arguent du temps et de l'autorité nécessaires pour redresser un pays au bord du gouffre.

Les autres invoquent au contraire le risque d'une instabilité encore accrue dans un Sahel déjà travaillé par les groupes jihadistes, et le mauvais exemple régional donné par une junte maintenue durablement au pouvoir.

Liban Manifestation près du palais présidentiel, 40 jours après l'explosion



Plusieurs centaines de Libanais ont organisé samedi une marche vers le palais présidentiel pour dénoncer l'incurie de l'Etat et l'absence de progrès dans l'enquête sur l'explosion meurtrière au port, 40 jours après le drame ayant dévasté une partie de la capitale. Partis depuis le palais de Justice à Beyrouth où ils s'étaient rassemblés en début d'après-midi, les manifestants, certains munis de drapeaux libanais en noir, ont marché jusqu'à la route menant au palais présidentiel, mais ont été stoppés par un grand dispositif militaire qui avait

été déployé, selon des photographes de l'AFP sur place. Scandant des slogans du mouvement de contestation né à l'automne dernier contre l'ensemble de la classe dirigeante accusée de corruption et d'incompétence, certains manifestants ont appelé à la démission du président Michel Aoun.

Des centaines de partisans du chef de l'Etat s'étaient également rassemblés dans le secteur, et l'armée a tenté de faire tampon entre les deux camps. Des accrochages ont éclaté entre certains manifestants et l'armée, qui a tiré en l'air pour

séparer les contestataires. «Il n'est pas possible qu'après une explosion comme celle du 4 août, personne n'ait encore été jugé, le pays est en train de s'effondrer et eux continuent de se partager» le gâteau, a déploré à l'AFP Layal Tohmé, une manifestante. L'explosion du 4 août, imputée par les autorités au stockage «sans mesure de précaution» depuis six ans de 2.750 tonnes de nitrate d'ammonium dans un entrepôt du port, a tué plus de 190 personnes, blessé 6.500 autres et laissé 300.000 personnes sans-abri. Ce drame de trop dans un pays en pleine crise politique et économique a attisé la colère de la population contre la classe politique quasi inchangée depuis des décennies.

Les principaux dirigeants libanais, en premier lieu M. Aoun et le Premier ministre démissionnaire Hassan Diab, avaient été avertis des dangers que représentait la cargaison stockée dans le port. Au total, quelque 25 personnes ont été arrêtées après le drame, notamment des responsables du port, des douanes et des appareils sécuritaires. Aucun haut responsable politique n'a été arrêté. Les autorités libanaises ont rejeté les appels à une enquête internationale.



مجمع دراسات وإنجازات الري
GROUPE ÉTUDES & RÉALISATIONS HYDRAULIQUES - GERHYD - SPA -
EPE HYDRO-CANAL / SPA
S.P.A au Capital Social de 400.000.000 DA
Adresse : 02, Rue des Frères BOUCHAKOUR (ex rue Détré) - ORAN -
Tél : (041) 51.74.73 / Fax : (041) 51.74.76

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 02/2020,

Un avis d'appel d'offres national ouvert est lancé par l'entreprise EPE-HYDRO-CANAL/Spa pour le Transport de conduite d'assainissement en béton Vibro-compacté (DN 2000 mm & 1500 mm de 2,5 ml de longueur) de l'Unité OUED RHIOU 01 vers site du projet de DJANET-wilaya d'ILLIZI.

Le présent avis d'appel d'offre s'adresse aux prestataires de transport possédant une flotte de (10) camions au moins avec remorque à plateau d'une capacité de 40 Tonnes.

La constitution de groupement d'entreprise pour soumissionner dans le cadre de la présente consultation est proscrite. Le prestataire est tenu de fournir avant le commencement des prestations les copies des cartes grises, fiches de contrôle technique des camions et les plateaux ainsi que les copies d'assurances obligatoires relatives aux assurances couvrant la marchandise transportée de l'unité de OUED RHIOU 01 jusqu'au site de projet situé à DJANET- WILAYA D'ILLIZI. Le retrait du cahier des charges se fera contre le paiement de dix mille dinars (10 000) DA auprès du :

SECRETARIAT DE LA COMMISSION DES MARCHES
EPE HYDRO CANAL SPA
02 RUE DES FRERES BOUCHAKOUR EX DETRIE ORAN
Tel : 041 40 04 06, Fax : 041 40 03 74
Email : hydro.canal.cm@gmail.com

L'offre accompagnée des pièces obligatoires énumérées dans l'instruction aux soumissionnaires est à présenter sous enveloppe principale scellée ne comportant aucune inscription extérieure autre que l'objet de l'appel d'offres et la mention « soumission à ne pas ouvrir ».

Les offres des soumissionnaires doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

- 1) Le dossier de candidature insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Dossier de candidature »
- 2) Une offre technique insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre Technique ».
- 3) Une offre financière insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre Financière ».

Les Trois enveloppes (dossier de candidature, offre technique et offre financière) sont mises dans une autre enveloppe anonyme comportant la mention :

« A NE PAS OUVRIR »
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°02/2020/EPE HYDRO CANAL SPA

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP. L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

SECRETARIAT DE LA COMMISSION DES MARCHES
EPE HYDRO CANAL SPA
02 RUE DES FRERES BOUCHAKOUR EX DETRIE ORAN
Tel : 041 40 04 06, Fax : 041 40 03 74
Email : hydro.canal.cm@gmail.com

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 12h00 à l'adresse précitée.

La validité de l'offre est fixée à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite du dépôt des offres, délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé.

ANEP N° 2031100497 Le Quotidien d'Oran 14/09/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA DE MASCARA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

2^{ème} AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 01/2020

Un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé pour l'acquisition de trois (03) ambulances.

Peuvent participer à l'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges, les fabricants ou les concessionnaires de véhicules automobiles disposant d'un agrément définitif délivré par les services concernés du Ministère chargés de l'industrie.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis peuvent retirer les cahiers de charges auprès de la Direction de L'Administration Locale - Bureau des marchés et des programmes.

Les offres accompagnées obligatoirement des pièces et documents en cours de validité exigés par la réglementation en vigueur à savoir :

1^{ère} enveloppe contiendra le dossier de candidature composé de :

1. Une déclaration de candidature (dûment remplie, signée et cachetée)
 2. Déclaration de probité (dûment remplie, signée et cachetée)
 3. Une copie de la carte d'immatriculation fiscale
 4. Une copie de registre de commerce en relation avec l'objet du cahier des charges
 5. Le statut de l'entreprise
 6. Un extrait de rôle en cours de validité
 7. Casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire
 8. Les mises à jour vis-à-vis de la CNAS, de la CASNOS en cours de validité
 9. Le dépôt des comptes sociaux EURL, SARL et SNC des entreprises soumissionnaires.
 10. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
 11. Une copie des bilans fiscaux des trois derniers exercices, dûment visés par les services fiscaux
 12. Relevé d'identité bancaire (R.I.B)
 13. Pouvoir de signature du/ou de(s) signataire(s) de l'offre avec les preuves juridiques habilitant le ou les signataires à exécuter
 14. L'agrément de concession
 15. Certificat de fabricant délivré par la chambre du commerce et de l'industrie
- 2^{ème} enveloppe contiendra l'offre technique composée de :
1. La déclaration à souscrire (dûment remplie, signée et cachetée)
 2. Le mémoire technique justificatif dûment rempli et paraphé (pièce annexée au cahier des charges)
 3. Le cahier des charges paraphé portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
 4. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou le cas échéant, des sous traitants
 5. Engagement pour assurer le service après vente, lieu et délai de livraison, garantie (voir annexe)
 6. Les fiches techniques des véhicules proposés

3^{ème} enveloppe contiendra l'offre financière composée :

1. La lettre de soumission (dûment remplie, signée et cachetée)
 2. Le bordereau des prix (dûment rempli, signée et cachetée).
 3. Le devis quantitatif et estimatif (dûment rempli, signée et cachetée)
- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière »
- Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
2^{ème} Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales
Programme N° 15/2020

ACQUISITION DE TROIS (03) AMBULANCES

Les offres doivent être déposées à l'adresse :

Wilaya de Mascara - Direction de l'Administration Locale - Cité Administrative
Service de l'Animation Locale des Marchés et des Programmes

La date et l'heure limite de dépôt des offres et la date et l'heure d'ouverture des plis « dossier candidature », « offre technique » et « offre financière » correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres.

La date et l'heure limite de dépôt des offres est fixée le vingt-unième (21) jours à partir de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale et le BOMOP à 12 h.

L'ouverture, en séance publique, des plis des dossiers de candidatures, des offres technique et financière, intervient, pendant la même séance, à la date et à l'heure d'ouverture des plis au siège de la Direction de l'Administration Locale en présence des soumissionnaires.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois.

ANEP N° 2031005979 Le Quotidien d'Oran 14/09/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE D'ORAN NIF : 099731019204033 DIRECTION GÉNÉRALE

AVIS D'INFRUCTUOSITÉ

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires ayant participé au 2^{ème} avis de d'appel d'offres National ouvert avec exigence de capacités minimales N°16/2020 paru dans le quotidien d'Oran le 13/07/2020 ayant pour objet : Fourniture de réactif et produit de laboratoire au profit du CHU d'Oran répartis en 26 lots séparés pour l'année 2020.

- Lot 08 Réactifs pour immunologie
- Lot 10 Réactifs de parasitologie pour test rapide et immunochromatographie et autres
- Lot 16 Réactifs pour gazométrie
- Lot 17 Réactifs pour dosage du facteur von Willebrand
- Lot 19 Réactifs pour microbiologie
- Lot 20 Réactifs pour automate de microbiologie
- Lot 21 Réactifs pour automate d'hémoculture
- Lot 26 Réactifs pour automate cryométrie en flux

Que Conformément à la disposition de l'article n° 40 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, et des délégations de service public, la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres du CHU d'Oran du 31/08/2020, A déclaré l'infructuosité pour le motif suivant.

MOTIF D'INFRUCTUOSITÉ :

1/ pour les lots :

- Lot 08 Réactifs pour immunologie
- Lot 10 Réactifs de parasitologie pour test rapide et immunochromatographie et autres
- Lot 16 Réactifs pour gazométrie
- Lot 17 Réactifs pour dosage du facteur von Willebrand
- Lot 19 Réactifs pour microbiologie
- Lot 21 Réactifs pour automate d'hémoculture
- ❖ Aucune n° offre n'a été déposée

1/ pour les lots :

- Lot 20 Réactifs pour automate de microbiologie : aucune offre n'est qualifiée (offre financière non conforme)
- Lot 26 Réactifs pour automate cryométrie en flux : montant proposé par le seul soumissionnaire participé et excessivement élevé

Fait à Oran le
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

ANEP N° 2031006020 Le Quotidien d'Oran 14/09/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE TLEMCEN

Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales
N° 01/2020

Numéro d'identification fiscal : 408015000013078

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen lance un Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation de :

Intitulé : Modernisation du Tracé du CW 100 SUR 36km reliant les centres de Sellam-Bab El Assu-Nedroma et Souani
Lot n°09 : Modernisation des accès du CW100

Seules les entreprises ou groupements d'entreprises répondant aux conditions d'éligibilité ci-dessous peuvent soumissionner et retirer le cahier de charges auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen, Bureau des marchés - Boulevard Colonel Lotfi - Tlemcen.

Conditions d'éligibilité :

Seules les entreprises ou groupements d'entreprises répondant aux conditions d'éligibilité ci-dessous peuvent soumissionner et retirer le cahier de charges auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen, Bureau des marchés - Boulevard Colonel Lotfi - Tlemcen.

- Avoir une qualification et classification professionnelle Catégorie Quatre (IV) ou plus en travaux publics - activité principale - en cours de validité.
- Avoir réalisé au moins un (01) projet similaire (en travaux terrassement et de revêtements), la réalisation de tels travaux devra être prouvée par : des certificats administratifs ou des attestations de bonnes exécutions de maître d'ouvrage

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent obtenir des informations ou examiner le dossier d'appel d'offres auprès de la : Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen, Bureau des marchés - Boulevard Colonel Lotfi - Tlemcen

Le soumissionnaire est tenu de présenter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière sous plis distincts dont le contenu sera clairement indiqué sur l'enveloppe.

Les trois enveloppes dans une seule enveloppe fermée et anonyme portant la mention :

Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 01/2020
Intitulé : Modernisation du Tracé du CW 100 SUR 36km reliant les centres de Sellam-Bab El Assu-Nedroma et Souani
Lot n°09 : Modernisation des accès du CW100

« à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
Et dépose à : la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen,

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Le dossier de soumission qui sera présenté par le soumissionnaire doit comprendre le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière conformément au cahier des charges.

Le délai de préparation des offres est fixé à Quinze (15) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre, rédigé en langue arabe et au moins dans une langue étrangère, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou les quotidiens nationaux, diffusés au niveau national. Aucune soumission, une fois déposée, ne peut être retirée, complétée ou modifiée.

La durée de validité des offres est égale à la durée de la préparation des offres augmentée de 90 jours, soit : 90 jours + 15 jours = 105 jours. Dans des circonstances exceptionnelles, le Service Contractant peut solliciter une prolongation du délai de validité des offres. La demande et les réponses seront écrites (télégramme, Fax etc.) aux soumissionnaires ayant retiré les dossiers de soumission.

Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre.
Le soumissionnaire ayant accepté la demande de prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

Le dépôt des offres se fera le dernier jour de la durée de préparation des offres, de 8 Heures à 14 Heures 30 mn. (Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant aux mêmes heures).

La date d'ouverture des plis techniques et financiers est fixée au jour de dépôt des offres à 14 Heures 30 mn au siège de la direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen.

Le présent avis sera publié dans le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public (BOMOP) et dans la presse nationale.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée équivalente à la durée de préparation de l'offre augmentée de trois (03) mois.

Les soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis.

B.C.N° 475

ANEP N° 2031005981 Le Quotidien d'Oran 14/09/2020

L'Ecole algérienne et la formation humaniste ou la culture otage de la rue

Par Ladjel Kherzat *

On a souvent décrié le travail de l'Ecole algérienne, à tort ou à raison. Une fois partons d'une anecdote vécue ces derniers temps : Vu notre âge, nous étions deux connaissances qui n'avaient pu se revoir depuis notre mise à la retraite qui remonte en 2005. Nous nous sommes retrouvés devant un kiosque à journaux, nous nous sommes arrêtés devant ce magasin pour discuter un peu. Puis nous nous sommes dirigés vers le seuil du magasin fermé qui était à côté de ce kiosque à journaux.

Fatigués, nous avons préféré nous asseoir sur le pas de ce magasin. Un jeune arrive sur un vélo, il l'arrête juste devant nous, à dix centimètres, et se dirige vers le kiosque à journaux. Mon ami outré de l'action effectuée par ce jeune, l'interpelle :

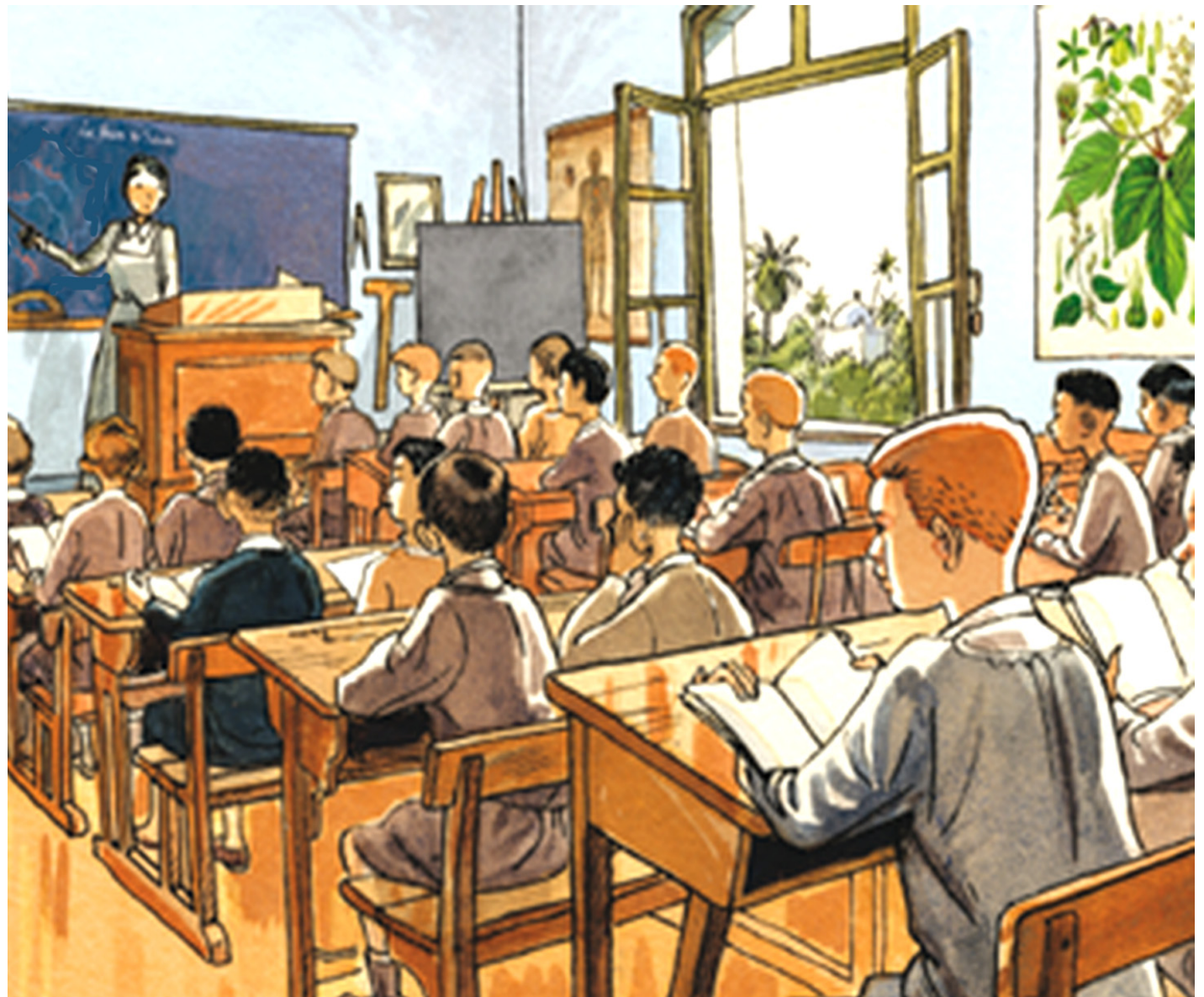
- Ô jeune, tu ne nous as pas vus assis sur le pas de la porte ?
- Pourquoi dites-vous ceci, dit alors le jeune ?
- Est-ce que la politesse te permet d'agir ainsi ?
- Vous ne devez point vous asseoir sur le pas de porte.

Le jeune reprit son vélo pour le remettre à quelques mètres de nous et partit faire ses achats. Cette image m'a interpellé quant à la formation humaniste de l'école. Je me suis posé la question suivante : est-ce que l'Ecole algérienne avait intégré dans ses programmes la culture humaniste ? En fouillant de plus en plus en profondeur, j'ai trouvé que ses programmes prenaient en charge certes l'humaniste que je cherchais. Pourquoi donc les gens agissent ainsi ?

Il me semble qu'il y a d'autres éléments qui interviennent pour mieux orienter nos jeunes vers d'autres sources que la société n'avait pu endiguer. Il m'a été très facile de découvrir ces éléments nocifs. Certains médias encouragent ces jeunes à aller vers une liberté absolue enviable par certaines sociétés qu'elles soient européennes ou autres. Ajoutons à cela nos parents qui souvent sont démissionnaires quand ils ne sont pas laxistes. Evidemment beaucoup de parents comptent sur la formation scolaire et deviennent démissionnaires. L'enfant se trouve en face de trois formes de culture : la culture sociale, la culture familiale et la culture scolaire. Tirailé entre les trois, l'Algérien préfère celle de ses compères, c'est-à-dire la culture sociale ou culture de la rue. Considérons « l'esprit des lois du livre IV de Montesquieu qui met l'accent sur les différences ou les contradictions de ces cultures. Le cadet reçoit de ses aînés, mais l'inverse ne saurait se faire. L'esprit du legs générationnel serait unique. Effectivement, c'est à ce niveau que réside les particularités apparues durant la seconde moitié du XXe siècle.

A la culture des pères s'ajoutent, plus que jamais, celle des pairs. Lorsque se forment les valeurs, normes et codes culturels propres aux jeunes, pensés pour eux voire par eux. Ceux-ci ont accès au « monde », médiatisés par les nouvelles instances de connaissance grâce à la culture de masse. Si bien que l'anthropologue M. Mead évoquera pour cette période la culture « pré-figurative ». C'est-à-dire, au sein de laquelle, les enfants éduquent leurs parents autant qu'ils soient éduqués par eux. Donc, ils deviennent des acteurs autant que leurs parents. Si bien que le sociologue Georges Friedmann y voit arriver une école parallèle qui concurrence la véritable école. C'est ainsi que se confrontent et s'affrontent les rivalités culturelles de trois émanations : sociale, celles des jeunes et celle de l'école. Ainsi l'Ecole perd le privilège éducatif et culturel.

Les jeunes sont attirés par cette culture dite de masse ou forgée par eux. Pendant les années 60 à 80, la culture de masse avait brillé en Europe et s'était étendue vers d'autres pays, tout particulièrement la cul-



re des jeunes qui s'était immiscée à l'école pour renforcer la culture scolaire, voire la remplacer. Pendant l'année 60, la chanson devient l'étendard de la culture juvénile. Les jeunes interrogés à cette époque affirment qu'ils lisent « Salut les copains » (Hassenforder, mai 1967, p 41) A cette période fleurissent beaucoup de journaux et de revues pour les jeunes et qui deviennent les préférés de ces jeunes. La lecture perdait de plus en plus du terrain, au profit d'autres médias tels que l'écoute la télévision, le cinéma, les réunions entre amis...etc. Leurs préférences allaient aux émissions de variétés, aux feuilletons

La culture scolaire traditionnelle commençait à céder en partie à la culture de ces jeunes, pourtant ces jeunes pensaient que les deux cultures ou les deux écoles n'en feraient qu'une seule. Quelle culture dispense l'école ? La culture classique de l'ancien temps commençait à être envahie par la culture de masse. L'école devenait donc deux au lieu d'une. Cependant, les jeunes pensaient que les deux formes d'école n'allaient en faire qu'une seule. La culture des jeunes ou culture de masse passe à travers les obstacles pour rentrer à l'école. Les jeunes pensaient qu'ils pouvaient participer à la formation d'autres jeunes par cette culture de masse. Les vieux ne parvenaient plus l'arrêter. L'école l'intégrait comme élément nouveau à sa propre culture. Ce mélange de deux cultures, souvent contradictoires, ne semblait pas faire l'affaire aux anciens. Les jeunes se dressent comme hommes de demain. Les parents deviennent démissionnaires et laissent la formation entièrement à l'école, laquelle à son tour ne parvient point à imposer une forme de culture unique. Elle est obligée de collaborer avec les deux autres cultures, à savoir : la culture scolaire et la culture sociale détenue par les parents ou plutôt étant l'apanage des aîeux et qu'ils exigent qu'elle soit apprise par les enfants.

L'école tente le plus souvent d'intégrer la culture dite littéraire pour conserver son

rayonnement dans la société, mais les jeunes voudraient imposer leur culture appelée culture de jeunes.

En effet, dit Galvão, Isabel (2015)- Au-delà des murs, penser les frontières entre l'école et la cité – le sujet dans la cité n° 6, «...c » est bien d'une concurrence qu'il s'agit, une culture scolaire et culture de jeunes ; d'aucuns regimbent devant elle, la jugeant déloyale. Car là où la culture scolaire suppose le didactisme et l'effort la culture qu'acquiert les jeunes grâce aux médias apparaît ludique et plaisante ; elle exige d'eux moins de peine et d'opiniâtreté. Enfin c'est un spectacle (pour eux). C'est ce qui la différencie le plus de l'école. Mais c'est aussi ce qui la dévalorise le plus aux yeux d'une grande partie des enseignants ».¹

L'école se débat dans la transmission de ces savoirs alors que nos jeunes préfèrent aller vers la facilité pour acquérir par le jeu sans trop de peine, ni d'effort. Donc l'école devrait se muter vers une forme d'apprentissage qui satisfasse l'esprit curieux du jeune sans lui demander des efforts qu'il ne voudrait plus développer.

Nos chercheurs devraient s'orienter vers une recherche qui faciliterait l'assimilation des cultures, tout en attirant les jeunes au lieu de les repousser. L'école deviendrait le lieu où le jeune trouverait son plaisir et accepterait la forme de culture que la société voudrait lui imposer.

Devenant une école rejetée par les jeunes parce qu'elle force les tâches ingrates d'une culture à transmettre par le travail de la systématisation et de la mémorisation, « tâches ardues qui étaient autrefois compensées par la découverte que faisait l'enfant du monde extérieur, en entrant à l'école et dont la fréquentation précoce de la télévision le prive. » (Chalvon, 1979,p.23)

Rappelons que bon nombre d'enseignants n'aimeraient point exercer avec les médias, chose que les jeunes d'aujourd'hui apprécient et manipulent avec facilité. L'école restée très traditionnelle fait fuir les jeunes. Il

faudrait que notre école aille dans le sens désiré par ces derniers pour les intégrer et leur fournir une culture prenant en charge les vœux qu'ils émettent pour construire une société qui les intéresserait demain. C'est certain qu'ils aimeraient avoir une société différente de celle de leurs aîeux. Donc que reprochent-ils à la société de leurs aîeux ? Il nous semble qu'ils reprocheraient à cette société sa rigidité et surtout sa façon d'apprentissage. En effet, les jeunes d'aujourd'hui pensent qu'ils apprennent plus facilement par l'utilisation des médias qu'ils savent surtout manipuler correctement. Or les parents aimeraient que leurs enfants apprennent les vieux principes de la société traditionnelle qui donnerait toujours raison et respect aux plus âgés. Partant du principe que les jeunes d'aujourd'hui manipulent avec dextérité les médias. Donc, ils arrivent à l'école avec plein de connaissances, ce qui nous autorise à dire que l'école n'a plus l'apanage de faire découvrir par le jeune le monde extérieur. Il faudrait peut-être que l'école se tourne vers plus d'explication des phénomènes qui environnent les jeunes.

En conclusion, il serait raisonnable que l'école fasse peau neuve en se modifiant pour pouvoir conquérir la masse de ces jeunes et les faire revenir à elle en utilisant les médias que ces jeunes savent manipuler avec aisance. Sinon, elle devrait se convertir de la découverte vers l'explication rationnelle et judicieuse pour mieux attirer cette masse de jeunes. La formation pédagogique et son utilisation semble n'intéresser personne. Au contraire, la pédagogie devient de plus en plus lourde qui est pressentie par les jeunes comme inadéquante, ne faudrait-il pas la rénover dans le sens désigné par cette population ?

* Ex-enseignant de langue française et auteur

Notes :

1- Note d'un chercheur de l'INRP (ferrero, 1977 p.25)

BLIDA

Strict respect des mesures sanitaires dans les centres d'examen du Bac

Le premier jour des épreuves du Baccalauréat (session septembre 2020), dans les centres d'examen à Blida a été marqué par le respect strict des mesures sanitaires imposées pour éviter la propagation de la Covid-19, selon les affirmations de la directrice de l'éducation de la wilaya, Ghenima Ait Brahim et constaté par l'APS.

Considérant le fait que Blida fut parmi les premières wilayas les plus affectées par ce virus, il a été procédé durant la session du BAC 2020, à l'installation, à titre exceptionnel, d'une commission au niveau de la Direction locale de l'éducation, chargée de la mise en œuvre du protocole sanitaire décidé par le ministère de tutelle, en coordination avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus", a indiqué Mme. Ait Brahim. Le protocole, a-t-elle ajouté, préconise de nombreuses mesures préventives au niveau des centres d'examen, à commencer par l'entrée principale de l'établissement, où du gel hydro alcoolique et un masque de protection sont fournis aux candidats, qui sont également soumis à une prise de température, avant d'accéder aux classes à travers un accès à sens unique, pour sortir ensuite par un autre accès à la fin de l'épreuve. La distanciation physique de plus d'un mètre au sein des classes et dans la cour est également respectée, a-t-elle expliqué.

La même responsable a, en outre, fait part de l'organisation, depuis l'annonce du retour des candidats aux examens sur les bancs des écoles pour bénéficier de révisions, des séances d'orientation et de sensibilisation, assurée par des conseillers de l'éducation et des psychologues, pour une prise en charge psychologique des élèves, après une rupture scolaire de plus de six mois à cause de la Covid-19, tout en leur inculquant les mesures de prévention contre le virus.

Lors de sa tournée à travers des centres d'examen "Houari Mahfoudh" d'Ouled Aich et "Omar Ben Khettab" du centre ville de Blida, l'APS a constaté un respect des mesures sanitaires préconisées par la tutelle, tant au sein des centres d'examen, que par les candidats dont la majorité était accompagnée de leurs parents.

En effet, Ouahiba, candidate au BAC 2020, portant scrupuleusement son masque protecteur, et munie d'un gel hydro-alcoolique, a indiqué à l'APS qu'elle était "parfaitement consciente" du danger du Coronavirus, ajoutant qu'elle

appliquera "toutes les mesures préventives tout au long de la durée des épreuves du BAC". Lui emboitant le pas, son père qui l'a accompagné jusqu'à l'entrée du centre d'examen, a indiqué avoir "particulièrement veillé, depuis la déclaration de cette pandémie, à recommander à Ouahiba l'impératif du respect des mesures barrières, durant l'examen, "pour que la joie soit complète le jour de sa réussite", a-t-il souligné. "Nous sommes adultes, donc nous pouvons parfaitement assimiler l'impact de ce virus et son danger, c'est pourquoi nous restons vigilants et nous devons respecter toutes les mesures préconisées", a soutenu, à son tour, Karim, un autre candidat au baccalauréat. "Nous voulons réussir et être heureux sans être touchés par ce virus", a-t-il ajouté. A noter que la wilaya de Blida compte 18.929 candidats aux épreuves du BAC-2020, repartis sur 51 centres d'examen, outre celui du centre pénitentiaire de la wilaya. Leur encadrement est assuré par 4.500 employés de l'éducation, entre directeurs, enseignants et agents.

GHARDAÏA

Une cinquantaine de projets dégelés

Quarante-neuf opérations de développement antérieurement gelées ont été relancées, à travers les 13 communes de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya. Ces opérations concernent 15 projets relevant du secteur de la Jeunesse et des Sports, 6 du secteur de l'Agriculture, 6 de celui du Commerce, 5 pour chacun des secteurs de la Culture et de l'Habitat, 4 de l'Energie, 3 des Collectivités locales et 2 pour chacun des secteurs des Travaux publics et de l'investissement et 1 pour les Equipements publics, a détaillé, à l'APS, le wali de Ghardaïa, Boualem Amrani. La levée de gel intervient à la suite d'une argumentation élaborée par les Autorités de la wilaya de Ghardaïa sur l'importance et la spécificité de ces projets ainsi que leur impact positif sur la population, conformément aux instructions des pouvoirs publics, a-t-il souligné.

Les projets concernés et qui avaient été gelés pour des raisons financières, ont trait à l'étude, au suivi et à la réalisation de 13 stades de proximité, en gazon synthétique, dans les communes de Seb-Seb, Mansoura, Hassi Lefhel, Daya Ben Dahoua, Métlili, El-Menea, Bounoura et Zelfana (1), Berriane (2) et Ghardaïa (3), ainsi que la réhabilitation de 3 piscines (Ghardaïa, Seb-Seb et Berriane), et la réalisation avec équipement d'une nouvelle piscine à

Bounoura, a précisé M. Amrani. Elle a également touché l'aménagement et la préservation des parcours sahariens, le développement des oasis et la culture oasisienne de la wilaya ainsi que l'étude, suivi et réalisation de 6 marchés couverts à Berriane, El-Menea, Ghardaïa (Oued-Nechou), Zelfana, Métlili et Bounoura, a-t-il ajouté.

1.000 NOUVEAUX LOGEMENTS PUBLICS LOCATIFS - LPL

La levée de gel a ciblé aussi le secteur du Logement avec la réalisation de 1.000 nouvelles unités de logements publics locatifs (LPL), la réhabilitation de l'habitat précaire et les logements traditionnels des 'ksour', ainsi que la réhabilitation du patrimoine ancestral religieux (mosquées) et d'irrigation (système de partage des eaux et séguis).

La réalisation de 10 salles de lecture publiques de proximité avec équipement sont également prévues à travers les communes de la wilaya. Les études de réalisation et le choix des assiettes foncières, devant accueillir ces projets, ont déjà été effectués, ce qui va permettre de lancer leurs chantiers dans les plus brefs délais, a-t-il assuré. Selon le chef de l'Exécutif de la wilaya, la levée du gel concerne également les équipements publics sécuritaires notam-

ment l'étude, la réalisation et l'équipement de 7 nouveaux sièges de Sûreté urbaine à Ghardaïa (Oued-Nechou), Ghardaïa-ouest, Métlili-Djadida, Guerrara, Zelfana, El-Menea, Hassi El-Gara ainsi que l'acquisition et l'installation, dans les communes de Berriane, Métlili et El-Atteuf, d'un réseau d'éclairage public en énergie solaire. S'agissant des projets des secteurs de l'Energie et de l'Industrie qui ont bénéficié de la levée du gel, ils concernent la délocalisation des lignes de haute tension, dans les quartiers urbanisés de Bouhraoua et la Zone des sciences (Bounoura) ainsi que l'étude, le suivi et la réalisation d'une zone d'activités à El-Menea et une mini-zone à Guerrara. L'étude du doublement de la RN-1, entre le carrefour de croisement de la RN1/ RN49 vers El-Menea sur une distance de 260 km et l'étude de renforcement, modernisation et extension du réseau routier de la wilaya ont, également, bénéficié du dégel, a fait savoir le wali.

Ces projets «à très forte valeur ajoutée» permettent une relance du développement économique dans la région, la création de nombreux emplois pour les jeunes et la satisfaction des aspirations de la population, a-t-il relevé. Un budget de près de 11 milliards de DA a été mobilisé pour concrétiser ces projets visant l'amélioration du cadre de vie de la population de la wilaya.

ALGER

«La nécessité de lutter fermement contre toute tentative d'atteinte à la sécurité du citoyen»

Le directeur général de la Sûreté nationale, Khelifa Ounissi a mis l'accent, samedi à Alger, sur «la nécessité de poursuivre la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, et faire face, avec fermeté, à toute tentative d'atteinte à la sécurité et à la quiétude du citoyen, a indiqué un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Présidant une rencontre d'évaluation et d'orientation avec les chefs de Sûreté et chefs de services régionaux des wilayas du Centre, en présence des directeurs centraux de la Sûreté nationale, M. Ounissi a souligné «la nécessité de poursuivre la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes et faire face à toute tentative d'atteinte à la sécurité et à la quiétude du citoyen». Il a appelé à «consentir davantage d'efforts en matière de lutte contre le crime urbain et les phénomènes des agressions contre personnes, atteinte aux biens

et port d'armes prohibées». Cette réunion s'inscrit dans le cadre des rencontres régionales d'évaluation générale des activités des services de la Sûreté nationale pour l'exercice 2019-2020.

Le DGSN a donné, à cette occasion, des orientations opérationnelles relatives aux préparatifs de la Sûreté nationale à court et moyen termes, pour la sécurisation des différentes occasions et échéances nationales à l'image des rentrées sociale, scolaire et universitaire 2020-2021, ainsi que les épreuves de l'examen du Bac. M. Ounissi a également salué les efforts des éléments de la Police en matière de lutte et de prévention contre la criminalité, tout en veillant au respect des mesures préventives décidées par les hautes autorités du pays face à la propagation de la pandémie, avec les différents partenaires, à savoir : la société civile et les médias nationaux.

Le premier Salon digital international du commerce et du marketing ouvre ses portes

Le Salon international digital du Commerce et du Marketing a débuté dimanche avec la participation d'opérateurs algériens et une dizaine d'exposants de pays arabes et étrangers, a indiqué la Société Andalus Trade, Show, Exhibits and Events (TSEE), organisatrice de l'événement, dans un communiqué.

S'étalant jusqu'au 27 septembre prochain, cette manifestation économique digitale a été rehaussée par la participation du Vietnam, invité d'honneur de cette édition, l'Indonésie, la Chine, la Jordanie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Inde, les Emirats arabes unis (EAU), ainsi que des représentants de sociétés algériennes.

Ce salon international est, selon les organisateurs, "premier du

genre en Algérie et en Afrique, et deuxième mondialement, après l'exposition de Hala China organisée conjointement avec l'Etat des EAU à Dubaï". Selon le directeur de l'exposition, Abderraouf Mounir Douidi, "le salon international digital du Commerce et du Marketing a eu le mérite d'occuper une place idoine en tant que rencontre internationale durable pour les sociétés et hommes d'affaires dans le monde", annonçant l'organisation d'un autre salon numérique international de l'agroalimentaire, prévu du 1er au 16 novembre prochain. Les organisateurs de cet événement ont mis leur site électronique www.andalus-tsee.com, à la disposition des personnes désirant davantage d'informations sur ce salon.

LAGHOVAT

Les zaouïas, les associations religieuses et les réseaux sociaux

Le Conseiller du président de la République, chargé des zaouïas et Associations religieuses, Aïssa Belakhdar, a appelé samedi, depuis Laghouat, les Associations religieuses à investir les réseaux sociaux pour lutter contre les informations et fetwas tendancieuses, diffusées via ces supports et visant à déstabiliser le pays et ternir l'image des zaouïas. S'exprimant lors d'une rencontre de concertation, M. Belakhdar a indiqué que «des parties, qui ne veulent pas de bien à l'Algérie, ont profité de l'absence de défenseurs du véritable référent religieux sur les réseaux sociaux pour diffuser leur haine destructrice», face à laquelle il appartient, a-t-il dit, de «réagir et corriger les concepts, selon le référent national et le rite Malékite en vigueur

en Algérie.» «Les zaouïa assument, en outre, une mission importante dans les zones d'ombre en tant que protectrices (du référent religieux), ancrant les notions pédagogiques et spirituelles, tout en accompagnant les projets de développement de l'Etat visant à soutenir ces régions», a ajouté M. Belakhdar. Cette rencontre a permis, par ailleurs, au Conseiller du président de la République chargé des zaouïa et Associations religieuses de s'enquérir des préoccupations soulevées par les imams, chouyoukh de zaouias et hommes de culte, allant dans le sens du développement de la mission de l'institution de la mosquée, des zaouia et des écoles coraniques, afin d'assumer leur rôle dans le cadre de la réforme sociétale.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

26 moharram 1442

El Fedjr 05h02	Dohr 12h44	Assar 16h15	Maghreb 19h00	Icha 20h19
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TÉBESSA

La hantise des inondations

Ali Chabana

La hantise des inondations refait surface à chaque début de la saison des pluies. Dès que le ciel se charge de nuages menaçants, les gens retiennent leur souffle de peur que leurs habitations et autres biens ne soient envahis par les eaux, portant atteinte à des vies humaines. C'est le cas de la localité de Bir El Ater, 110 mille âmes, située dans le sud de la wilaya de Tébessa. Ceux-ci sollicitent les autorités de la wilaya de faire le nécessaire pour que leur ville ne subisse pas les foudres des crues, d'autant que des milliers d'habitations sont construites sur les rives de l'oued Kebir, traversant la cité là où les risques d'inondations sont les plus importants. Un cours d'oued qui avait bénéficié dans le passé d'un montant de 650 millions de dinars, pour des travaux d'aménagement, correction des cours d'eau, curage et éradication des constructions illicites érigées le long des oueds, entre autres. Sauf que les travaux réalisés jusqu'ici n'ont pas empêché d'autres inondations. Pour rappel, la wilaya de Tébessa avait bénéficié de quelque 100 projets, en cours de réalisation pour la protection des villes contre les inondations, au titre de la stratégie nationale du programme contre les catastrophes naturelles. Le phénomène des inondations dû aux perturbations atmosphériques engendre une situation de panique chez les gens, en plus des dégâts causés aux infrastructures de base. Et pour illustrer ce cas de « vulnérabilité urbaine, face au risque d'inondation », retenant le travail universitaire soutenu à l'université de Tébessa, un travail élaboré par Asma Bouguetof en 2016. « Comprendre pour mieux gérer », dira-t-elle en préambule. Comprendre les



risques multiformes, naturels, géophysiques, industriels, mais aussi de gestion des espaces et d'expansion urbaine. Un travail qui mettait l'accent sur la maîtrise des inondations et celle de l'urbanisation pour réduire la vulnérabilité. Tout en indiquant que les inondations représentent à elles seules 80% des catastrophes naturelles enregistrées dans le monde. Pour le cas de Tébessa, l'étude montre que l'assiette sur laquelle est construite la ville s'étend dans un couloir est-ouest, situé dans le bassin de l'oued Kebir, lui-même alimenté par plusieurs oueds, qui s'insèrent dans le tissu urbain. Le périmètre le plus menacé par les risques d'inondations est situé du nord-ouest, sur l'axe de la RN 10, comprenant plusieurs types de constructions, habitat individuel, collectif, équipements (voiries, espaces verts, aires de stationnement), en sus du manque de réseaux d'assainissement, pour l'évacuation des eaux pluviales, en cas de crues. L'étude de l'universitaire conclut

à des recommandations, qui ont pour objectif la sécurité des personnes exposées aux risques des inondations. A commencer par la création d'un plan de prévention, afin de réduire les dommages, un plan de secours, aménagement des rives des oueds (murs de soutènement), respect des PDAU et POS, nécessité d'un système d'alerte en cas de risques, aménagement du bassin versant et le pied de montagnes. Enfin, former le citoyen pour mieux connaître les risques, ce qui donne un citoyen partenaire dans la gestion des inondations. Le dossier des inondations risque de s'inviter de nouveau, d'autres localités de la wilaya sont elles aussi concernées, Chéria, Ouenza, Morsott. Les enquêtes menées par les services et commissions compétents, ont à chaque fois averti les autorités centrales et locales des dangers que pourraient entraîner les intempéries, parfois aux retombées désastreuses, sur l'ensemble de la population et des équipements sociaux.

EL TARF

Trois trafiquants de mercure arrêtés

A. Ouélaa

Les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Bouhadjar, exploitant des informations faisant état d'une éventuelle transaction de ven-

te de mercure, ont intercepté un véhicule touristique, à bord duquel se trouvait 3 individus, tous originaires de la wilaya d'Oum El Bouaghi. La fouille du véhicule, a permis de mettre la main sur une quantité de

mercure blanc d'un poids total de 400 g environ, ainsi que de armes blanches. Présentés devant le Tribunal de Bouhadjar, les mis en cause ont été placés sous contrôle judiciaire en attendant leur jugement.

BATNA

Le projet de 840 logements AADL bientôt lancé

Le directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL), Mohamed Tarek Belaribi, a rassuré, samedi à Batna, que "les opérations de remise de logements de type location-vente se poursuivent". "Après les deux dernières opérations d'envergure du 5 juillet et 20 août portant respectivement sur la distribution de 10.000 et 23.000 appartements AADL, un nombre plus important de logements de type location-vente sera livré à travers le territoire national à l'occasion du 1^{er} novembre prochain", a indiqué ce responsable lors d'une cérémonie organisée à la

maison de la culture Mohamed Laïd Al Khalifa pour la remise symbolique des clés de 1.000 unités du même segment, réalisées à la cité Parc à fourrage au chef-lieu. Accompagné pour la circonstance du wali de Batna, Toufik Mezhoud, M. Belaribi a indiqué que l'Etat a mobilisé les ressources financières nécessaires pour parachever et lancer tous les projets de l'AADL sur le territoire national. Concernant la wilaya de Batna, le directeur général de l'AADL a fait savoir que l'ultime projet de réalisation de 840 logements sera lancé "dans les vingt prochains jours", ce qui clôturera définitivement le dossier de l'AADL 2 dans cette wi-

laya. Par ailleurs, durant cette période, les derniers souscripteurs à Batna devront choisir le site de leur logement selon le même responsable qui a affirmé que le dossier des décisions d'affectation sera clôturé dans cette wilaya "au plus tard dans un mois et demi". Ce responsable a ajouté que la wilaya de Batna est "un modèle de réussite en ce qui concerne la formule location-vente qu'il s'agisse de la livraison des logements réalisés ou bien du lancement des projets programmés et ceux en cours de réalisation", soulignant que ces logements sont réalisés par des architectes et des entreprises algériens.

BISKRA

Une caravane médicale pour les zones enclavées

Des équipes de 150 médecins spécialistes composant une caravane médicale bénévole sont arrivées samedi à Biskra et se sont dirigées vers les zones d'ombre. Organisée à l'initiative du réseau algérien des jeunes, cette caravane, lancée depuis le siège de la wilaya en présence des autorités locales, vise à «apporter aide et assistance aux habitants des zones d'ombre, notamment dans cette conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée la lutte contre la Covid-19", a affirmé le président de ce réseau, Adel Gana. Composés de praticiens locaux ainsi que d'autres issus de plusieurs wilayas, les staffs médicaux de cette caravane ont pour mission d'assurer des consultations en médecine générale, cardiologie, diabétologie, ophtalmologie et en pédiatrie, a précisé le même responsable.

Les praticiens bénévoles s'emploieront, en coordination avec les services de la direction locale de la santé, à assurer des examens et consultations médicales au profit des patients habitant dans des zones enclavées et ce, en vue de rapprocher le service public de santé des citoyens, a fait savoir la même source, soulignant que cette caravane est dotée d'un laboratoire

d'analyses médicales qui permettra aux médecins bénévoles d'offrir un service de qualité et aux personnes malades de ces régions d'effectuer les analyses nécessaires.

La caravane médicale bénévole qui sillonnera plusieurs localités de la wilaya de Biskra fera une première halte de cinq (5) jours à Zeribet El Oued (80 km à l'est de Biskra), avant de se diriger vers Tolga (40 km à l'ouest de Biskra), a indiqué M. Gana, ajoutant que les habitants de ces localités bénéficieront de services médicaux programmés à raison de 200 consultations/jour.

Cette initiative ciblera «le grand nombre possible de citoyens avec la possibilité de fournir des soins médicaux au niveau des établissements hospitaliers spécialisés pour les cas qui nécessitent un suivi», selon M. Gana. Devant sillonner sept (7) wilayas des Hauts-Plateaux et du sud du pays, la caravane qui se poursuivra jusqu'au 14 novembre prochain a fait une première halte dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj et devra se déplacer dans les prochains jours vers les wilayas de M'sila, Djelfa, Laghouat, El Bayadh et Naâma, selon les organisateurs de cette initiative.

SOUK AHRAS

Lancement de projets dans les régions d'ombre

Pas moins de 155 projets sur 507 inscrits au bénéfice de 251 régions d'ombre de la wilaya de Souk Ahras ont été lancés en vue de répondre aux préoccupations des citoyens dans plusieurs domaines, a-t-on appris, samedi, du chef de l'exécutif local, Lounes Bouzegza. «Sur ce total, 49 projets portant sur le renforcement de l'AEP et des prestations de services de santé, le raccordement aux réseaux d'électricité et du gaz, la réfection des routes et l'amélioration des conditions de scolarisation, ont été réceptionnés», a précisé le wali en marge d'une visite d'inspection des régions d'ombre de la daïra de Lahdada regroupant la commune éponyme, Lakhdara et Ouled Moumen. La livraison des projets restants, inscrits dans le cadre du programme de développement des régions d'ombre, devra se faire «avant la fin de l'année en cours», a indiqué Lounes Bouzegza, ajoutant que ces projets ont mobilisé une enveloppe financière de 4 milliards de dinars. S'entretenant avec les habitants de la région de Lafouid, dans la commune d'Ouled Moumen, sur leurs difficultés à accéder à l'eau potable, le wali a fait savoir que les régions d'ombre de la wilaya ont bénéficié de 380 millions de dinars pour la réalisation de 56 projets d'AEP, dont la réalisation de puits et de réservoirs d'eau en plus de l'extension du réseau de distribution d'eau potable. M.

Bouzegza a souligné, à cet effet, que la meilleure solution pour mettre fin au problème d'eau dans cette région passe par la concrétisation du projet de transfert des eaux à partir de la retenue collinaire de Bir Louhichi (commune de Lahdada) dont le taux de réalisation a atteint les 50%, suggérant d'approvisionner temporairement les habitants en eau potable par camions-citernes.

Le wali de Souk Ahras a, par ailleurs, affirmé la nécessité de donner la priorité dans les régions d'ombre aux projets d'AEP, au raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, au désenclavement et à l'amélioration du cadre de vie. De son côté, le chef de service d'évaluation des ressources hydriques à la direction des ressources en eau, Salah Eddine Ouadi, a fait savoir que le bassin aquatique de Bir Louhichi comporte actuellement trois puits profonds exploités par l'Algérienne des eaux (ADE). Afin d'alimenter les habitants de la région de Lafouid, un quatrième puits vient d'être inauguré, selon le même responsable qui a expliqué que les eaux de ces puits seront stockées dans un réservoir de 2.000 m³ pour être ensuite réparties sur les foyers de Lahdada et les régions entourant la commune de Sidi Fredj. Un puits profond a également été réalisé dans la commune de Lakhdara pour renforcer l'AEP dans la région de Lafouid, a-t-il dit.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

26 moharam 1442

El Fedjr 04h50	Dohr 12h30	Assar 16h01	Maghreb 18h46	Icha 20h05
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Perturbations dans l'AEP La SEOR s'explique

K. Assia

Depuis dix jours, les habitants de la zone-ouest d'Oran et précisément ceux du quartier de Maraval, sont confrontés à des perturbations dans l'alimentation en eau potable. Des coupures qui interviennent, en pleine canicule, suscitant la colère des citoyens, qui du jour au lendemain, se retrouvent avec un programme de distribution d'un jour sur deux et une pression d'eau quasiment faible.

Les riverains appréhendent que la situation perdure puisque l'eau se fait rare en cette période de fortes chaleurs et où la pandémie hante toujours les esprits. Hier et lors d'une conférence de presse animée au siège de la société de l'eau et de l'assainissement (SEOR) d'Oran, le directeur de la production en l'occurrence M. Khoudja Houari a été clair, quant aux causes à l'origine de ces dysfonctionnements.

La partie-ouest est alimentée à partir de la station de dessalement d'eau de mer Chat El Hillal et du cratère naturel de Dziuoua, dans la wilaya d'Aïn Té-mouchent à raison de 270.000 m³ qui sont répartis entre Aïn Té-mouchent avec un quota de 150.000 m³ et Oran avec un quota de 120.000 m³. «Depuis la fin du mois de juillet, la capacité d'eau approvisionnant, en temps normal, les 2 wilayas a été revue à la baisse, en raison du cratère de Dziuoua qui se trouve à sec» a indiqué le responsable précisant que «le volume d'eau alimentant les 2 wilayas a dimi-

nué pour atteindre les 180.000 m³ dont une capacité de 80.000 m³ pour la wilaya d'Oran. Une situation qui n'a pas été sans conséquences sur l'approvisionnement de la partie-ouest de la ville qui se retrouve désormais avec un déficit de 40.000 m³. Ainsi et pour combler les insuffisances et répondre aux attentes de la population concernée par ces perturbations, la SEOR a procédé, selon le responsable, à des travaux de renforcement à partir de la zone-est d'Oran et ce, afin d'augmenter la capacité d'approvisionnement en AEP, au profit de la partie-ouest de la ville.

Les travaux sont en cours pour ramener 20.000 m³ d'eau au réservoir de Aïn El Beida, via le 2^{ème} siphon. Outre ce projet en cours et qui sera achevé dans un délai de 15 jours, une proposition pour augmenter la capacité d'eau à partir du barrage 'Sekkak' dans la wilaya de Tlemcen a été faite il y a 4 jours, par la SEOR au ministère de tutelle. Le but de l'opération est de ramener quelque 5 millions de m³ d'eau potable à partir du barrage 'Sekkak' via des lâchers dans l'Oued Tafna. En attendant l'autorisation délivrée pour concrétiser cette opération, la SEOR rassure les riverains que toutes les dispositions sont initiées pour prendre en considération leurs doléances. Les riverains doivent désormais se contenter d'un programme de distribution provisoire d'un jour sur deux et le retour à la normale est prévu, une fois les travaux de renforcement, entamés à partir de la zone-est d'Oran, seront achevés.

Premières épreuves du Bac à Oran Le sujet de langue arabe jugé abordable par les candidats



J. Boukraâ

Le coup d'envoi des épreuves du Baccalauréat 2019-2020, a été donné, hier, à Oran, à l'instar des autres wilayas du pays. Autant leurs visages étaient crispés et le stress palpable, les candidats rencontrés, hier, à la sortie des centres d'examens ont été unanimes que le sujet de langue arabe avec lequel ils ont débuté, le matin, l'épreuve du baccalauréat session 2019/2020, était à la portée de tous, y compris pour les candidats des filières littéraires. «Nous passons l'examen dans des conditions particulières, cette année. Nous sommes doublement stressés.

Mais, j'ai très bien travaillé. Le sujet d'Arabe était abordable», dira un candidat de la filière 'science et vie'. Le coup d'envoi des épreuves a été donné vers 8h30, dans l'ensemble des centres d'examens. Une heure avant les candidats ont commencé à affluer vers les centres dont certains étaient accompagnés de leurs parents. C'est dans cette atmosphère, à Oran, que quelque 20.939 candidats sont inscrits aujourd'hui, pour les épreuves du baccalauréat de la session 2019/2020 dont 5.923 candidats libres. Pour cela, tous

les moyens ont été mobilisés pour le bon déroulement de cet examen décisif, dans les 69 centres retenus à cet effet. Dans ce cadre, près de 7.000 encadreurs, entre surveillants, observateurs, inspecteurs et administrateurs et 2 centres de correction ont été mobilisés.

Notons qu'en mai dernier le Conseil des ministres, avait décidé du report au mois de septembre, de l'examen du Baccalauréat, en raison de la situation sanitaire prévalant dans le pays. Le secteur avait élaboré quatre protocoles sanitaires approuvés par le ministère de la Santé, en vue de protéger les candidats et les encadreurs mais également pour éviter la propagation de la pandémie. Dans le cadre de la lutte contre la fraude aux examens, la préservation de leur crédibilité et la consécration du principe d'égalité des chances, les autorités ont criminalisé toute forme de fraude et de triche aux examens scolaires, en introduisant des sanctions dans le Code pénal.

Ces sanctions qui dépassent dorénavant les peines administratives sont devenues également judiciaires. La wilaya d'Oran a enregistré un taux de réussite de 57,21% pour la session 2019 du baccalauréat rappelle-t-on.

Prévention contre les inondations Plus de 31 millions de dinars pour de nouveaux avaloirs

J. Boukraâ

Oran, par sa position géographique a déjà été exposée à de terribles inondations. En effet, plusieurs quartiers et des cités entières souffrent à la moindre pluie. A chaque forte précipitation des flaques et des «lacs» d'eaux pluviales, obstruent, toutes les voies et accès bloquant toute circulation automobile. En prévision de la saison des pluies, la commune d'Oran a lancé une série d'opérations, en commençant par le curage des avaloirs. Intervenant sur les ondes de la radio locale, le secrétaire général de la commune d'Oran, a indiqué que la commune compte 10.182 avaloirs dont plus de 50% ont déjà été nettoyés. L'opération se poursuit jusqu'à la fin du mois en cours. «La commune a aussi approuvé un marché et va ainsi lancer une nouvelle opération pour la réalisation et la réhabilitation des avaloirs dans quelques secteurs urbains.

Le but de cette opération est de protéger les quartiers des risques d'inondations, durant la saison des grandes averses. Le même responsable a ajouté qu'une enveloppe de 11 millions de DA a été débloquée pour la rénovation du réseau d'assainissement, dans les îlots 6 - 7 - 8 au quartier Ibn Sina. L'opération avec un taux d'avancement de plus de 95%, tire à sa fin. Dans le même cadre, une opération de rénovation du réseau d'assainissement sera lancée, incessamment, dans une partie du quartier 'El Barki'. Pour protéger les quartiers des risques



d'inondations durant la saison pluvieuse, la commune d'Oran va, aussi, lancer une opération pour la création de nouveaux avaloirs dans quelques secteurs urbains. L'opération va toucher les points noirs, détectés suite aux dernières précipitations. Vingt millions de dinars ont été débloqués pour cette action qui sera lancée dans quelques jours.

Ces actions entreprises pendant la saison estivale réduiront d'une façon significative les dégâts qui pourraient être occasionnés suite à des inondations provoquées par les pluies d'automne, caractérisées parfois par une forte intensité. Les habitants gardent en mémoire des angoisses de ces faits les inquiétant à la moindre petite

averse. Durant cette période, le moindre déplacement, la moindre activité, se transforment en épopée et en épreuve «décathlonienne». Rues et ronds-points gorgés d'eaux, quartiers inondés par les eaux pluviales et la boue.

Par ailleurs on assiste à Oran, ces derniers jours, à la reprise des vols de couvercles d'avaloirs. En plus du préjudice financier, le vol de ces couvercles constitue un danger pour les automobilistes, surtout la nuit, car risquant carrément un renversement du véhicule dont la roue s'enfoncerait subitement dans un avaloir sans protection. Ce phénomène cause des préjudices financiers estimés à des milliards de centimes.

Es Senia Les recasés de l'hospice des personnes âgées interpellent le wali

D. B.

L'arrivée de l'hiver, synonyme de fortes précipitations n'est pas sans susciter l'inquiétude des centaines de familles actuellement recasées dans des centres dist de transit. C'est le cas des familles recasées dans l'ex hospice des personnes âgées d'Es Senia, plus connu sous l'appellation de 'Diar El Aadjaza' par les familles qui l'occupent depuis plusieurs années. Dans un souci d'inciter les responsables concernés à se pencher sur leur cas, ces familles ont organisé, à maintes reprises, des rassemblements pour dénoncer leur calvaire et pour appeler les responsables à les intégrer dans les prochaines opérations de relogement. Selon des habitants du site qui se sont déplacés au siège de notre rédaction, après avoir usé de toutes les voies de recours, et après plusieurs rassemblements de protestation pacifiques, les familles sinistrées, recasées dans cet hospice, viennent d'adresser une correspondance au nouveau wali, l'appelant à intervenir, personnellement, pour régler leur situation qui dure depuis plusieurs années.

«Nous voulons attirer l'attention du nouveau wali sur notre situation qui perdure» assure nos interlocuteurs. Selon ces derniers, les recasés avaient organisé, dernièrement, un rassemblement de protestation pacifique, pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur cas, mais rien n'a été fait, hormis les éternelles promesses. «Nous avons décidé d'interpeller directement le wali d'Oran, pour qu'il se déplace pour constater de visu nos conditions de vie», assure un des habitants du site. Selon ce dernier, ce qui devait être un recasement provisoire, s'est transformé en véritable calvaire pour près d'une centaine de familles qui occupent actuellement, ce centre de transit.

Les représentants des familles affirment qu'en attendant un éventuel relogement, ils ont été installés sur les lieux, il ya plus d'une décennie, mais ce qui devait être du provisoire dure toujours. Nos interlocuteurs indiquent que des appels ont été lancés en direction des responsables concernés pour mettre un terme au calvaire qu'ils endurent depuis qu'ils ont été recasés dans ces

bâtisses insalubres. Les mêmes sources ont réitéré leur SOS, en direction du premier responsable de l'Exécutif en vue de les intégrer dans la prochaine opération de relogement prévue avant la fin de l'année en cours. «Nous avons frappé à toutes les portes dans un souci d'inciter les responsables concernés à se pencher sur notre cas mais en vain», assure un des habitants des lieux. Ce dernier affirme que le calvaire des familles dure, maintenant, depuis plus de dix années. Les représentants des familles assurent que les responsables de la commune sont au courant de leur situation, puisqu'à maintes reprises certains se sont déplacés, sur les lieux et ont constaté la situation dans laquelle vivent ces familles. «Depuis l'entame des opérations de relogement, lancées par la wilaya d'Oran, en 2014, pratiquement toutes les familles qui étaient recasées dans des crèches, ou des établissements scolaires, etc. ont été relogées, sauf nous», affirme une des femmes. Ce provisoire a duré des années pour les occupants des lieux et jusqu'à présent aucune mesure n'a été prise par les autorités locales pour les prendre en charge. Selon nos interlocuteurs, les conditions de vie sont devenues insupportables avec le manque d'hygiène et le risque de maladies qui guettent, quotidiennement les enfants. Ne pouvant plus continuer à vivre dans ce calvaire, les familles lancent un pressant appel, pour les transférer de ces locaux qui sont devenus sources de toutes les maladies.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Lazregue Kada, 52 ans, Canastel
Mokadem Amira, 26 ans, Chollet
Mohamed Smaïn Fatouma, 71 ans, Maraval
Hazab Mohamed, 81 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

26 moharram 1442
El Fedjr 05h20 Dohr 12h59 Assar 16h30 Maghreb 19h15 Icha 20h33



Plus de 12 milliards débloqués par la wilaya Opération d'aménagement de la zone d'activité de Oued Tlelat

Dans un souci de répondre aux doléances des investisseurs de la zone d'activité de Oued Tlelat, en matière d'assainissement et d'AEP, une enveloppe de plus de 12 milliards de centimes a été débloquée, par la wilaya d'Oran, pour une grande opération d'aménagement, a-t-on appris de la cellule de communication.

D. B.

Selon nos sources, l'opération vise à raccorder cette zone au réseau d'assainissement et celui de l'alimentation en eau potable. Selon les mêmes sources, il s'agit de raccorder la zone d'activités à la station de relevage. La zone d'activités de Oued Tlelat s'étend sur une superficie de 35ha et compte quelque 25 opérateurs économiques. Pas moins de 600 emplois ont été créés dans cette zone. Ces travaux font suite aux nombreux appels des opérateurs économiques installés dans plusieurs zones industrielles et plusieurs zones d'activités qui ont dénoncé les problèmes qui bloquent leurs activités, allant de l'état des routes au réseau d'assainissement, à l'absence d'alimentation en eau... Cette situation a poussé beaucoup d'usines à fermer, progressivement, d'autres refusent de s'installer dans cette zone sinistrée, selon les opérateurs qui ajoutent que le problème majeur est l'inexistence de voie d'accès. La majorité des zones souffrent d'énormes pro-

blème de réhabilitation, comme la détérioration des réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales, de l'éclairage public et du réseau routier, l'absence de stations d'épuration dans les entreprises.

Ainsi l'ex wali d'Oran, avait insisté sur l'aménagement urbain, la préservation de l'environnement et tout ce qui va avec. Le même responsable avait ordonné aux services concernés d'établir un état des lieux des zones industrielles et un diagnostic de la situation de ces zones et l'élaboration d'une feuille de route, pour apporter des solutions à tous les problèmes. Pour rappel, dans le cadre de la mise à niveau des zones industrielles de la wilaya d'Oran, une enveloppe de plus de 620 millions de DA, a été dégagée pour l'aménagement de la zone industrielle de Hassi Ameur. Les travaux concernent essentiellement, le réseau de voirie, l'eau potable, l'assainissement, l'éclairage et autres.

La wilaya d'Oran a boosté tous les créneaux pouvant venir à bout du chômage et créateur de valeur ajoutée. La dernière loi de Finan-

ces consacre une décentralisation plus élargie de l'acte d'investissement, avec le maintien des efforts engagés en matière d'aménagement du territoire, d'augmentation de l'offre foncière et de promotion de la petite entreprise. Depuis quelques années le gouvernement a mis en place des mesures d'urgence consistant en des mécanismes permettant de renforcer l'investissement, au préalable qu'il soit rentable du point de vue fiscal et créateur de postes d'emplois.

Dans ce contexte la Commission de wilaya en charge de l'investissement a reçu, ces dernières années, près de 3.000 demandes de fonciers dont près de 1.000 ont été traités et agréés. 600 actes de concession ont été délivrés, au profit de ces investisseurs. Des assiettes foncière totalisant 1.400 ha ont été mises à la disposition des ces opérateurs économiques. Ces projets relèvent de différents domaines d'investissement, comme le tourisme, maritime, le bâtiment, l'économie verte, l'agriculture, l'industrie, les prestations de services, les textiles, entre autres.

Mers El Kebir Les habitants dénoncent la bidonvilisation de leur ville

Rachid Boutlelis

Un énième appel vient d'être lancé par les habitants de Mers El Kebir, en direction des responsables de la wilaya, pour mettre un terme à la bidonvilisation de leur ville. Le phénomène des constructions illicites a commencé à se manifester dans la zone surplombant la municipalité de Mers El Kébir, dès le début de l'année 2000 et ce, à la faveur d'une insolente indifférence des uns et des autres. Toujours est-il, qu'au fil du temps, la bidonvilisation a réussi, ainsi, à accaparer des hectares du domaine public et forestier, essaimés à travers le territoire de ladite municipalité.

Des parcelles de terre ont été ainsi détournées de leur vocation initiale pour abriter des bidonvilles, de plus en plus nombreux, et encore plus immenses. En effet, selon le constat établi sur le terrain, et en ce qui concerne les constructions illicites, nul n'ignore en réalité que, cette transgression à la loi a donné naissance à de véritables réseaux, qui se sont spécialisés dans les transactions illicites dans ce sordide domaine. Selon des sources concordantes, un lot de terrain est proposé à partir de 20 millions de centimes alors qu'une baraque est cédée à partir du triple, voire le quadruple prix, dans les bidonvilles de cette municipalité porte d'accès de la daïra d'Aïn El Turck. L'infraction relative au branchement illicite sur les réseaux de l'électricité et de l'AEP, par les occupants de ces masures, est devenue courante avec le temps et ce, avec tous les désagréments et autres graves dangers encourus.

Les décharges sauvages, qui ont fait leur apparition autour de ces groupements de baraques, résultant



des amas d'ordures ménagères, déposées par leurs occupants, ajoutent encore une touche noire supplémentaire à ce triste tableau.

En réalité également, c'est un secret de polichinelle, pour tout un chacun, le fait que des familles venues de différentes contrées du pays, espèrent composer un ticket, qui leur ouvre le supposé droit de figurer sur la liste des bénéficiaires de logements sociaux et/ou de ceux de la résorption de l'habitat précaire. Ce trafic semble avoir encore de beaux jours en se référant à la prolifération vertigineuse de ces groupements de constructions illicites. Des habitants domiciliés dans les principaux quartiers, essaimés à travers la municipalité de Mers El Kébir, en l'occurrence Ouarsenis, Zohour, Ben Bouali, Hansali et Dayoum, ont pris attache avec 'Le Quotidien d'Oran', pour dénoncer

la dégradation de leur cadre de vie et notamment pour interpeller le wali d'Oran sur le déplorable état de fait de la bidonvilisation. Nos interlocuteurs ont signalé également «l'avancée insidieuse de la bidonvilisation, qui gangrène leurs quartiers notamment celui de Dadayoum, situé sur les hauteurs de cette municipalité où l'essentiel des abattoirs clandestins de volaille, une dizaine environ, sont répertoriés et ce, avec tous les désagréments néfastes à la santé, qui en découlent sur la population».

En effet, selon le même constat, les bas-côtés du chemin rural, non classé, menant du quartier Dadayoum au lieu-dit 'Santa Cruz', s'est transformé en une véritable décharge sauvage où sont déversés les déchets et autres abats de volailles, qui pourrissent sous le soleil, en dégageant des odeurs nauséabondes insupportables.

Aïn El Turck Le squat des trottoirs et des places publiques prend de l'ampleur

Rachid Boutlelis

Située en plein cœur de la municipalité côtière d'Aïn El Turck, la place '1^{er} Novembre 1954' illustre parfaitement le sordide toléré, enfanté par la faune de l'informel qui défigure, ruralise et empeste, dans toute l'acceptation des verbes, cette partie de la wilaya d'Oran, appelée, comble de l'absurdité, à promouvoir le boiteux secteur du Tourisme balnéaire. Un ridicule outrancier qui coule comme le pus d'un drain sans pour autant offusquer quiconque. Trottoirs, chaussées et esplanades, aucun espace n'est épargné par l'informel, grandement encouragé par la stupide tolérance, l'insolente indifférence et l'impavide laisser-faire. «Les autorités locales s'en foutent royalement, face au putride désordre, qui s'est installé dans le temps et dans l'espace, à la faveur des activités illicites, exercées n'importe où et n'importe comment, par des revendeurs à la sauvette, à la mine patibulaire. Il est déconseillé de les apostropher car ils s'estiment dans leur droit le plus absolu». Comme le ridicule ne tue point, nombre de ces adeptes de l'illégal ont même poussé le bouchon en installant carrément de répugnantes échoppes sur les bas-côtés des routes et/ou sur les trottoirs pour proposer à la vente des fruits de saison et même des produits alimentaires de qualité et de provenance douteuses. En effet, selon le constat établi par 'Le Quotidien d'Oran', des auvents sont installés autour des véhicules utilitaires pour étaler différentes marchandises sur les trottoirs des grandes artères où, autrefois, s'épanouissait la badauderie. Il ne s'agit plus du revendeur de tabac à la sauvette mais de véritables commerces illicites, qui imposent une rude concurrence aux établissements actives dans la légalité. «Ils font désormais partie du paysage. Nous avons vainement, à maintes reprises, adressées des requêtes aux responsables concernés pour mettre un terme à cette anarchie, qui nous cause d'énormes désagréments. Nous avons compris par la suite que l'informel est toléré, voire autorisé. C'est le comble et c'est plus qu'aberrant.

Nous avons, bon gré mal gré, baissé les bras et rien ne nous étonne maintenant», ont déploré avec une humeur bilieuse des commerçants du cheflieu de cette daïra abordés à ce propos par 'Le Quotidien d'Oran'. Toujours est-il que la répugnance dans laquelle s'est embourbé, insidieusement, le prestigieux principal boulevard de la municipalité d'Aïn El Turck, a fait réagir d'anciens riverains, qui ont vécu son époque faste.

Nos interlocuteurs ont évoqué, avec un pincement au cœur, le temps où le flambé et

la langoustine étaient servis, le soir aux dîneurs sur les terrasses et ce, dans une ambiance conviviale, qui prévalait en ce temps sur cette artère, judicieusement illuminée, de la place du 20 Août 1956 jusqu'à à l'esplanade de Vassas, en passant par celle du 1^{er} Novembre 1954. «Chacun des établissements de restauration, longeant ce boulevard, disposait d'une terrasse, adroitement embellie avec des tables nappées et garnies de bouquets de fleurs.

Des familles venaient s'y installer pour leur repas du soir, avant d'aller voir un film à la salle de cinéma, en plein air, qui existait à cette époque. Hélas ce lieu de spectacle été clochardisé, vandalisé pour être transformé en une échoppe puante», se sont indignés sur un ton sarcastique nos interlocuteurs. Notons dans la foule qu'en dépit de leur interdiction, les véhicules hippomobiles des marchands ambulants, de plus en plus nombreux, imposent, allégrement, leur morbide présence sur la voie publique. Proposant à la criée des poissons et/ou des fruits de saison, ces charrettes brinquebalantes, attelées pour la plupart à des aliboron, teigneux et épuisés, sillonnent inlassablement les rues et les artères du chef-lieu de la daïra d'Aïn El Turck et ce, à l'instar des trois autres municipalités de la daïra d'Aïn El Turck. Leur éclipse n'a duré que très brièvement dans les paysages de cette contrée. Ces charrettes, au même titre que des fourgons et autres engins, sont directement à l'origine d'une innombrable anarchie qui exaspèrent grandement piétons et automobilistes. Selon le constat qui agresse le regard, ces marchands ambulants, activant dans l'informel, sans être le moins du monde inquiétés, stationnent leurs véhicules, sur les places, les trottoirs et les bas-côtés de la sortie de ladite municipalité, alors que d'autres n'ont pas hésité à investir les esplanades et les chaussées sans, à priori, n'émouvoir quiconque.

«Une opération d'assainissement de l'environnement s'avère nécessaire pour tenter de redorer le blason terni des prestigieuses paysages de cette partie de la wilaya d'Oran. La circulation routière et piétonnière à l'intérieur du tissu urbain, est durement confrontée à cette activité illicite exercée par ces contrevenants, au su et au vu, de tout un chacun», a déploré un habitant du quartier Bensmir, communément appelé douar Naquousse', sis dans la municipalité d'Aïn El Turck. Des habitants ont également dénoncé «les amas de toutes sortes de détritus, de fruits pourris écrasés et les crottes des animaux tirant les véhicules hippomobiles, qui dégagent des odeurs nauséabondes en empestant l'air à plusieurs mètres à la ronde».

TLEMCEM

Mystérieuse disparition d'une fillette de 11 ans

Khaled Boumediene

La famille Safi Benslimane du quartier Feddane Sebâa de la ville de Tlemcen vit depuis vendredi dernier, jour de disparition de son enfant Malak, 11 ans, de douloureux et pénibles moments. Ce jour-là, vers 18h00, la fille est sortie comme d'habitude de la maison, pour se rendre chez sa grand-mère qui habite dans le même quartier, à une dizaine de mètres du domicile de la famille de la disparue. Malak n'a plus donné de nouvelles. La petite dernière de la fratrie Safi Slimane a toujours pris l'habitude, soit de jouer devant la porte de la maison, soit de faire un tour chez sa grand-mère. « Elle est ressortie de chez sa grand-mère vers les coups de 18h30 pour regagner la maison, mais elle n'est plus rentrée. Nous sommes allés voir la troisième sûreté urbaine de Sidi Saïd pour informer la poli-

ce de la disparition de notre fille. Nous redoutons qu'il ne soit arrivé quelque chose à notre fille », raconte son père Lahcène, qui se ronge les sangs depuis que sa fille a mystérieusement disparu. Et d'ajouter : « Les voisins qui sont solidaires avec nous font tout pour la retrouver. Nous sommes dans la tourmente, car nous ne savons pas ce qui est vraiment arrivé à notre fille de 11 ans. Si quelqu'un sait quelque chose, il doit nous le dire. On a besoin de toutes les aides et informations. Pour toute information, merci de composer le 0665656022 ou le 0552277304 ». Trois jours après le signalement de sa disparition inquiétante au commissariat de Sidi Saïd, la famille de Malak se pose des tas de questions : qu'est-il arrivé à Malak ? Sa disparition cacherait-elle quelque chose de grave ? La petite fille a-t-elle été séquestrée par un monstre ? Samedi dernier, une vaste

opération de recherches a été lancée dans les champs et ravins avoisinants par des jeunes volontaires du quartier de Feddane Sebâa et Sidi Saïd et aussi par les éléments des forces de l'ordre, pour retrouver l'enfant disparu. Ce qui est troublant pour la famille Safi Benslimane, c'est l'œuvre de la rumeur qui règne dans toute la wilaya sur le sort de leur fille. Leur maison est quotidiennement envahie par des proches et voisins qui viennent rendre visite aux parents de la fille et s'enquérir des dernières nouvelles de Malak. Sur des pages Facebook, l'évocation du prénom Malak suscite soit l'étonnement, soit la crainte mais également un élan de solidarité des internautes avec la famille de la fille disparue. En outre, des appels en direction des familles sont aussi relayés sur Facebook pour ne pas laisser leurs enfants traîner tous seuls dans la rue.

NÂAMA

Plus de 280 millions DA pour Harchaia

Une enveloppe budgétaire de 280 millions DA a été dégagée pour les travaux d'aménagement urbain de la nouvelle zone d'habitation rurale, le groupement «Harchaia» relevant de la commune de Nâama, a annoncé samedi le Président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) Benkhedda Bekacem.

Cette somme a été dégagée dans le cadre du budget de la Direction de l'urbanisme, de la construction et de l'architecture, avec le soutien de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales et du PCD de la commune de Nâama. Elle est destinée à la réalisation de plusieurs opérations continues au niveau de cette nouvelle zone d'habitation qui abri-

te quelque 1.055 logements ruraux regroupés et leur raccordement aux différents réseaux (eau, assainissement, électricité et gaz), a indiqué le même responsable. Les travaux ont été divisés en plusieurs lots et ont atteint «des taux d'avancement encourageants», notamment en ce qui concerne les réseaux d'assainissement, d'AEP, d'électricité et de gaz.

Les travaux portent également sur la réalisation d'un château d'eau, la réfection des routes, la mise en place de l'éclairage public, la pose des trottoirs et de leurs pavés, la plantation d'arbres au niveau des espaces verts tout au long des bordures des routes, selon la même source.

Les services concernés ont entamé, depuis deux

années, le programme d'aménagement de la zone d'habitation en question qui s'étend sur une superficie de 23 hectares au nord de la commune de Nâama. Le plan directeur d'aménagement urbain concerne la réalisation des différents réseaux pour accueillir, dans l'avenir, près de 10.000 habitants, selon la même source.

Par ailleurs, le lancement des opérations d'intégration des équipements publics et des structures administratives nécessaires, dont les écoles primaires, l'annexe communale, le dispensaire et le stade de proximité en tartin, a été programmé dans le cadre des prochains programmes de développement, a-t-on indiqué de même source.

TIARET

Belkhodja Ouaddah n'est plus

El-Houari Dilmi

C'est toute la région de Tiaret qui vient de perdre un grand homme en la personne du moudjahid Belkhodja Ouaddah, disparu mercredi à l'âge de 87 ans. En effet, personnalité-ressource de l'antique Tihert, le moudjahid Belkhodja Ouaddah, très connu sous le sobriquet de «Kallagan» ou «l'homme à la pipe», aura été un révolutionnaire de premier plan durant la guerre de libération nationale. Né en mars 1937, le défunt est monté au front en 1957 dans la

région de Frenda où il mena plusieurs batailles aux côtés de ses frères d'armes. Plusieurs fois blessé, Belkhodja Ouaddah sera arrêté en 1960 et emprisonné à Oran aux côtés de Hamdani Adda et d'autres combattants de l'ALN. Après l'indépendance, celui qu'on appelait «Aâmi Ouaddah» a entamé une carrière dans l'administration locale. Belkhodja Ouaddah fera un mandat en tant qu'élus à l'APC de Tiaret où il laissera un souvenir inoubliable chez les Tiarétiens pour sa proximité avec le citoyen lambda et sa parfaite con-

naissance des préoccupations des citoyens. Passionné d'histoire, le regretté Aâmi Ouaddah se consacra à une association spécialisée dans la recherche historique jusqu'à ce que sa santé commence à chanceler, il y a plus d'une année. Frère aîné de l'ancien journaliste et historien Amar Belkhodja, il a tiré sa révérence mercredi à l'âge de 87 ans, laissant un legs moral appréciable à la ville qu'il a chérie jusqu'à son dernier soupir. Un vibrant hommage lui a été rendu lors de son enterrement au cimetière de Tiaret.

MASCARA

Mesures d'urgence pour l'irrigation de la plaine de la «Habra»



Le ministre des Ressources en eau Arezki Berraki a annoncé samedi à Mascara des mesures d'urgence pour régler le problème de manque d'eau d'irrigation agricole du périmètre irrigué de la plaine de la Habra dans la région de Mohammadia. Après avoir rencontré les représentants des agriculteurs de la région de Mohammadia, à l'occasion de sa visite d'inspection dans la wilaya de Mascara, le ministre a annoncé une série de mesures susceptibles de régler le problème du manque d'eau d'irrigation au niveau du périmètre agricole de la Habra afin de sauver la saison de récolte des agrumes. Ainsi, des travaux seront lancés dès dimanche, à commencer par la réservation d'un quota supplémentaire d'eaux d'irrigation atteignant les 3 millions de m3 qui seront pompées du barrage de Bouhanifia à compter de demain dimanche. Le ministre a ajouté avoir chargé l'Office national de l'irrigation et de l'assainissement en vue d'entamer, dans quelques jours, l'opération de forage de six puits profonds qui seront prêts à l'exploitation dans un délai n'excédant pas un mois et l'utilisation des eaux dans l'irrigation des récoltes, sous la houlette de l'Office. Arezki Berraki a également annoncé avoir chargé une entreprise publique pour achever les travaux de la station d'épuration des eaux usées de la commune de Mohammadia, à l'arrêt depuis 2017, après avoir atteint un taux d'avancement des travaux de 80%. La station qui sera prête début du mois de mai 2021 produira quelque 14.000 m3 d'eaux destinées à l'irrigation de quelques récoltes agricoles. Le ministre des Ressources en eau a, d'autre part, indiqué avoir donné un délai de deux

mois à l'entreprise chargée de l'enlèvement des boues du barrage de Fergoug, dans la wilaya de Mascara, pour renforcer ses chantiers avec des équipements conformes au cahier des charges, dont un grand engin moderne, afin de désenvaser l'ouvrage et augmenter sa capacité de stockage d'environ 1 million de m3 actuellement à 4 millions de m3 pour répondre aux besoins des agriculteurs de la région qui dépendent de manière quasi-totale du barrage pour irriguer leurs récoltes. M. Berraki a, en outre, annoncé avoir chargé l'entreprise publique Cosider des travaux de réalisation d'un canal de transport des eaux du barrage de Bouhanifia jusqu'au barrage de Fergoug, après résiliation du contrat avec l'entreprise chargée initialement du projet en raison de l'interruption des travaux de ce chantier. Dans ce contexte, il a insisté sur l'importance de ce canal dans l'éradication du problème de déperdition des eaux qui s'écoulent, actuellement, dans l'oued pour des raisons naturelles et humaines. Lors de sa visite dans la wilaya, le ministre s'est enquis des préoccupations des agriculteurs de la région de Mohammadia qui s'étaient plaints de la faiblesse de l'approvisionnement en eaux d'irrigation agricole et du retard dans les travaux d'enlèvement des boues du barrage de Fergoug, ainsi que du non achèvement du réaménagement du périmètre agricole irrigué de la Habra. Le ministre a rassuré les agriculteurs quant à la disponibilité de l'Etat dans la prise en charge de leurs préoccupations, surtout que le périmètre agricole de la Habra revêt une importance capitale dans le développement du secteur agricole et que l'Etat lui a consacré plusieurs projets ayant permis d'augmen-

ter la superficie irriguée de 3.000 hectares à 8.500 ha. M. Berraki a annoncé, à ce propos, le lancement d'opérations de modernisation des systèmes d'irrigation permettant d'économiser l'eau et d'augmenter la production à travers la mise en place d'un système intelligent, en collaboration avec une start-up, prenant en charge, comme opération pilote, 40 ha de la plaine de la Habra pour être généralisée, par la suite, à la totalité du périmètre. Concernant le problème de l'accumulation de la vase dans nombre de barrages au niveau national, le ministre a annoncé la mise en place d'un comité comprenant plusieurs secteurs pour la plantation d'arbres et de plantes afin d'éviter l'arrivée des boues et de la terre aux barrages. Dans ce sens, 36 sites pilotes ont été choisis, comme départ de l'opération, en collaboration avec les conservations des forêts des wilayas possédant des pépinières et qui aident dans les opérations de reboisement. Par ailleurs, le ministre a inspecté durant sa visite le projet de réalisation de la station de traitement des eaux usées et le barrage de Fergoug dans la commune de Mohammadia. Il a également visité, dans la commune de Mascara, la station de pompage des eaux produites par les stations de dessalement, ainsi que le projet de réalisation de deux châteaux d'eau d'une capacité de 30.000 m3. Le ministre a également inspecté, dans la commune de Hachem, le projet de réalisation et d'équipement du puits artésien dans le village de Remaikia. Il a inspecté dans la commune d'Aïn Frah l'état d'avancement des travaux du projet d'approvisionnement des habitants de la daïra de Oued El-Abtal en eau potable, à partir du barrage Oued El-Taht.

Paris SG

Mbappé aurait tranché pour son avenir

Voici maintenant trois ans, Kylian Mbappé débarquait en compagnie de Neymar au Paris SG. Grâce au Français et au Brésilien, le club de la capitale a réussi à se hisser en finale de la Ligue des Champions, malheureusement, pour eux, perdue face au Bayern Munich sur la plus petite des marges (0-1). Depuis quelques saisons maintenant, on prête à Neymar l'envie de quitter le Paris Saint-Germain.

Mais il se pourrait que le premier à quitter l'Hexagone soit le champion du Monde 2018 avec les Bleus de Didier Deschamps. En effet, pour le moment, le natif de Bondy ne veut pas prolonger son contrat (2022) et surtout, d'après les informations du Times en ce dimanche matin, il aurait informé le PSG et son directeur sportif, Leonardo, de son envie de quitter le club lors de la prochaine intersaison ! Une véritable petite bombe donc. En 2017, déjà, il avait repoussé les offres de certains grands clubs européens, notamment le Real Madrid.

La Casa Blanca a décalé ses grandes emplettes à l'année pro-



chaine avec Mbappé en ligne de mire. D'après le quotidien anglais, le FC Barcelone, qui pourrait perdre Lionel Messi en fin de contrat dans un an, est aussi sur les rangs pour récupérer l'ancien Monégasque. Enfin, il ne faut pas occulter la Premier League. The Times explique que Mbappé est un fervent admirateur du jeu pratiqué par le Li-

verpool de Jürgen Klopp et que si une offre arrivait pour l'un des trois de devant (Salah-Mané-Firmino), une place se libérerait pour le Français. Enfin, selon un de ses proches, Manchester United pourrait aussi devenir une destination l'année prochaine. Reste à savoir combien Leonardo compte vendre sa jeune pépite de 21 ans...

Atletico Madrid

Simeone positif au Covid-19



Dans un communiqué officiel publié ce samedi, l'Atletico Madrid a annoncé le test positif au Covid-19 de son entraîneur Diego Simeone. Comme convenu dans le protocole sanitaire, le technicien argentin a été immédiatement isolé chez lui. «Notre entraîneur, Diego Pablo Simeone, a été testé positif au Covid-19 lors des derniers tests effectués hier. Il est asymptomatique, remplissant la quarantaine correspondante à son domicile», peut-on lire dans un message publié par les Colchoneros sur le réseau social Twitter. Pour rappel, l'Atletico va débiter sa saison en Liga à la fin du mois de septembre face à Grenade.

FC Barcelone

Messi reste capitaine

L'international argentin Lionel Messi continuera de porter le brassard du capitaine du FC Barcelone lors de la saison 2020-2021, a annoncé le Barça sur son site officiel. Quelques jours après la fin de l'épisode du vrai-faux départ de son maître à joueur argentin et l'incertitude qui régnait quant à son futur rôle dans l'équipe, le FC Barcelone a décidé de poursuivre comme l'an passé, et a ainsi choisi de conserver Lionel Messi dans le rôle de capitaine.

Ce sera la troisième année de capitaine consécutif pour «La Pul-

ga», qui avait repris le brassard après le départ d'Andrés Iniesta en 2018. Par ailleurs, le FC Barcelone indique que les trois autres capitaines suppléants, seront (dans l'ordre) : Sergio Busquets, Gerard Piqué et Sergi Roberto. Là encore, les choses ne changent pas par rapport à l'an passé. Si la Liga reprend ce week-end, le Barça est quant à lui exempté et va se contenter d'un match amical face au club de Nastic.

Déjà une première opportunité pour Ronald Koeman et ses hommes de se jauger et voir si les deux

dernières semaines de préparation auront eu un premier effet bénéfique dans la mise en place d'un renouveau du jeu catalan. A noter que le Barça a remporté son premier match amical de la pré-saison 2020-2021 samedi au stade Johan Cruyff 3-1 face au Nastic Tarragone (D3 espagnole). Le Barça l'a emporté grâce à deux buts des internationaux français Ousmane Dembélé (5e) et Antoine Griezmann (17e, sur pénalty), et une réalisation sur pénalty de Philippe Coutinho (51e), malgré le but de Javi Bonilla (30e) pour Tarragone.

Liverpool

Salah, une première depuis 32 ans !

Première affiche de la saison en Premier League, le match entre Liverpool et Leeds (4-3) a tenu toutes ses promesses samedi. Au terme d'une partie riche en rebondissements où il aura été rejoint au score à trois reprises par le promu, le champion en titre s'est imposé sur le fil grâce à un triplé de Mohamed Salah !

Auteur de l'ouverture du score sur un penalty qu'il avait lui-même provoqué (4e), puis du but du 3-1 sur un magnifique missile consécutif à un coup franc mal dégagé par les Peacocks (33e), l'Egyptien a ensuite achevé son récital en faisant preuve de sang froid pour transformer le penalty de la victoire à la 88e minute. Un match complète-

ment fou où l'intensité mise en place par les hommes de Marcelo Bielsa aura considérablement gêné les Reds. De son côté, le Pharaon devient le premier joueur de Liverpool à inscrire un triplé lors de la 1ère journée de championnat depuis John Aldridge en 1988-89. Un match et une performance qui resteront dans les mémoires !

Juventus

Une perte de 70 millions d'euros

La Juventus a annoncé vendredi une perte de plus de 70 millions d'euros pour l'exercice clos au 30 juin 2020, en hausse de plus de 30 millions sur un an, en raison de l'impact de la pandémie de coronavirus. Après une perte de 39,9 millions sur l'exercice précédent, attribuée au poids du transfert de Cristiano Ronaldo sur ses comptes, le club turinois a cette fois enregistré 71,4 millions de perte, selon son communiqué. Il s'agit de la troisième année consécutive dans le rouge pour les comptes de la Juve, cotée en bourse. Le club turinois rappelle que les «restrictions adoptées par les autorités» ont entraîné la fermeture du musée et des commerces, «avec des conséquences sur les revenus du merchandising» de la Juve, mais surtout entraîné le remboursement des billets et en partie des abonnements des supporters en raison du huis clos imposé pour les matches après le confinement. La sus-

pension des compétitions a «également entraîné un effet comptable à la baisse sur les revenus des droits TV sur l'année», ajoute le club. L'accord de baisse de salaire conclu avec les joueurs et l'entraîneur, pour la période de mars à juin, a toutefois permis d'atténuer l'impact, avec un effet positif sur les finances chiffré à 90 millions d'euros. En raison des nombreuses incertitudes que fait encore planer le coronavirus sur les activités sportives, la Juventus prévoit d'ores et déjà de nouvelles pertes pour l'exercice 2020-21. Le syndicat européen des clubs (ECA), présidé par le patron de la Juventus Andrea Agnelli, a estimé mardi que la pandémie de Covid-19 pourrait amputer d'environ 4 milliards d'euros les revenus des clubs de football européens, affectant l'exercice 2020-21 encore plus lourdement que la saison écoulée. «Nombre de clubs risquent leur existence», avait alors souligné M. Agnelli.

AC Milan

Ante Rebic arrive pour cinq ans

L'AC Milan a officialisé samedi la signature pour cinq ans de l'attaquant Ante Rebic, prêté la saison dernière par l'Eintracht Frankfurt au club lombard. Arrivé d'Allemagne la saison dernière, l'international croate de 26 ans avait terminé meilleur buteur de l'AC Milan avec 12 buts en 30 apparitions. Dans un communi-

qué, le club a précisé que son contrat prendra fin le 30 juin 2025. L'AC Milan, qui a terminé sixième de Serie A la saison passée, a récemment prolongé le contrat de Zlatan Ibrahimovic pour un an. Le club lombard a également recruté le milieu italien Sandro Tonali (Brescia), tout comme Brahim Diaz, prêté par le Real Madrid.

Real Madrid

Bale bradé pour Manchester United ?



Indésirable au Real Madrid sous les ordres de l'entraîneur Zinedine Zidane, l'ailier Gareth Bale (31 ans) se retrouve, encore une fois, poussé vers la sortie sur ce mercato d'été. Selon les informations du quotidien catalan Mundo Deportivo ce dimanche, le champion d'Espagne en titre n'a reçu aucune offre pour l'international gallois jusqu'à maintenant, mais espère une approche de

Manchester United. Et pour faciliter les négociations et se débarrasser du salaire XXL de l'ancien joueur de Tottenham, les Merengues se montrent prêts à brader Bale avec un prix de départ fixé à seulement 20 millions d'euros. Reste à savoir si les Red Devils ont réellement l'intention de passer à l'offensive sur le dossier du Madrilène dans les semaines à venir.

Angleterre

Liverpool mate Leeds, Arsenal premier leader

Liverpool a entamé la défense de son titre de champion par un succès arraché contre le promu Leeds (4-3) grâce à un triplé de Mohamed Salah, alors qu'Arsenal a provisoirement pris la tête de la Premier League en disposant d'un autre promu, Fulham (3-0). Menant trois fois au score mais rejoints trois fois par l'équipe de Marcelo Bielsa, qui a joué sans complexe, les Reds ont, comme souvent l'an dernier, fait basculer le match dans les toutes dernières minutes. Un penalty de Salah à la 88e est venu éviter un mal de crâne trop prononcé à Jürgen Klopp, qui aura sans doute deux ou trois choses douces-amères à dire à ses joueurs (4-3). «On a pris trois buts, donc c'est qu'on a fait des erreurs», a reconnu le coach allemand «mais par moments on a joué un football exceptionnel», a-t-il ajouté, louant la combativité de son équipe. «C'était un match plaisant, on a contribué à ce qu'il soit beau à voir (...) mais on a encaissé quatre buts et plusieurs étaient évitables», a déploré Bielsa. C'était un match riche en enseignements des deux côtés, mais Liverpool devra rectifier le tir dès la semaine prochaine lors de son déplacement dimanche à Chelsea, chez des Blues aux dents longues et très dépensiers cet été. Les Reds pointent provisoirement à la troisième place du classement devant Crystal Palace, vainqueur d'un Southampton toujours



difficile à manœuvrer (1-0). Un joli but d'une volée du plat du pied de Wilfried Zaha a offert les trois points aux hommes de Roy Hodgson, le doyen des coaches de Premier League, au terme d'un match assez enlevé même s'il n'y a pas eu pléthore d'occasions.

La deuxième place est occupée pour l'heure par Newcastle qui est allé s'imposer à West Ham grâce à deux recrues, Callum Wilson (1-0, 56e) et Jeff Hendrick (2-0, 87e). Mais le premier leader de cette saison 2020/

2021 est Arsenal, séduisant lors de son succès aisé dans un derby à Fulham (3-0). «Je voulais voir mon équipe déterminée (...) Nous avons mis beaucoup d'énergie et appliqué ce qu'on avait travaillé à l'entraînement sur cette période», s'est satisfait Mikel Arteta. La faiblesse de l'adversaire invite à relativiser ce succès. Mais derrière le «Big 4» à nouveau lancé dans la course au titre (Liverpool, Chelsea, Man City et ManU), Arsenal a peut-être une carte à jouer pour la qualification en C1.

Espagne

La Liga a repris dans l'anonymat d'Eibar

Le match nul entre Eibar et le Celta Vigo (0-0) samedi pour la première journée du championnat d'Espagne a donné le timide coup d'envoi de cette saison de Liga 2020-2021, en l'absence des grandes stars et dans l'anonymat du petit stade d'Ipurua. Un stade d'à peine 8.000 places, sans public, ni buts, ni grandes stars : c'est à pas feutrés que la Liga a signé son retour samedi après-midi à Eibar, accroché par le Celta Vigo pour ce lever de rideau du championnat d'Espagne 2020-2021. Le Real Madrid fera son retour le week-end prochain chez la Real Sociedad (dimanche à 20h00) et le Barça, qui a remporté samedi son premier match amical contre Tarragone (3-1) avec Messi sur le terrain, entrera en lice le week-end du 26-27 septembre. Les équipes qualifiées pour les compétitions européennes bénéficient de quelques jours de préparation supplémentaires pour avoir terminé la saison précédente plus tard. Mais même pour son ouverture, le championnat n'a pas été épargné par le

Covid-19: l'Atlético Madrid a annoncé que son entraîneur argentin, Diego Simeone, avait été testé positif et se trouvait isolé à son domicile, en bonne santé. Eibar et le Celta Vigo, qui ont terminé en bas de tableau la saison dernière (17e place pour le Celta, 14e pour Eibar), ont mené un match engagé, à l'image du carton rouge infligé à Pape Diop pour un tacle trop appuyé à la 87e. Mais le manque de préparation et le manque de rythme, comme le craignait le technicien basque José Luis Mendilibar, ont été notables, et ont mené à un match avec quelques occasions, certes, mais sans but. Après ce 0-0, le premier buteur de l'exercice 2020-2021 a été le Vénézuélien Yangel Herrera, qui est venu effleurer de la tête le centre d'Angel Montoro (49e), avant qu'une belle réalisation de Luis Milla (53e) permette à Grenade de l'emporter 2-0 sur l'Athletic Bilbao. Dans la soirée, Osasuna est allé battre Cadix sur son terrain 2-0, grâce à des buts d'Adrian Lopez (10e) et Ruben Garcia Santos (79e). Hier, la Real Sociedad, Villarreal et

Valence sont entrés en lice. A noter que le petit stade d'Eibar avait déjà été le théâtre du premier match à huis clos de 2020 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus : c'était le 10 mars, à l'occasion de la 24e journée en retard de Liga, contre le voisin de la Real Sociedad (2-1 pour la Real), quelques jours avant la suspension du football en Espagne et le confinement, l'un des plus stricts d'Europe, qui a paralysé le pays pendant près de quatre mois. Après une fin de championnat express, avec onze journées disputées en un mois (11 juin - 19 juillet) pour déboucher sur le sacre du Real Madrid, et marquée par les stades vides et le protocole sanitaire établi par LaLiga, rien n'a changé pour le début de la saison 2020-2021.

Cinquante-cinq jours seulement après la fin de l'exercice précédent (l'espace le plus court entre deux championnats d'Espagne, devant les 62 jours qui avaient séparé les saisons 1998-1999 et 1999-2000), la pandémie continue de lourdement frapper l'Espagne.

France

Nice cède la première place, Saint-Etienne en profite

Battu samedi à Montpellier (3-1) pour le compte de la troisième journée de Ligue 1, Nice a perdu la première place du Championnat, provisoirement occupée par Saint-Etienne qui a battu Strasbourg (2-0). Les Aiglons, qui reçoivent les champions de France parisiens la semaine prochaine, ont été stoppés en plein vol à la Mosson par un MHSC séduisant et offensif. Avec six points, ils ont cédé dans la soirée la première place à Saint-Etienne, qui profite d'une meilleure différence de buts après sa victoire sur Strasbourg à Geoffroy-Guichard.

L'équipe de Michel Der Zakarian a ouvert le score par son avant-centre

Gaëtan Laborde (18e), qui a expédié au fond un centre d'Andy Delort d'une superbe demi-volée au point de penalty. Le défenseur central Daniel Congré s'est lui offert un doublé inédit. D'abord d'une tête décroisée (50e) sur un corner de Téji Savanier, puis par un but de renard (64e) après deux tentatives repoussées par Walter Benitez.

Dante a réduit le score d'une tête à bout portant (69e), trop tard pour relancer les Niçois. Tandis que Montpellier se remet de sa défaite en ouverture et grimpe provisoirement à la 10e place, Strasbourg continue de s'enfoncer après sa défaite (2-0) à Saint-Etienne. Le Ra-

cing a subi sa troisième défaite en autant de rencontres, concédant d'abord un penalty provoqué par une faute de main d'Alexander Djiku et transformé par Denis Bouanga (57e). Mahdi Camara a alourdi le score (82e), démarqué dans la surface au milieu d'une défense strasbourgeoise déboussolée.

La saison s'annonce longue du côté de la Meinau. Les Verts, forts de leur victoire contre Lorient pour leurs débuts en L1, sont eux la seule équipe à compter deux victoires en deux rencontres. Ils auront l'occasion de confirmer jeudi avec un déplacement à Marseille, match en retard comptant pour la première journée.

Grèce

18e doublé Coupe-Championnat pour l'Olympiakos

L'Olympiakos, où évolue l'international algérien Hillel Soudani, a bouclé samedi son 18e doublé Coupe-Championnat, un record, en s'adjugeant la Coupe de Grèce grâce à sa courte victoire en finale face à l'AEK Athènes (1-0).

Les joueurs du Pirée l'ont emporté grâce à un but du milieu de terrain serbe Lazar Randelovic dès la 9e minute. L'Olympiakos remporte sa 28e Coupe de Grèce, après son 45e titre de champion en juin. La finale s'est jouée sur terrain neutre, à Volos (nord), et à huis clos, conformément au protocole gouverne-

mental contre le Covid-19. Le match a été précédé de quelques heurts, quand des dizaines de supporters de l'AEK Athènes ont tenté de s'approcher de l'hôtel où résidaient les joueurs de l'Olympiakos, avant d'être dispersés par la police au moyen de gaz lacrymogènes. Il s'agit de la quatrième défaite consécutive en finale de la Coupe de Grèce pour l'AEK, défaite lors des trois dernières éditions par le PAOK Salonique. Cette finale 2020 avait été décalée à plusieurs reprises, la dernière fois en raison d'un cas de Covid-19 au sein de l'effectif de l'Olympiakos.

Montpellier

Delort double passeur décisif

L'attaquant international algérien Andy Delort, guéri du coronavirus (Covid-19), a signé son retour de fort belle manière en s'illustrant notamment par deux passes décisives face à l'OGC Nice samedi à l'occasion de la défaite concédée en déplacement face à Montpellier (3-1), dans le cadre de la 3e journée de la Ligue 1 française de football. Il a également été remplacé en toute fin de partie (85e). En face, le défenseur international algérien de l'OGCN Youcef Atal, éloigné des terrains depuis décembre dernier en raison d'une blessure, a retrouvé la compétition. Titularisé, le latéral droit de l'équipe nationale a cédé sa place en fin de match (89e). Atal (24 ans) s'était gravement blessé au genou lors du précédent exercice, lors de la réception du FC Metz (4-1) le 7 décembre 2019. Il a effectué son retour

durant l'intersaison, avant de contracter une blessure aux ischio-jambiers, lui qui a été titulaire durant quasiment tous les matchs de préparation de l'OGC Nice. En revanche, l'autre joueur algérien de la formation azuréenne Hicham Boudaoui est toujours indisponible, en raison d'une lésion méniscale, contractée lors du stage précompétitif effectué en août en Autriche.

Atal avait rejoint l'OGC Nice en 2018 pour un contrat de cinq saisons, en provenance du KV Courtrai (Div.1 belge), qu'il avait rejoint sous forme de prêt du Paradou AC. L'OGC Nice, dont il s'agit de la première défaite de la saison après deux victoires de suite contre le RC Lens (2-1) et le RC Strasbourg (0-2), garde provisoirement son fauteuil de leader avec 6 points, à une longueur des Girondins de Bordeaux.

Crystal Palace Ça chauffe pour Benrahma !

Selon le journal anglais «The Sun», l'international algérien de Brentford, Said Benrahma est en passe de signer avec le club londonien de Crystal Palace. La même source ajoute que Palace a attendu le bon moment pour passer à l'action et proposer une offre de 20 Millions de livres sterling au «Bees», dans la mesure où l'attaquant de 25 ans est encore lié avec eux pour deux saisons. Ainsi, après West Ham et

Aston Villa, Crystal Place est entré en course pour enrôler Benrahma et il semblerait que les aigles ont pris une avance sur les autres clubs. Le tabloïd anglais a indiqué que le manager de Palace, Roy Hodgson veut un renfort de qualité au niveau de la ligne offensive de son équipe et plus d'option pour mettre de la pression sur Andros Townsend, avec l'arrivée de Benrahma qui sera un sérieux concurrent pour lui.

COA

Les promesses d'Abderrahmane Hammad

Abderrahmane Hammad a estimé que son élection à la tête du Comité olympique et sportif algérien (COA), à l'issue de l'assemblée générale électorale (AGE) qui s'est tenue à Alger lui «permettra d'achever le mandat olympique dans la plus grande sérénité». Le nouveau président du COA qui a été élu avec une majorité écrasante (105 voix dont 60 voix des fédérations olympiques), a estimé à l'issue du scrutin, que «les membres de l'assemblée générale ont démontré une plus grande responsabilité dans leur choix, en préférant la continuité dans le travail déjà accompli au sein du bureau exécutif dont je suis le 2e vice-président.» «Je remercie les membres de l'AG électorale qui m'ont donné leur confiance et j'espère que je serai à la hauteur de leurs espérances. Les fédérations sportives, notamment celles concernées par les Jeux olympiques de Tokyo, sont conscientes que le fruit de leur préparation sera récolté à l'avenir avec la continuité.» a-t-il déclaré. Hammad a insisté sur la nécessité de réaliser l'objectif principal fixé par son

instance à savoir, la qualification d'un plus grand nombre d'athlètes aux Jeux olympiques 2020 repoussés à 2021 à Tokyo à cause de Covid-19. «Il est inadmissible d'exiger des résultats aux athlètes en l'absence d'une préparation adéquate surtout en cette période marquée par la pandémie de Covid-19. Pour cela, nous devons nous pencher sérieusement sur ce problème.» a souligné Hammad, en rappelant au passage que les athlètes auront tout le soutien de l'instance olympique. Le médaillé de bronze aux JO-2000 de Sydney a affirmé «être élu avec une majorité écrasante et sans aucune ingérence des pouvoirs publics. Je suis disposé à travailler avec tous les acteurs du mouvement sportif», soulignant qu'il est «issu de la famille sportive algérienne.»

L'augmentation du budget alloué au secteur sportif, constituera l'autre objectif du COA afin de pouvoir exiger impérativement des résultats, a fait savoir Hammad, en concluant que «le sport algérien a besoin de stabilité pour l'intérêt des athlètes algériens.» Elu à la tête du COA avec

105 voix dont 60 représentant les fédérations olympiques, Hammad devient le 14e président du COA depuis sa création en 1963 avec à sa tête feu docteur Mohand Maouche (1963-1965). Trois candidats étaient en lice : Abderrahmane Hammad, médaillé de bronze aux JO-2000 de Sydney, Soumia Fergani, ex-députée à l'Assemblée populaire nationale (APN) et première arbitre internationale de football et Mabrouk Kerboua, ex-président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC). L'ancien président du COA, athlète et président de la Fédération algérienne de judo (FAJ), Sid-Ali Lebib avait, quant à lui, annoncé son retrait dans une correspondance envoyée vendredi soir au secrétariat général de l'instance olympique. Il est à rappeler qu'après la démission de Mustapha Berraf, entérinée le 12 mai dernier par le bureau exécutif, la présidence par intérim du COA avait été confiée, en application des statuts de l'instance, à Mohamed Meridja, chargé de la gestion des affaires courantes du COA et de préparer l'assemblée générale électorale.

Fédération algérienne de natation

L'AG ordinaire fixée au 26 septembre

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de natation (FAN), a fixé au samedi 26 septembre, la tenue de l'assemblée générale ordinaire (AGO) à la salle de conférences du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (8h00), a annoncé l'instance sur sa page officielle Facebook. Au cours des travaux de cette AGO, les membres de l'assemblée générale auront à approuver les bilans moral et financier de l'exercice 2019. La FAN a insisté sur le respect des mesures sanitaires et gestes

barrières contre la pandémie de coronavirus (Covid-19), selon le communiqué. Par ailleurs, le Bureau fédéral a décidé de «saisir les pouvoirs publics la semaine prochaine pour obtenir le feu vert pour un retour total à la pratique de la discipline à travers le territoire national, d'autant que la récente expérience du retour partiel aux activités, traduit par la réouverture de la piscine de Kouba, a été marquée par un contrôle total et une application stricte du protocole sanitaire», poursuit le commu-

niqué de la FAN. Après avoir entendu un rapport présenté par le directeur technique national (DTN) Abdelhamid Tadjadit, sur la situation de l'élite nationale et du plan de travail retenu pour l'avenir, le BF a annoncé l'entame de la deuxième phase du «retour progressif aux entraînements pour un deuxième groupe d'athlètes de l'équipe nationale composé de dix athlètes la semaine prochaine», suite à la décision prise par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

Cyclisme - Tour de France

Kragh conclut un travail d'équipe



Une victoire collective: le Danois Soeren Kragh Andersen a conclu le travail de l'équipe Sunweb pour remporter samedi à Lyon la 14e étape du Tour de France, sans dommage pour le maillot jaune du Slovène Primoz Roglic. L'opération s'est déroulée en trois temps avant l'arrivée sur les quais du Rhône où le premier peloton, avec les favoris, a franchi la ligne une quinzaine de secondes après le vainqueur. Le Belge Tiesj Benoot a allumé la première mèche dans l'avant-dernier côte, à 11 kilomètres de l'arrivée, puis le Suisse Marc Hirschi a tenté de réussir la deuxième après le passage sous la banderole des 5 kilomètres, après un démarrage de Julian Alaphilippe. Mais c'est Kragh Andersen qui a trou-

vé l'ouverture dans ce final digne d'une classique malgré la route encombrée par les aménagements urbains. Derrière lui, le Slovaque Peter Sagan, esseulé, a dû laisser faire et se réserver pour le sprint (4e de l'étape). Quant au Belge Wout Van Aert, il a assuré l'essentiel par rapport aux consignes d'équipe en ramenant Roglic sur le vainqueur sortant du Tour, le Colombien Egan Bernal, qui avait tenté de suivre Alaphilippe dans la côte de la Croix-Rousse, la dernière difficulté. En guise de consolation pour Sagan, devancé au sprint par le Slovène Luka Mezgec et l'Italien Simone Consonni, le Slovaque habitué du maillot vert s'est rapproché de Sam Bennett au classement par points (43 points de retard désor-

mais). Sur ce parcours de 194 kilomètres, les hommes de Sagan ont découragé les sprinteurs, et surtout l'Irlandais, dans la principale difficulté du jour, le col de Béal, franchi en tête par le Suisse Stefan Küng qui s'était échappé peu après le départ. Le forcing s'est poursuivi sur une soixantaine de kilomètres, avec l'aide ensuite de la CCC de l'Italien Matteo Trentin. Il a amené Bennett et les siens à capituler à 80 kilomètres de l'arrivée. A l'arrivée, Kragh Andersen, qui n'avait encore jamais gagné sur le Tour, a apporté à Sunweb un nouveau succès après celui de Marc Hirschi, jeudi à Sarraz (Corrèze). Agé de 26 ans, le Danois, vainqueur de Paris-Tours en 2018, a enlevé en mars dernier le contre-la-montre de Paris-Nice.

Tennis - US Open

Osaka, la preuve par trois



De retour à son meilleur niveau, Naomi Osaka s'est adjugé un troisième titre majeur en carrière ce samedi en dominant Victoria Azarenka en finale de l'US Open (1-6, 6-3, 6-3). Elle s'était quelque peu perdue après son enchaînement majuscule à l'US Open 2018 et à l'Open d'Australie 2019. Depuis ce double sacre inattendu, Naomi Osaka avait peiné à confirmer son statut de nouvelle reine des courts, apparue loin de son niveau en Grand Chelem notamment. Depuis lors en effet, jamais l'intéressée n'avait franchi le cap des huitièmes de finale dans un Majeur. Une anomalie réparée dans cette édition si particulière de l'US Open, au sortir d'un tournoi de Cincinnati (joué ici même à New York) déjà probant. Samedi, alors qu'elle avait été contrainte au forfait face à cette même adversaire biélorusse deux semaines plus tôt avant la finale de «Cincy», la jeune Japonaise de 22 ans a donc conquis son troisième titre du Grand Chelem, et du même coup repris la troisième place de la hiérarchie mondiale. Un dénouement heureux que la Nipponne est allée chercher, elle qui est totale-

ment passée à côté de son début de match quand Victoria Azarenka, flamboyante d'entrée sur sa mise en jeu (94% de premières dans le set initial), a rapidement pris le dessus dans l'échange. Balayée 1-6 en 27 minutes dans le premier acte, Naomi Osaka a même débuté le deuxième set sur un break adverse, ainsi menée 0-2 dans cette manche avec un sixième jeu consécutivement concédé. Victoria Azarenka loupe à ce moment de la partie une balle de 0-3. Le tournant de la rencontre. La Japonaise débreaque et lance enfin sa finale. En dépit d'un service tout à fait perfectible, elle prend le jeu à son compte et renverse une Biélorusse qui n'était plus apparue à ce stade ultime dans un Majeur depuis 2013 et un revers face à Serena Williams sur ce même court (comme en 2012). Malgré sa combativité, Victoria Azarenka baisse pavillon au bout de 1h54, battue 1-6, 6-3, 6-3. Privé de six des dix meilleures joueuses mondiales, cet US Open n'en a pas moins livré un bel épilogue, et remis sur le devant de la scène l'une des joueuses les plus prometteuses de sa génération.

Beach soccer - CAN 2020

Feu vert au Sénégal pour l'organisation



La Coupe d'Afrique des nations de Beach soccer, édition 2020 a désormais un pays hôte. Il s'agit du Sénégal, unique candidat à l'organisation.

Le Sénégal s'était porté candidat depuis quelques semaines. Le tournoi dans un premier temps attribué à l'Ouganda se cherchait un pays hôte depuis le désiste-

ment de la nation d'Afrique de l'Est. Le tournoi accueillera 8 équipes. Et les finalistes représenteront l'Afrique à la Coupe du Monde de Beach Soccer de la FIFA, Russie 2021.

Par ailleurs, le Sénégal est champion d'Afrique en titre après le succès sur le Nigeria en Egypte en 2018.

CS Constantine

Abdelkader Amrani face à un grand chantier

Adjal L.

Au 10 septembre, le point du mercato d'été était significatif. Hormis le NAHD qui a chamboulé son effectif avec l'arrivée de 12 éléments, c'est le CSC qui vient en seconde position avec 9 joueurs recrutés pour quatre départs. Ces changements sont coutumiers au sein du Chabab. On se souvient que, lors du mercato d'hiver de la saison écoulée, c'était une démarche inverse avec la libération de 8 joueurs et le renfort de quatre éléments.

Cette instabilité constitue un problème pour l'entraîneur, contraint d'accorder l'essentiel du temps aux automatismes indispensables. C'est ce qui avait freiné le travail du coach Karim Khouda au mois de janvier dernier lorsqu'il a succédé au Français Denis Lavagne. Si les dirigeants ont opté pour un large recrutement, c'est pour répondre aux doléances des supporters.

Le nouveau président du conseil d'administration de la SSPA/CSC, Lâala Yazid, s'efforce de mettre en place un projet sportif. Dans un premier temps, il entend évacuer les doutes concernant sa désignation. Il est vrai que des bourdes ont été commises au niveau de l'administration, et notamment l'affaire du gardien Ilyes Meziane qui a coûté cher au club. Du côté de la barre technique, on estime que personne n'a fait mieux qu'Abdelkader Amrani, qui

a conquis le titre national 2017-2018 avant d'aller au CRB avec lequel il a remporté la Coupe d'Algérie 2018-2019. Ensuite, Amrani est allé diriger le Difaâ Hassania d'Agadir mais son aventure a pris fin à cause de la crise sanitaire du Covid-19.

Fin juin, les dirigeants du CSC ont réussi à convaincre Amrani de retourner à la ville des ponts pour reprendre du service au sein d'un club qu'il connaît bien. Il est clair que les dirigeants fondent de gros espoirs avec l'arrivée d'Abdelkader Amrani, appelé à améliorer le rendement d'une équipe classée au cinquième rang au terme d'un championnat arrêté à la 22^e journée. La lecture du classement atteste que l'attaque s'en est tirée honorablement (deuxième derrière celle de l'ES Sétif) alors que c'est la défense qui a été le maillon faible. En apparence, le recrutement semble équilibré afin de renforcer les trois compartiments.

C'est à Amrani de jauger les nouveaux et de prendre les meilleures décisions. Pour le moment, il y a la quantité. La qualité reste à déterminer avec justesse. La tâche ne s'annonce pas aisée, car il faudra compenser les départs des Belkacemi, Benayada, Limane et Chahrour, des joueurs qui ont fait leurs preuves la saison écoulée. D'ailleurs, il faut rappeler qu'avec ces joueurs, le CSC a effectué un parcours très honorable en Ligue des champions d'Afrique, tant en phase prélimi-

naire qu'en phase de groupe, avec 6 victoires, 2 nuls et 2 défaites. En phase de groupe, les Constantinois avaient fait très bonne impression face aux grosses cylindrées du continent comme le Club Africain (Tunisie) le TP Mazembe (RD Congo) et Ismaily (Egypte). Ce n'est qu'en quarts de finale que les Clubistes ont cédé face au futur champion, l'ES Tunis.

Dans un premier temps, Abdelkader Amrani doit d'abord dégager le noyau sur lequel il va s'appuyer cette saison qui s'annonce très difficile au vu de la concurrence et du coup d'envoi tardif fixé finalement au 20 novembre. Ensuite, il s'efforcera de soigner cette « maladie » que demeure l'inconstance qui a valu des déboires à l'équipe la saison passée. C'est précisément cette inconstance qui a valu aux Sanafirs d'être éliminés en Coupe Arabe par le modeste club du Bahrein, Al-Muharraq. Autrement plus honorable aura été leur sortie en Coupe d'Algérie face à une Entente de Sétif spécialiste de cette compétition et revenue au premier plan avec l'arrivée à la barre technique de l'entraîneur tunisien Nabil Kouki. Voilà en gros le chantier qui attend Abdelkader Amrani, lequel devra faire appel à sa grande expérience pour répondre aux souhaits des supporters « Vert et Noir ». Il s'agit d'une mission difficile mais qui n'inquiète pas ce technicien qui a fait largement ses preuves depuis belle lurette.

USM Bel-Abbès

Belebna, Hamza et Litt prolongés

Kadiri Mohamed

C'est dans un climat d'incertitude et de tension au niveau des fans qui se préparent à une marche pacifique en cours de semaine afin de manifester leurs vives inquiétudes relatives à la gestion de leur club. Comme cela est constaté dans les autres régions, les fans veulent que les pouvoirs publics désignent une entreprise nationale afin de mettre fin au calvaire du club. Ceci dit, on a appris que, vendredi soir, trois anciens joueurs de l'effectif de la saison passée ont prolongé pour deux saisons, en ayant pris le soin de retirer leurs requêtes auprès de la CRL (FAF) suite aux négociations avec les dirigeants du club. Il s'agit des deux défenseurs, Hamza et Belebna, et du milieu offensif, Litt, en attendant d'autres

anciens, à l'image des Barka, Koulkheir et Soltani Aïche. Ces prolongements de contrats font suite aux derniers événements survenus dans la bâtisse unioniste, à savoir le retour d'Abdelghani El-Hennani comme premier responsable du club et la désignation de Morsli Abbès comme président du CSA-USMBA provisoirement, après la fin du mandat de Benayed en juin 2020. Par ailleurs, à noter que le jeune défenseur latéral droit, Achour Fateh, a opté pour l'USM Alger. Ces décisions ont été prises lors de la tenue d'une séance de travail de la SSPA-USMBA la semaine écoulée. A relever que le club de la Mekker est interdit de recrutement suite au cumul de dettes non honorées et s'est trouvé dans l'incapacité de dénicher des sources de financement. Il est certain que cette situation irrite au plus

haut point les supporters, qui craignent que la crise ne s'empire davantage. Il est vrai qu'au moment où la majorité des pensionnaires de la Ligue 1 sont largement en avance, les Belabbésiens ne font qu'entamer l'opération recrutement avant de lancer la préparation dans la perspective de la nouvelle saison. En somme, le club est en train de subir les conséquences de l'instabilité chronique au niveau de tous les paliers, ce qui n'a que trop duré. L'USMBA tente de retrouver la place qui lui sied au sein de l'élite footballistique du pays. Le dépit est à la mesure des espérances. Aussi, on se rend compte du précieux rôle joué par les grands dirigeants, à l'image du docteur Hassani Abdelkader et de Hasnaoui Okacha. Ils ne sont plus là et l'on mesure le grand vide qu'ils ont laissé.

USM Annaba

Benchouia Mohamed nouvel entraîneur

À l'issue d'une série de rencontres regroupant les dirigeants du club, les autorités locales et le comité des supporters, l'actionnaire majoritaire de la SSPA/USMAN a finalement pris la décision de reprendre le club phare de la ville d'Annaba avec son groupe d'actionnaires. Aussitôt, le président Zaïm Abdelbassad a entamé le travail par la mise en place d'un plan d'action.

La priorité a concerné les contacts entrepris avec plusieurs techniciens. Finalement, le choix s'est porté sur l'ancien entraîneur de l'ASO Chlef, Benchouia Moha-

med, qui a dirigé également par le passé d'autres clubs dont la JSMS. Pour le poste de manager général, on parle de Mahdi Boudar, l'ancien joueur du club unioniste qui a une expérience du terrain. Le président Zaïm Abdelbassad compte aussi procéder au remaniement de l'effectif en donnant évidemment carte blanche à Benchouia Mohamed en fonction, bien sûr, des objectifs visés cette saison par la direction du club unioniste.

Dans les coulisses, on affirme que plusieurs éléments ont été déjà contactés par le boss annabi

alors que d'autres figurent sur la liste des libérés. Toutefois, le président, qui a acquis une certaine expérience du recrutement, ne veut pas dévoiler les noms des joueurs sans avoir au préalable l'avis du nouveau coach afin de mieux gérer le mouvement des départs et des arrivées.

C'est dire ainsi que le boss de l'USMAN va sans doute faire le ménage pour remettre cette saison le club sur rails, estimant, à juste titre, qu'Annaba mérite bien un club à la dimension de sa réputation sportive.

Tayeb Zgaoula

Leicester City

Un jeune attaquant rêve de rejoindre les Verts



Ali Reghba, prochaine venue dans la sélection algérienne ? En tout cas, c'est le rêve du jeune attaquant de Leicester City.

Evoluant dans l'équipe réserve des Foxes, l'attaquant de 20 ans a déjà un plan de carrière. D'après Footalgerien, le jeune joueur a pour rêve d'être promu en équipe première et

sélectionné par Djamel Belmadi chez les Verts, champions d'Afrique en titre. D'origine algérienne mais ayant une nationalité irlandaise, Reghba veut représenter l'Algérie en sélection A. Puisqu'il a joué dans les catégories des jeunes pour l'Irlande. Le rêve pourra-t-il devenir réalité pour Ali Reghba ?

Borussia M'gladbach

Bensebaini annonce la couleur

Le défenseur international algérien Ramy Bensebaini, a contribué samedi à la large victoire décrochée par son équipe Borussia Monchengladbach, en déplacement face au FC Oberneuland, pensionnaire de la 5e division (8-0), dans le cadre du 1^{er} tour de la Coupe d'Allemagne de football. Le latéral gauche des Verts a surgi à la 25^e minute de jeu pour marquer le quatrième but des siens. L'ancien joueur du Stade Rennais (Ligue 1 française) a cédé sa place en seconde période (73^e). Le Bayern Munich, détenteur du trophée et récent vainqueur de la Ligue des champions, entrera en lice le 15 octobre en déplacement face au FC Dürren (5^e division), alors que le club bavarois a bénéficié de quelques jours de repos supplémen-

taires. Bensebaini (25 ans) avait rejoint Monchengladbach en 2019 pour un contrat de quatre saisons, en provenance du Stade Rennais. Le natif de Constantine n'avait pas tardé à étaler son talent, devenant l'une des pièces maîtresses de l'entraîneur Marco Rose.

Le joueur algérien a terminé à la 4^e place au classement des meilleurs joueurs de son équipe, pour la saison 2019-2020, obtenant 7,9% des voix, derrière la Français Marcus Thuram, élu meilleur joueur avec 43,7%, Yann Sommer (26,5 %) et Denis Zakaria (12,9 %). Pour un premier exercice réussi en Bundesliga, Bensebaini a été crédité de belles prestations durant la saison, avec à la clé 5 buts en 26 matchs, toutes compétitions confondues.

Al-Shabab

Benlameri très convoité par des clubs du Golfe

Le défenseur international algérien Djamel-Eddine Benlameri, dont le contrat a été résilié à l'amiable avec Al-Shabab (Div.1 saoudienne de football), a reçu des «offres alléchantes» de la part de clubs saoudiens et émiratis, rapportent les médias locaux. Selon la même source, Benlameri (30 ans) est ciblé par Al-Nasr, Ittihad FC et Al-Ahly Djeddah qui se disputent les services de l'ancien joueur de la JS Kabylie notamment. Un club émirati est également intéressé, dont l'identité n'a pas été dévoilée. Le champion d'Afrique 2019 avec les «Verts» avait rejoint le championnat saoudien en 2016 en provenance de l'ES Sétif (Ligue 1/Algérie). Après quatre ans passés au

sein d'Al-Shabab, le défenseur central a émis le vœu de quitter Al-Shabab, tout en s'engageant à payer une indemnité au club, basé à Riyad. Pour rappel, la direction d'Al-Shabab avait menacé fin août le défenseur international algérien Djamel Eddine Benlameri de sanctions, pour avoir brillé par son absence à l'aéroport d'Alger, pour son rapatriement en Arabie saoudite. Benlameri devait effectuer le déplacement avec son coéquipier en équipe nationale et sociétaire du Ahly Djeddah, Youcef Belaïli, qui s'est également absenté mercredi. A l'instar d'Al-Shabab, Al-Ahly Djeddah a menacé le natif d'Oran de sanctions selon le règlement en vigueur.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'EL BAYADH

DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU

N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 098432019001238

Opération N° : NE.5.322.2.262.132.19.01

Intitulé de l'opération : Réalisation, équipements et électrification de 4000 ml de forages pour renforcement de l'alimentation en eau potable des communes de : El Bayadh, El Abiodh S/C, Kef Lahmar, Sidi Taïffour Boualem, Sidi Amar, Arbaouat et Mehara. (12 forages) LOTS SÉPARÉS -

OBJET : LOT N°04 :

- Réalisation d'un forage de 400 ml à Samouta1 pour renforcer l'AEP de Mehara.
- Réalisation d'un forage de 400 ml à Samouta2 pour renforcer l'AEP de Mehara.
- Réalisation d'un forage de 400 ml à Arbaouat 1 pour renforcer l'AEP d'Arbaouat.
- Réalisation d'un forage de 400 ml à Arbaouat 2 pour renforcer l'AEP d'Abiodh S/C.

AVIS D'ANNULATION D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La Direction des Ressources en Eau de la Wilaya d'El Bayadh informe l'ensemble des intéressés par l'attribution du 5^{ème} Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales cité en objet Parue dans les quotidiens « Quotidien D'Oran » le : 27-06-2020 et « الجمهورية » Le : 27-06-2020, que l'attribution de lot04. est annulée pour le motif suivant :

Lots	ETS ATTRIBUTAIRE	MONTANT AVANT VERIFICATION (DA)	MONTANT Après VERIFICATION (DA)	NOTE /35	DELA	CRITÈRES DE CHOIX
LOT N°04 : -Réalisation d'un forage de 400 ml à Samouta1 pour renforcer l'AEP de Mehara. -Réalisation d'un forage de 400 ml à Samouta2 pour renforcer l'AEP de Mehara. -Réalisation d'un forage de 400 ml à Arbaouat 1 pour renforcer l'AEP d'Arbaouat. -Réalisation d'un forage de 400 ml à Arbaouat 2 pour renforcer l'AEP d'Abiodh S/C.	ZEROUKI MIMOUNA (EL MANHEL FORAGES) SAIDA Nif 29853119002631	65 193 436,00	65 193 436,00	32,28	07 mois	L'annulation d'attribution provisoire suite de rejet de la commission des marchés publics de wilayale : 21 juillet 2020.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2031005970 Le Quotidien d'Oran 14/09/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DAIRA RE MERINE

COMMUNE DE MERINE

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel N°15/245 DU : 16/09/2015 >

> Relatif à la réglementation des marchés publics, le président de l'Assemblée Populaire

Communal de la commune de merine déclare que l'avis d'appel d'offres concernant :

- TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA VOIRIE URBAINE (RETEMENT EN B.B) 70 LOTS (AUTO-CONSTRUCTION) A AMALZA

> Qu'à l'issue du jugement des offres fait le 02/09/2020 le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire ci-après :

Nature de l'opération	Soumissionnaire retenu	Montant		DELA	OBSERVATION
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA VOIRIE URBAINE (RETEMENT EN B.B) 70 LOTS (AUTO-CONSTRUCTION) A AMALZA	BRN CHITIA ARDESSELM	AVANT VERIFICATION 10.675.460,00 DA	APRES VERIFICATION 10.675.460,00 DA	Deux (02) mois	Moins d'un an

conformément à l'article 65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

tout soumissionnaire qui conteste le choix peut introduire un recours dans dix (10) jours à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire

du marché

FAIT A MERINE LE 08/09/2020

PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE ET COMMUNAL

ANEP N° 2031006015 Le Quotidien d'Oran 14/09/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS WILAYA DE BECHAR
IDENTIFICATION FISCALE N° : 0998 0801 90867 01

AVIS POUR UN CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE
RESTREINT N° : 019 /DEP/ 2020

Opération N° :

Intitulé : Etude, suivi, réalisation et équipement d'un centre hospitalo-universitaire (CHU) de 400 lits à Béchar

Monsieur le Wali de la Wilaya de Béchar représenté par le Directeur des Equipements Publics de Wilaya de Béchar lance un avis au concours national d'architecture restreint portant sur la :

Maitrise d'œuvre (étude et suivi) pour la réalisation d'un centre hospitalo-universitaire (CHU) de 400 lits à Béchar

CONDITIONS DE PARTICIPATION AU CONCOURS

Il s'agit d'un concours national d'architecture restreint aux architectes et bureaux d'études publics nationaux ou groupement de bureaux d'études, inscrits dans le tableau national de l'ordre des architectes et en possession d'un agrément en cours de validité jusqu'à la date d'ouverture des plis de candidature. Pour les bureaux d'études publics nationaux qui sont dispensés d'agrément, ils doivent présenter une copie du registre de commerce portant le code 109 219. justifiant des capacités techniques, professionnelles et financières suivantes :

a) Capacités professionnelles :

- Une copie de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité.
- Les bureaux d'études publics nationaux sont dispensés d'agrément ils doivent présenter une copie du registre de commerce portant le code 109 219.

b) Capacités techniques : disposant des moyens humains et des références professionnelles suivantes :

b-1) Moyens humains : justifiés par des CV, les diplômes, l'état nominatif CNAS ou les certificats affiliations CNAS et attestations de travail. Il s'agit de :

- ❖ (02) architectes ayant une expérience égale ou supérieure à 08 ans.
- ❖ (02) ingénieurs ou Master en génie civil ayant une expérience égale ou supérieure à 05 ans.
- ❖ (01) Ingénieur ou Master en génie climatique ayant une expérience égale ou supérieure à 03 ans.
- ❖ (01) Ingénieur ou Master en génie électrique ayant une expérience égale ou supérieure à 03 ans.
- ❖ (02) Techniciens supérieur ou licenciés dans les métiers du bâtiment ayant une expérience égale ou supérieure à 03 ans.

b-2) Références professionnelles: Ayant déjà conçu au moins étude et suivi deux (02) projets classés à la catégorie « D » ou un (01) projet classé à la catégorie « E » en projet complet en T.C.E. relevant du secteur du bâtiment justifier par des attestations de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrages publics.

c) Capacités financières :

Les candidats ou soumissionnaires ayant un chiffre d'affaire égal ou supérieur à 300.000.000,00DA, Il s'agit du chiffre d'affaire cumulés des (05) cinq dernières années (2015-2016-2017-2018 et 2019), joindre une copie des déclarations des impôts forfaitaires uniques ou des bilans financiers des (05) cinq dernières années, déposés auprès des services compétents.

RETRAIT DU DOSSIER DE CONCOURS

- Le dossier du concours doit être retiré à partir de la première parution du présent avis concours restreint sur les quotidiens ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) de la Direction des équipements publics wilaya de Béchar sis à triangle rue de l'université de Béchar.
- Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet ou par le mandataire commun lorsqu'il s'agit de groupement ou par un autre membre du groupement dûment mandaté dans la convention de groupement, sur présentation de la convention de groupement, auprès de la direction des équipements publics de la Wilaya de Béchar.
Le dossier du concours restreint présenté par le soumissionnaire sera composé de Quatre plis comme suit :

- * Plis de l'offre de candidature.
- * Plis de l'offre technique (Voir article 24 de cahier des charges).
- * Plis de l'offre prestation (Voir article 24 de cahier des charges).
- * Plis de l'offre financière (Voir article 24 de cahier des charges).

- Les candidats procèdent uniquement au dépôt des offres de candidature :

- Le dossier de candidature doit être inséré dans une enveloppe fermée anonyme et cachetée ne comportant que les mentions suivantes :

« DOSSIER DE CANDIDATURE »

Concours national d'architecture restreint N° : 019/DEP/2020
Maitrise d'œuvre (Etude et Suivi) pour La Réalisation D'un Centre Hospitalo-Universitaire De 400 Lits A Béchar.

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres de candidatures est fixée à 21 jours à partir de la première parution de l'avis de concours restreint sur les quotidiens nationaux ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP). Cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable, dans le cas où le jour de dépôt coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal.

La date de dépôt des offres (et non envoyées par voie postale) est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 12h00 au niveau de la direction des équipements publics, cité triangle universitaire, rue de l'université Béchar.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis de dossier candidature à une seule séance, qui se fera le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00 au siège de la direction des équipements publics de la wilaya de Béchar.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale, le cumul de la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2031005992 Le Quotidien d'Oran 14/09/2020

APPELEMENTS

■Vends appartements F¹, 1^{er} étage 130 m² F5 1^{er} étage 133 m², ; F3, 87 m², 4^e étage – F2 RDC 111 m² – F2, 76 m² et F4, 95 m² résidence Ain el turck – F4, 105 m², 2^e étage avec terrasse Cap falcon – Agence el-Bahria 0774.01.89.57 agimmobahria@gmail.com

■Oran loue appartement grand F2, cuisine et SDB situé dans une villa (étage villa) point du Jour, Oran pour étudiante ou couple sans enfants – 0553.97.45.20

■Loue appart F2, 2^e étage Bd Larbi ben m'hidi, à côté cinéma Murdjadio C/V d'Oran N° Tél : 0770.87.14.67

■Loue appart F5 bd des chasseurs + vente villa avec superette à Millénium sup 187 m² R+2 nouveau bâti, + vente des villas sur des grands bd à Oran – Agence Immobilière 0550.29.31.16

■Loue F3 au Plateau, 3^e (2.5 U) – F3 à Maraval, RDC (2.5 U) – F3 luxe à Seddikia, 1^{er} (4U) – F5 Luxe Extension à Canastel + Box, 6^e (7U) – F1 à Coca, 1^{er} (1.5 U) – Villa à El-Kerma (5 U) – Ag AB-DALLAH – Tel : 041.29.14.59/ 0770.40.87.48

■2 apparts à vendre à Oran 0559.84.43.36

■A vendre ou à louer appart F3-F4 et F5 promotionnel avec toutes commodités (cuisines équipées, chaudières, ch/c, ... etc) et garage à Bel Air, cité Petit, Maraval et Es-Senia. Possibilité location – 0772.43.37.38 - 0555.89.91.04 - 0556.58.23.80

■Vends à ORAN dans la résidence 'Mobilart Bahia center' sur la frange maritime, bel appart F4, 166 m² au 1^{er} étage, avec garage, pour usage professionnel ou habitation. Tél : 0560.05.11.95

■A vendre à ORAN à Lotfi / Centre-ville : F4 meublé de 130 m² au 7^{ème} étage avec Ascenseur - 3 façades - 3 Chambres avec Balcons individuels - Grand Salon - Salon à manger - Cuisine – SDB - Toiletttes et Placard – Prix : 2 Milliards - Tél : 0560.19.75.28

■Echange bel appartement F3, meublé, acté, avec livret foncier, 3^e étage, sup 93 m², avec climatisation, chauffage central et ligne téléphonique avec ADSL et parking au sous-sol contre lot de terrain, encasse ou local commercial, à Oran et environs. Etudie toutes propositions. Adresse Résidence VICTORIA, Bel Air, Oran. Nous contacter au n° 0541.04.43.25

■TLEMCCEN : Loue ou vds F3, 1^{er} étage T.B état à Bel-Air + Vds F4 RDC T.B état à Pasteur – Tél : 0661.38.90.08

■Vend des Appartements promotionnel F3, cuisine équipés +climatisation à Castors sup 100 m². Curieux et intermédiaire s'abstenir Tél: 0656.19.19.74.

■Vends Appart - Acté F4 au Red-Choses avec véranda. Cite Belle vus (Akid Lotfi Oran). Curieux et intermédiaire s'abstenir Tél: 0656.19.19.74.

VILLAS

■Sidi bel abbès à vendre 14 rue Kaiss Ibnou Saad Bnou Abada hay Bab Daya terrain 235 m² sous/sol : débaras, hall, local technique, kitchenette, SAS, hammam, rez de chaussée garage, WC, toilette, hall, dégagement, cuisine, salon, séjour, chambre, jardin, cour, trappe de bache d'eau, puits, premier étage hall, salon, 4 chambres, dressing, 2 douches, 2 toilettes, balcon, accès à la terrasse prix 49 millions dinars – Agence 0661.24.03.71

■ ORAN Vente une Maison de Maître à démolir de 85 m² (Actée + Livret foncier) à rue Agadir (l'avenue Sidi Shami)– Tél: Tél: 0656.19.19.74.

■A.V ou échange MM RDC Ain El Turck, 3 faç. Face 25 m, actée + L.F 300 m², F3 + studio (ent ind/coll) + 2 SDB +2 WC +2 cuis + eau h/24, gaz V +2 cours (40 m² + 100 m²) gar + jard + élect + ch/cent +2 clim, tél fixe + internet, endroit résidentiel et calme, bon voisin. Contre équival ou plus à Maraval/Hippodrimle/Bou-langer / Eckmühl – tél : 0795.17.126.39 -0696.02.07.94 visite sur RDV

■A vendre : Belle Maison de Maître d'une superficie de 200 m² située à Choupot (ORAN) - Rez-de-chaussée : 02 Grands Locaux - 1^{er} étage : 02 Grands Salons - 02 Chambres - 02 Sanitaires + Cuisine - 2^{ème} étage : une grande Terrasse. 01 Chambre - Occasion à ne pas rater – Tél : 0667.21.25.93

EMPLOIS

■Pizzeria à Oran cherche des vendeurs sérieux et expérience exigée – Contacter 0791.91.73.01

■Inst. privé de formation professionnel-le sis à Es-Sénia Oran recrute : 1- directeur pour l'institut, exigé niveau sup. + 5 ans dans la formation ou exp. 5 ans comme directeur, réside à Oran. 2- agent de saisie exigé avec exp. de 02 ans et plus, réside à Oran – Tél : 0774.29.47.97

■Pizzeria - restaurant à ORAN cherche pizzaiolo, serveurs qualifiés et un employé pour les crêpes qualifié – Tél : 0560.02.09.89

■Société de promotion immobilière sise à Oran cherche expert-comptable maîtrise les nouveaux logiciels de comptabilité, expérience 20 ans et plus pour un poste permanent. Conditions de travail agréables. Tél : 0550.56.28.78

■Société de promotion immobilière sise à Oran cherche chauffeur de clark (clarkiste) ayant permis de clark, expérience exigée – Tél : 0550.56.28.78

■Importante société recrute femme de ménage sérieuse dynamique, veuillez nous contacter au 0772.31.33.78

■Société commerciale recrute commerciaux diplômés (marketing – licence commerciale). Envoyer C.V email : bamustapha24 @gmail.com

■Famille à Tlemcen : Cherche F ménage, et de compagnie. Bon salaire – Tlemcen : 0794.58.21.00

■L'hôtel ADEF Oran situé au boulevard Front de mer recrute un chef cuisinier qualifié et un maître d'hôtel avec expérience. Contactez-nous au tél : 041.33.00.52 Email : receptionhoteladef@gmail.com

■Entreprise de production en agroalimentaire sise à Es-Sénia recrute agent de sécurité, gestionnaire de stock commerciale expérimenté, opérateur machine, vendeur avec permis. Envoyer vos CV à recrutement.sps31@gmail.com

■Marketel Algérie Oran recrute des Téléconseillers (ères) parfaitement francophones, à mi-temps ou à plein temps avec transport assuré le soir. Salaire fixe entre 35 000 et 40 000 DZD pour un temps plein + primes intéressantes - Mail : recrutement.oran@marketel-algerie.com - Tél : 0661.10.84.84

LOCAUX

■A louer local de 48 m² avec hauteur s/plafond de 4m, situé à rue Horace Vernet – cité petit (Oran) tél : 0555.85.70.88

■H2000 vente 2 magasins mitoyen Akid Lotfi /Oran sup 47 et 43 m² sur le grand boulevard 0558.14.44.75

■A vendre local de 120 m², 3m hauteur, neuf, acté à Victor Hugo derrière Docteur Harouni, convient pour fonction libérale ou dépôt – Tél : 0550.62.64.81

■Vends joli parc 2000 m² à El Kerma Oran, à 500 m de liper marché acte + livret foncier (élect, eau, tél) bâti R+1, bloc admin R+1, grande cour bien finie, convient pour stockage ou autres – Tél : 0550.90.65.09 -0561.80.63.94

■A vendre à Bel Air à 50 m du Bd Froment Coste (ORAN) : Local commercial de 120 m² (20 m² RDC et 100 m² 1^{er} étage) - Acté - Entrée individuelle et place de Parking en RDC + Bureau PDG + Grand Open Space + 2 SDB - Convient Fonction libérale avec plusieurs Lignes de téléphone et Wimax – Prix : 1 Milliard 600 Millions – Tél : 0560.19.75.28

VEHICULES

■Achat Véhicules accidentés ou en panne et d'occasion - Tél : 0550.59.03.60 - 0771.39.49.82 - 023.243.383

DIVERS

■Vends machine (ligne complète centrale + machine) de fabrication lourdis, parpaing, bordure, pavé possibilité bi-couche – Tél : 0661.10.05.50

■Prends en charge travaux de démolit., gros œuvre, maçonnerie gle, aménagement, rénovation, fourniture et pose avec garantie – 0555.20.05.90

■A louer licence de taxi à ORAN – Tél : 0542.88.57.31

■A louer licence de taxi. 0773.50.50.11

■Vous entendez mais vous ne comprenez pas. Vous augmentez le son de la télé. Vous faites répéter. Test auditif gratuit chez Docteur Lazouni – SONOBL. Tél : 0560.47.00.28 - 0560.47.00.23. Tlemcen – Relizane – Médéa – Saïda – Aïn Defla – Mostaganem.

■Entreprise travaux bâtiment, avec un groupe professionnel ponctuel et sérieux, propose à : particulier, entreprise, promoteur... ses services (maçonnerie générale, peinture, clôture, finition, faïence et dalle de sol) Tél : 0792.56.03.68 (Oran)

«Le burnous ancestral, un habit culte des imazighen»

Après avoir publié des études sur le Haïk en étoffe blanc et la Mlaya en tissu noir en tant qu'habit féminin, nous présentons ce qui va être un vêtement «culte de l'homme libre des Imazighen» qui singularise un prêt-à-porter citadin ou rural notamment dans les fêtes et les cérémonies. Selon Ibn Mendour dans le dictionnaire «Lissan al Arab», le mot «burnous» n'est pas d'origine arabe. Il serait appelé «Bars».

Par Boudjemâa Haichour *

1^{ère} partie

Aujourd'hui le burnous est devenu un costume d'apparat aussi bien chez l'homme que chez la femme. Cet habit ancestral est tissé en laine, en poils de chameau ou en «melf». Chez la femme, il est brodé et se met sur les robes de soirée pour les noces ou cérémonies de circoncision ou mondaine.

Depuis les siècles passés, Ibn Khaldoun appelait les Berbères «Ashab Al Baranis». Lors des fantasias il devient la tenue officielle que met le cavalier pour donner une prestance et une stature sur la monture du cheval barbe ou pur-sang. Lorsque j'ai présenté la généalogie du couscous en tant que met cérémonial aussi bien dans les Hauts Plateaux que dans le Tell.

Il représente le plat culinaire millénaire dans notre région maghrébine. Ibn Khaldoun délimite son espace en disant : «La contrée des Berbères commence là où les hommes portent des burnous et s'arrête là où les gens ne mangent pas le couscous».

En langue latine le mot birnous s'épèle «pir-nus» désignant une sorte de cape antique. Il revêt toute une symbolique de sagesse, de fierté et d'autorité. Pour la mariée et le mari le burnous est l'habit de la pudeur. Il est à la fois un habit sobre et noble. Abordons donc pour renforcer l'approche en question au plan anthropologique, anthroponymique et généalogique.

LE ROCHER DE CIRTA COMPARE AU DEPLOIEMENT DU BURNOUS

Je me rappelle de l'ouvrage écrit par Ernest Mercier, Conservateur du musée de Constantine, lorsqu'il décrivait la situation topographique de la ville de l'Antique Rocher, il disait : «Les indigènes comparent Constantine, vue des hauteurs du Mansourah à un burnous déployé sur un rocher au soleil, au capuchon correspondrait la Casbah, aux extrémités des pans, l'ancien emplacement du Bordj Asous et la porte d'El Kantera.

Le profond canyon creusé par le Rhumel en escarpements pareil à un bracelet qui entoure le bras, ce fleuve grondant au fond d'un ravin inaccessible enserre le rocher qui supporte Constantine. Il défend cette ville comme les monts escarpés défendent le nid du corbeau. Constantine est bâtie sur un rocher aussi comparée à une bague qui entoure le doigt». Abou Hafs Sidi Amor El Ouzzan dans une lettre écrite à l'Agha où Constantine est surnommée «Bled el Haoua», elle croit et grandit comme une ville des passions».

J'ai pris l'exemple de ma ville comment elle a été décrite comme une «Cité aérienne», «Cité du ravin» ou même «Cité des passions». Nous sommes en pleine ressourcement à travers notre patrimoine plusieurs fois millénaire et de notre culture vestimentaire.

De son côté, Gabriel Camps relève dans l'«Encyclopédie berbère» que dans la chaîne algérienne du Djurdjura, il existe des monts Baranis. Ces monts seraient ainsi nommés car leurs habitants portaient des capes similaires au burnous. Sont-ce les burnous originels?

POSTERITE HISTORIOGRAPHIQUE ET GENEALOGIQUE

La recherche toponymique va nous expliquer clairement le succès de la conquête arabe à la fin du VII^e au IX^e siècle aurait été préparé et

facilité par une renaissance surtout un profond renouvellement des populations berbères dans l'Andalousie en deux groupes les «Botr» et les «Branis».

Baranis est d'origine vestimentaire qui apparaît vers les années 697-720 chez Ibn Abdel Hakam suite traduisait une appellation de tribu. Albrenousse dans Léon l'Africain ou les manteaux à la Moresque appelés Albornoz repris par Rich en 1706/59 et Alburnos chez Chateaubriand dans les Aventures du dernier Abencérage.

TRIBU DES BARANIS ET L'ETYMOLOGIE DU BURNOUS

Dès la première expédition en 711, l'armée musulmane était composée en majorité par les Berbères aux composantes tribales très diverses telles les Zénata, les Houara, les Senhadja, les Ketama, etc. qui passèrent le détroit de Gibraltar (Djebel Tarek).

Or à cette époque les chroniqueurs locaux Ibn al Kûtiyya mort en 977 et Ibn Hayyan mort en 1076 étaient les Berbères Botr et les Berbères Baranis. En 850 dans la région d'Algésiras, les chroniqueurs évoquent une autre révolte animée par un Berbère nommé Habib al Bur-nussi. Botr et Branis étaient donc les noms des deux tribus berbères qui prennent le contrôle de la péninsule confrontées à un environnement espagnol et arabe doublement hostile. Ainsi les Berbères Butr qui habitaient l'Andalousie sont les Nafza, les Miknassa, les Houwara, les Madyuna.

En ce qui concerne les Baranis composées des Kutama, des Zénata, des Masmuda, des Sanhadja. Ibn Hawkal, auteur, vers 988 donnait une configuration de la terre au Maghreb où il a rencontré un généalogiste du nom de Abu Ishaq Farissi (Al Istakhri) où il a approfondi des connaissances considérées comme originales.

LE MYTHE D'ORIGINE ET LA TOPONYMIE ARABE EN ESPAGNE

Les orientalistes ne verront qu'une allusion à une particularité vestimentaire à savoir : le «port du Burnous». Ibn Hawkal met ces «gens à Burnous» en les désignant par un ethnonyme. Il revient à Ibn Khaldoun l'origine de ce processus dont il est le témoin le plus éloquent. De là commence l'explosion spectaculaire de la littérature généalogique en Espagne. Nous sommes dans la construction du mythe d'origine sur lequel vont se greffer progressivement les diverses généalogies construites sur une riche postérité historiographique. Ce mythe d'origine du Burnous va servir de fondement l'ossature identitaire de Branès père des tribus berbères qui selon Ibn Khaldoun évoquera la mention de ces personnages qui figurent dans l'œuvre d'Ibn Kutayba mort en 889 où plus ou moins vont se confondre les familles Madghis al Abtar et les Bernès, confusion que rejettera Ibn Hazm en tant que généalogiste arabe d'Espagne.

Il faut dire que c'est à partir du X^e siècle que se forgèrent les grandes constructions généalogiques autour de Madghis et de Bernès, issues des Berbères installés en Andalousie. Ce sont Hani Ibn Bakr al Darissi, Sadek Ibn Suleimane al Matmati, Hani Ibn Masdour al Koumi.

A suivre

* Chercheur-universitaire
Ancien ministre

Publicité

CONDOLÉANCES

Les familles Mekkioui, Diaf, Metahri, Khaldi, Lasouani, Belarbi, Bey-Omar et Mansouri attristées par le décès de leur mère et grand-mère

Madame Diaf-Fatma Ep. Mekkioui

Demandant le Tout-Puissant Allah de l'accueillir dans Son Vaste Paradis

Ina Lillah wa ina llayhi rajioune

PENSÉE
14.09.20
Déjà un an que nous a quittés notre cher regretté père, grand-père M.
BELGUENDOZ Abdelkader (Kader), le 14.09.2019.
Tu as laissé une immense blessure dans le cœur de tes enfants et toute la famille qui t'ont bien aimé et demandent à tous ceux qui t'ont connu et aimé de prier Dieu Le Tout-Puissant de t'accorder sa Miséricorde et de t'accueillir dans Son Vaste Paradis. Tu resteras toujours dans nos cœurs. Allah Yarmhek
Tes enfants et petits-enfants
Samir

PENSÉE
A la mémoire de ma chère maman
Hadja BENOUIS Fatma
Décédée le 13.09.2003
Sa belle-fille Ouiza et ses petits-enfants qui pensent à elle. Elle restera à jamais dans notre cœur.
Mustapha BENOUIS

40^E JOUR
Cela fait 40 jours que nous as quittés notre maman et grand-mère Madame **BENKAHLA Fatioma, née en 1927 et décédée le 05.08.2020.**
40 jours déjà que tu n'es plus là, mais dans nos cœurs tu es toujours présente et tu resteras toujours dans notre mémoire. On demande à tous ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire et que Dieu Le Tout-Puissant t'accueille en Son Vaste Paradis.
Ta famille qui t'aime beaucoup

PENSÉE
Pour le repos de l'âme de mon très cher mari **ZELLAL Ghouti**, ancien directeur des S.A.P et comptable principal de l'Etat, décédé après une longue maladie et de mon fils **ZELLAL Djouid**, ancien chef de département à la SPIE-CNEP d'Oran, décédé à l'âge de 39 ans, après une courte maladie, laissant un enfant de 02 ans qui ne l'a jamais connu. Les années tournent et retournent mais la vie est toujours là. Je prie tous les amis qui ont connu mon fils de bien vouloir faire une pensée pour lui.
Mme Yve ZELLAL GHOUTI née MALTI Djamilia

40^{EME} JOUR
A la mémoire de notre cher et regretté père **HADJ BOUDALIA SID-AHMED**
Ce jour du 26/07/2020 où tu nous as quittés, à l'âge de 84 ans restera gravé à jamais dans nos cœurs. Tu étais un mari aimant, un père exemplaire, un grand-père agréable, un beau-père respectueux... Un homme au grand cœur que tout le monde aimait. C'est pour cela qu'on demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui.
«A Dieu nous appartenons et à Lui nous revenons»
Ta femme, tes enfants, tes petits-enfants, tes belles-filles qui ne t'oublieront jamais.

Turquie Impactés par le virus, les fastueux mariages ne sont pas à la noce



Avec sa coiffure de cérémonie et son maquillage, Ayse Keles est une ravissante mariée. Elle est soulagée d'avoir réussi à organiser à temps ses noces avant l'entrée en vigueur des nouvelles restrictions pour lutter contre la propagation du Covid-19 en Turquie. «Ma meilleure amie a dû reporter cinq fois son mariage», raconte cette jeune femme de 28 ans dans sa robe de mariée blanche en train de se préparer pour une séance photo sur la rive asiatique d'Istanbul. Les unions hors mariage étant plutôt mal vues dans ce pays à majorité musulmane, des cérémonies de mariage fastueuses avec des gâteaux géants, des robes scintillantes et des fêtes dignes des contes de Mille et Une nuits deviennent pour beaucoup un «must» avant d'entamer leur vie de couple.

Mais ces cérémonies joyeuses ont attiré les foudres du gouvernement lorsque des vidéos de célébration sans masque, avec des danses traditionnelles en ronde, sont devenues virales alors que la Turquie connaît une recrudescence de cas de Covid-19 depuis plusieurs semaines. A Trabzon, sur les rives de la Mer noire, des dizaines de personnes ayant participé à une soirée de henné, une célébration traditionnelle de la dernière nuit de la mariée, ont tous été mis en quarantaine après qu'un des invités a été diagnostiqué positif au Covid-19. Le gouvernement a finalement décidé le 4 septembre de limiter toutes les cérémonies de mariage, de fiançailles ou de circoncision à une heure maximum et d'interdire les danses et le service de repas. Ayse Keles a pu épouser Alp Colak le 21 août, donc avant la mise en place du nouveau train de restrictions, mais avec deux mois de retard sur la date initialement prévue, en raison des incertitudes qui planaient sur le sort des cérémonies. «Je sais bien qu'aujourd'hui, même une cérémonie réduite relève du rêve», acquiesce Alp Colak, le marié.

«LES MARIÉES DU CORONA»

Selon le ministre de la Santé Fahrettin Koca, la Turquie est en train de traverser le «second pic de la première vague» de la pandémie qui a coûté la vie à près de 7000 personnes dans le pays. «Le laisser-aller pendant les fêtes religieuses et les mariages» aurait contribué à la hausse du nombre de cas d'après M. Koca. L'incertitude entourant les mariages

est particulièrement traumatisante pour de nombreux couples turcs qui doivent continuer à vivre avec leurs parents avant de devenir officiellement mari et femme. «Tous les couples veulent avoir un mariage digne d'un conte de fée. Mais nous, les mariées du Corona de 2020, nous sommes toutes préoccupées», affirme Mme Keles. La Turquie enregistre environ 600.000 mariages par an et l'organisation de la cérémonie coûte à certains foyers leur revenu annuel. Des pièces d'or, des bijoux et de l'argent sont offerts aux couples par les invités pour les aider à éponger d'éventuelles dettes. «Nous parlons d'un secteur de 60 milliards de livres turques (6,7 milliards d'euros) si on prends en compte que les couples dépensent environ 100 000 livres turques (11 000 euros) pour un mariage», explique Emek Kirbiyik, qui dirige dugun.com, un site d'organisation de mariages. «35% des mariages prévus cette année ont été reportés à l'année prochaine, ajoute-t-il. Zeynep Ece Dundar, une organisatrice de mariage basée à Istanbul, raconte qu'elle a pu seulement organiser 10 cérémonies cette année contre 70 en 2019. «On arrive difficilement à joindre les deux bouts», affirme-t-elle.

«BOUC ÉMISSAIRE»

Pourtant, certaines cérémonies géantes peuvent toujours avoir lieu, surtout si elles impliquent des hautes personnalités. Cemil Yaman, un député de l'AKP, le parti au pouvoir, a pu organiser un mariage avec 1500 invités pour son fils après l'entrée en vigueur des restrictions. «On a servi des repas parce qu'on avait des invités venant de villes lointaines», a-t-il déclaré aux médias turcs. «Sinon ils se seraient plaints qu'on ne leur a pas donné à manger». Le président Recep Tayyip Erdogan n'a pas, au moins publiquement, désavoué M. Yaman, mais il a appelé les Turcs à «renoncer aux mariages et aux cérémonies avec repas».

Mais pour M. Kirbiyik, restreindre les mariages pour lutter contre la pandémie alors que d'autres secteurs, comme les cafés et les restaurants, continuent leurs activités revient à essayer de «remplir un seau troué». «Si les mesures doivent être prises, elles doivent l'être pour tout le monde», affirme-t-il. «Les mariages ne doivent pas devenir des boucs émissaires». (AFP)

Pour les enterrer dans le caveau familial Les Irakiens exhument leurs morts du coronavirus

Mohammad al-Bahadli creuse à mains nues sous la chaleur étouffante du désert irakien pour retrouver la dépouille de son père, après l'autorisation donnée aux familles des victimes du nouveau coronavirus de les enterrer dans les caveaux familiaux. «Il peut enfin être avec les nôtres, avec notre famille, dans le vieux cimetière», se réjouit cet Irakien de 49 ans tandis que des proches sanglotent près de la dépouille tout juste exhumée de son père décédé à 80 ans.

Les Irakiens ayant succombé au Covid-19 étaient jusqu'à présent obligatoirement enterrés dans un cimetière spécial —par crainte que les cadavres ne soient vecteurs du virus—, situé dans le désert près de la ville sainte de Najaf à 180 kilomètres au sud de Bagdad. Des volontaires, équipés de protections, procédaient aux enterrements dans des tombes disposées à cinq mètres de distance, en présence d'un seul proche. Des mises en terre souvent nocturnes et expéditives.

Les corps de chiites, sunnites et chrétiens de tout le pays se côtoient dans le «cimetière coronavirus». «Mon père a été enterré si loin que je n'ai même pas pu m'assurer que les rituels religieux ont bien été observés», regrette M. Bahadli, venu de la capitale irakienne. Du coup, il s'est précipité après l'annonce le 7 septembre par les autorités irakiennes que les corps des victimes du coronavirus pouvaient être exhumés pour être enterrés dans un cimetière choisi par leurs proches. Des centaines de familles ont fait comme lui, utilisant leurs propres outils pour creuser le sol avant de déposer les dépouilles dans de nouveaux cercueils de bois. Le bruit des pioches se mêlant aux sanglots et aux prières.

EXCAVATIONS CHAOTIQUES

L'Irak est l'un des pays du Moyen-Orient les plus touchés par la pandémie de Covid-19, avec plus de 280.000 cas dont 8.000 décès.



L'Organisation mondiale de la santé a indiqué début septembre que «la probabilité de transmission du virus était faible lors de la manipulation des dépouilles». Sous la pression des familles, les autorités irakiennes ont annoncé quelques jours plus tard que les corps pourraient être transférés, seulement par des «équipes sanitaires spécialisées». Or les premières excavations se sont avérées chaotiques. Aucun professionnel de santé ni personnel du cimetière n'était présent pour aider les familles à localiser leurs proches ou à les déterrer, a constaté un correspondant de l'AFP. Par ailleurs, après avoir creusé la tombe portant le nom de leur défunt, certaines familles ont trouvé un cercueil vide ou ont découvert la dépouille d'un jeune homme au lieu de celle de leur mère âgée. Dans d'autres cas, le linceul —signe de respect dans l'islam— était absent.

Ces découvertes ont entraîné de vives critiques à l'encontre du groupe armé, soutenu par l'Etat, ayant pris en charge les funérailles des victimes du coronavirus. Des familles en colère ont même incendié son quartier général à proximité. «Les fossoyeurs n'avaient pas l'expertise ni le bon matériel. Ils ne peuvent même pas localiser les tombes», s'insurge Abdallah Karim, dont le frère Ahmed a succombé au coronavirus. Originaire de la

province d'al-Muthanna, à 230 kilomètres au sud, il s'affaire autour de la tombe de son frère qu'il a décidé de laisser dans cette sépulture par crainte de contrevenir aux règles religieuses s'il le déplaçait.

«LE RÊVE QUI ME HANTAIT»

Selon la religion musulmane, l'enterrement doit avoir lieu le plus rapidement possible, en général dans les 24 heures. La crémation est interdite et réaliser un second enterrement —qui n'est pas formellement interdit— est très rare.

Aucun représentant religieux ne se trouvait vendredi au «cimetière coronavirus» pour guider les familles, a constaté l'AFP. Malgré toutes les complications, ces proches se disaient soulagés de pouvoir enfin offrir un enterrement traditionnel à leur défunt.

«Depuis l'enterrement de mon père ici, je ne cessais de me répéter ce qu'il m'a dit avant sa mort: +Mon fils, essaie de m'enterrer dans le caveau familial. Ne me laisse pas être trop loin des miens+, raconte Hussein, 53 ans. «Le rêve qui me hantait depuis des mois est enfin devenu réalité.» Il a déterré le corps de son père à la main afin de le transférer au cimetière Wadi Salam à Najaf, l'un des plus grands au monde où des millions de chiites sont enterrés.

Maroc Des migrants interceptés en Méditerranée en kayaks et jet-skis



Des garde-côtes de la Marine royale marocaine ont intercepté cette semaine 168 migrants qui tentaient de rallier l'Espagne dans des embarcations de fortune, dont des kayaks et des jet-skis, a annoncé samedi l'agence officielle MAP en citant une source militaire. Interceptés mercredi et jeudi, les clandestins, tous venus d'Afrique subsaharienne, ont été ramenés

vers différents ports du nord du royaume, et remis aux autorités après avoir reçu les soins nécessaires à bord des patrouilleurs de la marine Royale, selon la même source. Une quinzaine de km à peine séparent le Maroc de l'Espagne dans le détroit de Gibraltar et les trafiquants disposent de différents moyens de traversée pour ceux cherchent à rallier l'Europe. Ce-

pendant, les arrivées des migrants sur les côtes espagnoles par la voie dite «occidentale» ont globalement chuté de moitié sur les huit premiers mois de 2020, avec 8.200 entrées illégales recensées, selon l'agence Frontex.

Les Algériens représentent les deux tiers des arrivées cette année, les Marocains sont la deuxième nationalité représentée, selon la même source. Effet pervers des accords européens avec la Turquie, la Libye ou le Maroc pour contrôler les frontières en Méditerranée : les Canaries, archipel volcanique de l'Océan atlantique situé à une centaine de kilomètres des côtes africaines, sont redevenues une porte d'entrée de choix en Europe, comme elles l'avaient été de 2006 à 2008.

Les arrivées de migrants clandestins y ont été presque multipliées par sept depuis le début de l'année par rapport à la même période de 2019, s'élevant à 3.933 du 1er janvier au 31 août, selon le ministère de l'Intérieur espagnol.

Nigeria

Inquiétude et colère face à la hausse des prix du carburant

Les prix de l'essence augmentent au Nigeria et avec eux la colère des Nigériens, depuis que l'Etat a mis un terme à un système de subvention des carburants, pour tenter de renflouer ses caisses, vidées par la pandémie de Covid-19.



Ces derniers jours, le prix de l'essence à la pompe a atteint les 162 nairas le litre (0,36 euros), une augmentation de près de 15%, conséquence de la dérégulation voulue par le gouvernement nigérien. Bien que ces prix paraissent peu élevés en comparaison des tarifs dans d'autres pays, c'est un coup dur pour les consommateurs nigériens qui considèrent le carburant bon marché comme l'un de leurs rares privilèges de citoyens du premier producteur de brut d'Afrique, miné par la pauvreté et la corruption. «Nous le ressentons sérieusement», se plaint John Kayode, un ingénieur qui vient remplir le réservoir de sa voiture dans le centre de Lagos, «le carburant est un produit de première nécessité. Cette augmentation des prix affecte tous les secteurs de l'économie.» Les habitants du pays le plus peuplé d'Afrique - dont près de la moitié des 200 millions d'habitants vit sous le seuil de pauvreté - ont bénéficié pendant des années d'un prix à la pompe artificiellement bas. Le Nigeria ne possède que d'infimes capacités de raffinage, contraignant les autorités à subventionner à coup de milliards de dollars le carburant importé. Mais face à la récession mondiale déclenchée par le nouveau coronavirus, notamment l'effondrement ces derniers mois des cours du brut qui l'a privé d'une énorme part de ses revenus, le Nigeria a été contraint de revenir sur ces coûteuses subventions.

Le gouvernement a en outre annoncé dans le même temps une hausse des tarifs de l'électricité, qui vont doubler, passant de 33 à plus de 60 nairas par kilowatt. Le président Muhammadu Buhari a défendu lundi ces augmentations, «une décision cruciale» au vu de l'effondrement des revenus pétroliers. «Il n'y a pas de provision pour les subventions du carburant dans le budget révisé de l'Etat pour 2020, et ce tout simplement parce que nous ne pouvons pas nous le permettre si nous voulons avoir les fonds nécessaires pour la santé, l'éducation et autres services sociaux» a-t-il déclaré. «Nous n'avons tout simplement pas le choix».

«UN AFFRONT»

Mais cette décision a déclenché la colère de la population, déjà aux pri-

ses avec le marasme économique et l'inflation. Ayuba Wabba, le président du syndicat Congrès du Travail du Nigeria (NLC) évoque «un affront au peuple nigérien qui porte le lourd fardeau de la pandémie de Covid-19.» et promet que les syndicats vont résister à cette «énième tentative d'appauvrir la masse des travailleurs». De son côté, l'ONG Serap envisage un recours en justice contre une mesure qui «va mettre des vies en danger et aggraver encore la pauvreté et les inégalités déjà amplifiées par la pandémie». Dans les rues de Lagos, Liliana Ebosele, salariée d'une usine, réclame une baisse des prix «pour permettre aux masses de survivre.» La hausse du carburant a aussi mis à mal les revenus de Chinedu Egbunike, chauffeur de bus de 41 ans. «Je gagne moins d'argent puisque les passagers ne sont pas prêts à payer plus cher pour amortir la hausse», a-t-il expliqué à l'AFP.

«DES AJUSTEMENTS NÉCESSAIRES»

Mais la fin de l'interventionnisme coûteux de l'Etat était réclamé depuis longtemps par les bailleurs internationaux qui ont à nouveau fait pression cette année sur les autorités ayant un besoin urgent de fonds pour boucler leur budget. Pour l'économiste Michael Famoroti, ce système de subventions - réputé marqué par la corruption - n'était plus viable. «Quand les cours mondiaux du brut se sont effondrés et que le Covid est apparu, le gouvernement nigérien connaissait des difficultés de trésorerie.

Comme dans d'autres pays, il devait trouver de l'argent pour relancer l'économie.» Les distributeurs qui gèrent les stations services du pays, applaudissent eux aussi la fin de l'encadrement des prix, qui rognait sur leurs marges. «Nous nous battons pour la dérégulation du secteur depuis des années», rappelle Tunji Oyeibanji, président de l'Association des distributeurs de carburant du Nigeria. Il assure que le jeu de l'offre et la demande, ainsi que la concurrence loyale sur le marché permettront à terme un ajustement des prix. «La décision du président est un premier pas dans la bonne direction. Certains ajustements sont encore nécessaires afin que cette mesure porte ses fruits», estime-t-il.

Chine

Les familles des Hongkongais qui ont fui en bateau craignent pour leurs proches

«Nous ne savons même pas s'il est mort ou vivant». Les familles des Hongkongais qui ont tenté de fuir vers Taïwan, avant d'être arrêtés par les gardes-côtes chinois, craignent pour leurs proches désormais entre les mains du système judiciaire de Chine continentale auquel ils ne font aucune confiance. Fin août, les autorités chinoises ont intercepté 12 Hongkongais sur un hors-bord en mer de Chine méridionale, à environ 70 kilomètres au sud-est des côtes du territoire semi-autonome.

Ils ont été remis à la police de Shenzhen, une ville située en Chine continentale. Des médias ont affirmé que ces Hongkongais, parmi lesquels se trouve au moins un militant pro-démocratie, fuyaient pour Taïwan, qui accueille régulièrement les opposants au régime chinois. Certains d'entre-eux faisaient l'objet de poursuites judiciaires à Hong Kong pour avoir pris part à des activités en lien avec les énormes manifestations pro-démocratie, souvent violentes, qui ont secoué l'ex-colonie britannique l'an passé. Les familles de six de ces personnes détenues ont tenu samedi une conférence de presse, où elles ont fait part de leur grande inquiétude sur le sort de leurs proches, qui n'ont pas pu voir les avocats qu'elles ont désignés malgré les demandes d'accès adressées au gouvernement hongkongais. «Je suis inquiète. Je ne sais pas s'il est sain et sauf, s'il est toujours en vie», a expliqué, sans révéler son nom, la mère de Li Tsz-yin. La mère de Tang Kai-yin sanglotait tout en prenant la parole: «J'espère que (le gouvernement) de Hong Kong peut les ramener. Ainsi, nous nous ne serions plus aussi inquiets, nous pourrions le voir. Mais pour l'instant, nous ne savons même pas s'il est mort ou vivant».

Ces derniers événements accroissent encore un peu plus les craintes de nombreux Hongkongais d'une emprise croissante de Pékin sur le territoire. Par le biais d'une nouvelle loi sur la sécurité nationale imposée fin juin par Pékin à Hong Kong, la Chine



s'est déclarée compétente pour les crimes particulièrement graves couverts par cette législation, mettant ainsi fin à l'indépendance judiciaire de l'ex-colonie britannique. En Chine continentale, le système judiciaire est connu pour être opaque et garantir moins de droits aux citoyens.

«JE N'AI AUCUNE CONFIANCE»

Au cours des derniers jours, les avocats désignés par les familles ont expliqué s'être vu refuser l'accès à leurs clients, les autorités leur rétorquant que ces derniers avaient déjà des «avocats désignés par le gouvernement». Dans des affaires très médiatisées, les autorités chinoises ont déjà eu recours à des «avocats désignés par le gouvernement» pour empêcher les familles d'engager leurs propres avocats, selon des associations de défense des droits de l'homme.

«Je n'ai aucune confiance en un avocat désigné par le gouvernement», a commenté la mère de M. Li. Parmi les personnes arrêtées figure un mineur de 16 ans et Andy Li, un Hongkongais récemment interpellé en vertu de la nouvelle loi sur la sécurité nationale. Deux des personnes qui ont tenté de fuir possédaient un le passeport BN(O), pour British National (Overseas), ou «Citoyen Britannique

(Outre-mer)». Un autre avait la double nationalité hongkongaise et portugaise.

La cheffe de l'exécutif hongkongais Carrie Lam a déclaré que ces douze personnes «doivent être traitées conformément aux lois du continent». Les proches des personnes détenues ont multiplié les démarches auprès des services hongkongais présents en Chine dans l'espoir d'obtenir des informations, et le département hongkongais de l'immigration basé en Chine continentale a assuré, dans un communiqué, «suivre la situation de près».

Pour sa part, le département en charge de l'assistance des Hongkongais, basé dans la province du Guangdong, où se trouve Shenzhen, a affirmé que toutes les personnes interpellées «sont en bonne santé et ont engagé des avocats de Chine continentale pour les représenter». Il a également déclaré rester en contact avec les familles.

L'an dernier, l'exécutif hongkongais pro-Pékin a tenté d'imposer un projet de loi visant à autoriser extraditions vers la Chine continentale, ce qui a déclenché sept mois de manifestations. Le mouvement s'est rapidement transformé en un appel plus large à dénoncer les ingérences grandissantes de Pékin dans les affaires de ce territoire semi-autonome. (AFP)

Suisse

Canons à eau et balles en caoutchouc contre une fête illégale à Berne



La police de Berne est intervenue tard samedi soir avec des canons à eau, des balles en caoutchouc et des produits irritants pour disperser une fête illégale et empêcher le cortège de se rendre au centre-ville de la capitale suisse,

selon un communiqué de la police et des informations de presse. Plusieurs centaines de personnes —essentiellement des jeunes— se sont réunies samedi soir en fin de soirée dans le nord-est de Berne autour de véhicules diffusant de

la musique et des chars, avec des banderoles pour un «carnaval des rues», selon le communiqué de la police et des images diffusées par le site aurka.com. C'est quand les participants ont voulu se rendre en cortège au centre de la capitale et jeté «des bouteilles et des pierres» sur les forces de l'ordre que celles-ci sont intervenues. Les manifestants «ont érigé des barricades et y ont mis le feu et ont tiré de nombreux engins pyrotechniques», précise le communiqué de la police.

«Après plusieurs sommations, les canons à eau, les balles en caoutchouc et les produits irritants ont été utilisés pour empêcher que le cortège ne puisse se rendre au centre-ville, pour la protection des forces d'intervention et pour éviter de nouvelles dégradations», poursuit le communiqué. La police a procédé «à plusieurs douzaines de contrôles d'identité».

2

20.10 La Garçonne



Série policière - France - 2020
Saison 1 - Episode 5/6

Avec Laura Smet, Grégory Fitoussi, Tom Hygrec, Jérôme Deschamps

Alors que Louise essaye de retrouver son frère, une question la hante : la guerre aurait-elle pu transformer son frère en monstre comme tous les indices semblent l'indiquer ? Avec l'aide de Ketoff, elle va pouvoir le sauver et, grâce à l'hypnose, comprendre son terrible secret : pendant la guerre, Antoine est tombé follement amoureux d'une infirmière, Maria, qui a été ensevelie dans une tranchée pendant quatre jours avec douze soldats.

3

20.05 Secrets d'histoire



Présenté par Stéphane Bern

Ingénieur, architecte, urbaniste, hydraulicien, économiste et stratège : Sébastien Le Prestre, marquis de Vauban, est parfois comparé à Léonard de Vinci ! Ce touche-à-tout est connu dans le monde entier car il est le père d'un système de fortification unique, la fameuse ceinture de fer, chapelet d'une centaine de places fortes spectaculaires distribuées sur le pourtour du pays. Du château de Bazoches en Morvan aux forteresses de Lille et de Neuf Brisach, de la baie de Morlaix au superbe château d'Ussé...

4

20.05 A l'école des infirmières



Chaque année, plus de 30 000 élèves rejoignent les bancs des Instituts de Formation en Soins Infirmiers, qui forment, en trois ans, infirmiers et infirmières. Cette série documentaire suit le parcours de six étudiants, cinq jeunes femmes et un homme, âgés de 19 à 35 ans, lors de leur première année de formation au sein de l'école Marcel-Rivière, en banlieue parisienne.

5

arte

TF1

10.45 La quotidienne
12.05 Passage des arts
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.10 Anchorage, ville sauvage
14.35 L'Australie vue d'en haut
15.30 Au bout c'est la mer
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
19.20 Passage des arts
19.50 Le corps de mon ennemi
21.55 C dans l'air
22.54 Le cinéma de minuit

10.15 Tétrasyre : L'oiseau danseur des marais
11.00 Cohabitations animales : l'art du vivre-ensemble
11.50 Arte journal
12.00 Arte Regards
12.35 La classe volante
14.35 Chine, l'adoration du feu
15.30 Invitation au voyage
16.10 X-enius
16.45 Des vignes et des hommes
17.15 Au pied des Carpates
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.55 Les héritiers
21.35 Mise à mort du cerf sacré

11.40 Crimes et faits divers : la quotidienne
14.20 Si près de chez vous
15.30 Les anges 12, Asian Dream
18.10 Doctor Who
20.25 Crimes

C 8

11.45 William à midi : première partie
12.31 William à midi
13.00 Inspecteur Barnaby
17.09 A prendre ou à laisser
18.20 TPMP : première partie
19.41 Touche pas à mon poste !
20.19 Hunger Games II : L'embrassement



CINE + PREMIER 19.50

LE DOUDOU

Comédie - France - 2018
Avec Kad Merad, Malik Benthalha, Guy Marchand, Romain Lancry

Michel, responsable de la voirie à Poissy, sillonne les alentours de Roissy à moto et placarde un avis de recherche plutôt original, celui d'une peluche, doudou de sa fille. Sofiane, employé modeste mais débrouillard de l'aéroport, découvre l'avis et la récompense promise et appelle Michel, bien décidé à lui présenter un autre nounours vaguement ressemblant. Mais Michel ne se laisse pas prendre au piège grossier. Sofiane ne se démonte pas et propose à Michel de l'aider à le chercher, contre une récompense.

CANAL+ CINEMA 19.53

L'INCISEUR



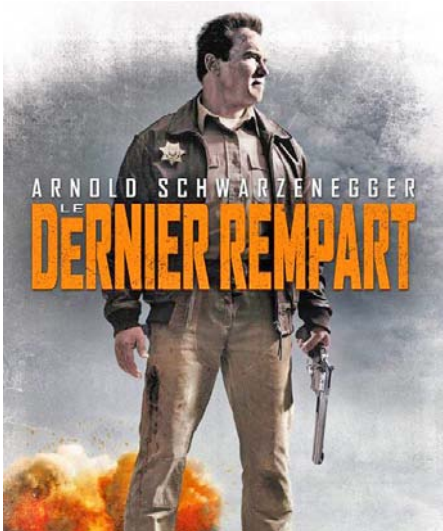
Thriller - Allemagne - 2018

Avec Moritz Bleibtreu, Lars Eidinger, Jasna Fritzi Bauer, Fahri Yardim

A Berlin, le docteur Paul Herzfeld découvre lors d'une autopsie un numéro de téléphone enfermé dans une capsule. C'est celui de Hannah, sa fille, kidnappée par Erik, un tueur en série. Linda, une dessinatrice de bande-dessinée, tente d'échapper à Danny, son ex-compagnon sur une île isolée. Elle découvre un corps inanimé, avec sur lui le numéro de téléphone de Herzfeld. Lors de l'autopsie qu'elle réalise elle-même, elle trouve également une capsule.

CINE + FRISSE 19.50

LE DERNIER REMPART



Film d'action - Etats-Unis - 2013

Avec Arnold Schwarzenegger, Rodrigo Santoro, Jaimie Alexander

Ray Owens a longtemps travaillé au sein de la police de Los Angeles, jusqu'à ce qu'un événement tragique l'amène à quitter le LAPD et la région. Depuis quelques années, il est le shérif de la très tranquille ville de Sommerton Junction, à la frontière américano-mexicaine. Un jour, il remarque deux camionneurs au comportement suspect. Le policier place aussitôt ses adjoints en enquête. Les camionneurs se révèlent être de dangereux criminels.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 Clem



Série humoristique - France - 2019
Saison 10 - Episode 1/6

- Je suis là

Avec Lucie Lucas, Agustin Galiana, Carole Richert, Thomas Chomel

Clem a trouvé un nouveau travail dans une usine locale. Elle entame également une histoire avec Fred, le kiné qui s'est occupé d'elle pendant sa longue période de coma. Sans savoir, bien évidemment, qu'il a peut-être joué un rôle important dans l'accident qui a coûté la vie à Caro.

6

20.05 L'amour est dans le pré



Saison 15 - Episode 1

Onze hommes et deux femmes âgés de 37 à 63 ans participent à cette quinzième édition de l'Amour est dans le pré. Tous sont prêts pour le grand saut et rêvent de trouver l'âme sœur afin que leur rêve devienne enfin réalité. Ces treize célibataires souffrent tous de profonde solitude sentimentale et vont se lancer à corps perdu dans cette quête absolue du grand amour. Pour cette nouvelle édition, la remise des courriers du cœur ne se fera plus sous l'œil de Karine mais chez eux, à la ferme, en tout intimité.

CANAL+

20.07 Engrenages



Série policière - France - 2020
Saison 8 - Episode 3/10

Avec Caroline Proust, Thierry Godard, Tewfik Jallab, Bruno Debrandt

Après avoir été molesté par les hommes de main de Cisco, Gilou est placé à l'isolement par le responsable du centre pénitentiaire. Laure et Ali attendent qu'un médecin examine Souleymane avant de pouvoir l'interroger et de le placer en garde à vue. De son côté, Joséphine annonce à Laure que le juge a interdit à Gilou d'entrer en contact avec elle jusqu'à la tenue de son procès.

PLANETE +

TFX

W9

10.15 Caïds story, un siècle de grand banditisme
12.10 Les gens du fleuve
13.05 La fureur du climat
14.53 Révoltes barbares
16.43 Stratégies de survie
17.38 Exploration spatiale, objectif infini
18.12 Sommets du monde
19.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 La grande histoire des armes
21.44 Les chevaliers Templiers et le Saint-Graal

08.45 Mamans & célèbres
11.35 Une nounou d'enfer
15.05 Mamans & célèbres
17.00 10 couples parfaits
19.00 Friends

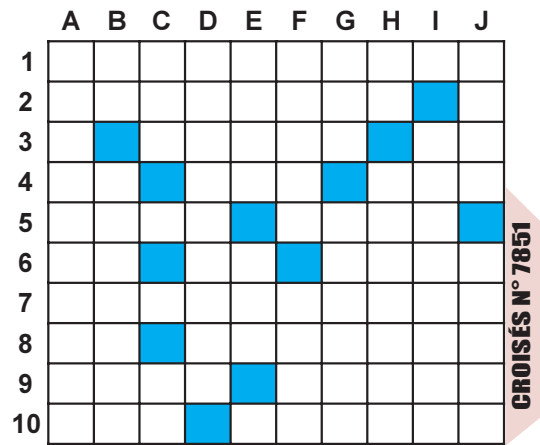


20.05 Appels d'urgence

09.30 W9 Hits Gold
10.35 W9 Hits
11.35 Météo
11.40 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait



17.50 Les Marseillais vs le reste du monde
20.00 Météo
20.05 Évasion
22.05 Prémonitions



Horizontalement:

1. Fait parler d'elle dans un canard.
2. Convient à tout point de vue.
3. Au pieu ! Possessif.
4. C'est pas midi sonné ! Bateau.
5. Vont à dos de bête.
6. Personnel.
7. Orgues de Barbarie.
8. Dans le coup.
9. Une cellule pour les nerveux.
10. Se trouve.

Verticalement:

- A. Personnalité.
- B. N'en jetez plus des feuilles ! Dentelles.
- C. Fut à la peine.
- D. Si c'est fichu, il ne faut pas s'en faire !
- E. Terrains des marées.
- F. Serrer comme des sardines ! Auréole.
- G. Mesure.
- H. Note de musique.
- I. Africaine de son Etat.
- J. Pris au bond.

T	O	G	R	E	R	U	O	B	A	L	E	G	E	R
T	R	E	U	Q	A	R	T	E	D	N	E	G	O	A
N	M	U	E	E	L	A	S	S	O	O	A	U	F	E
E	E	A	G	T	G	E	R	H	M	L	T	F	C	D
C	E	E	A	O	D	I	P	E	L	E	E	N	E	E
N	T	P	R	N	M	O	T	I	J	C	O	S	T	N
A	I	A	O	O	R	R	V	A	T	M	U	R	U	O
E	M	R	V	C	I	L	S	I	E	C	E	E	O	I
G	R	D	I	E	E	R	O	S	C	T	L	N	R	T
N	A	M	E	M	U	N	E	E	E	E	M	I	E	A
E	M	M	A	O	T	T	S	V	G	O	U	R	U	R
V	R	R	J	E	U	O	I	A	U	O	I	G	Q	E
A	A	U	D	A	U	S	N	S	N	T	L	A	N	N
C	O	O	E	T	I	C	S	E	R	T	E	H	A	E
T	G	B	E	O	E	E	G	A	M	O	H	C	B	V

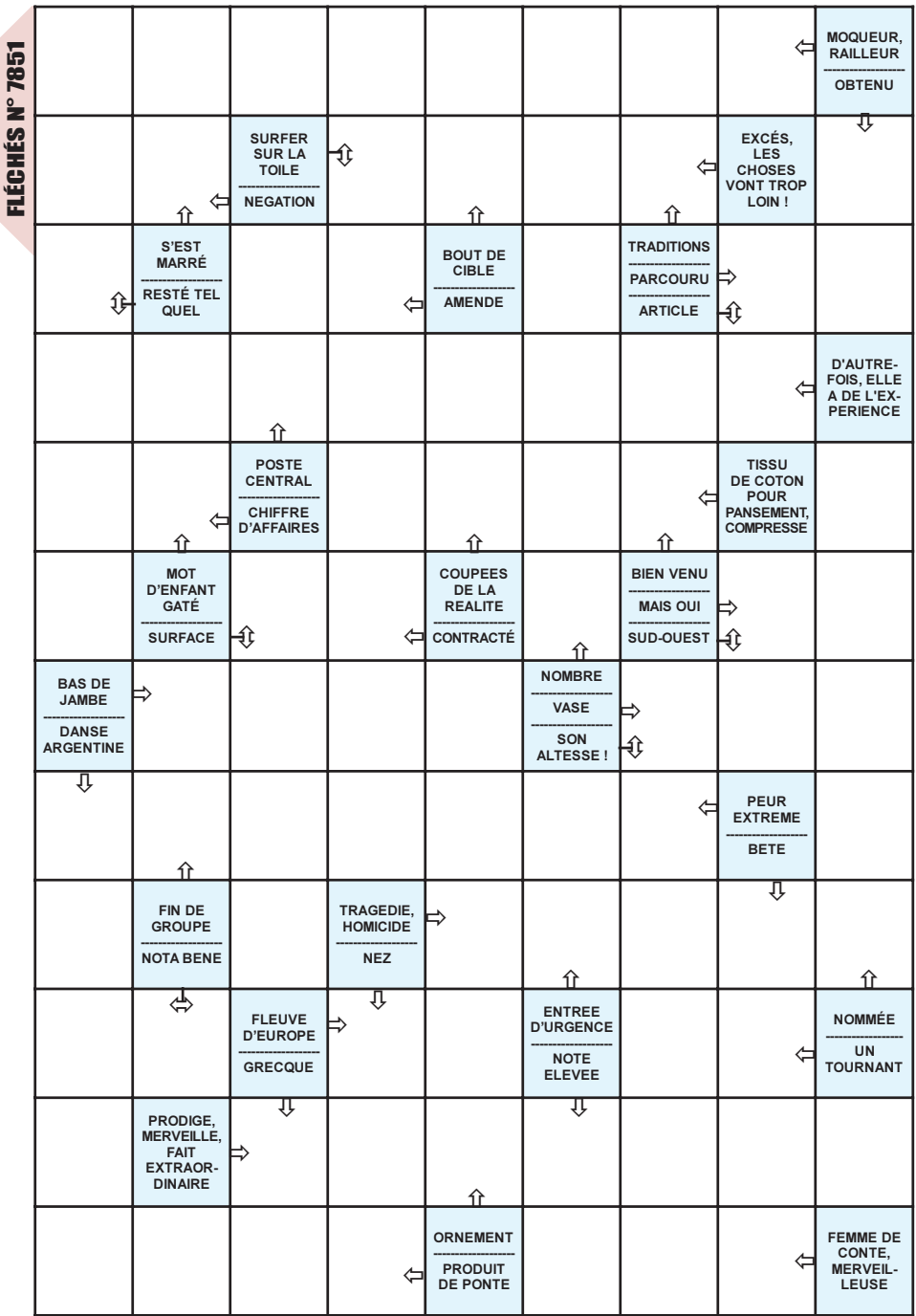
AFFECTION – ARMEE – BANQUEROUTE – BEAUTE – CAMEL – CENT – CHAGRINER – CHOMAGE – DETRAQUER – DRAPEAU – EDEN – ELEGANCE – ERGOT – GENOU – GEOMETRIE – GODET – HELIUM – HETRE – LABOURER – LASSO – MARMITE – MICROPHONE – MOUSSE – NOTE – OISIVETE – ORAGE – ORME – RONDE – SEMONCE – SOUTE – SUCCES – TIGE – TIRET – TOUJOURS – VENERATION – VENGEANCE – VILLAGE – VOMIR.

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er possède.
- Mon 2e s'amuse.
- Mon 3e est une règle de dessinateur.
Mon tout, c'est apporter un plus.

1	A	2	T	3	L	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26			

11	4	7	4	12	4	3	4	2	5						
5	3		11		16	1	6	5	7						
13		11	13	1	4	14	5	6	2						
4		6	8	6		5	9	4							
15	1		10	5	3		2	13	4						
4	13	1	6		8	12	4		14						
16	3	4	5	6	2		5	2	1						
1	5	13		8	7	5		4	10						
2	17		5	2		13	1	10	5						
4	18		13	4	13	5		5	7						
8	4	5		15	4		6								
6	6		9	4	6	2	1	19	5						
7		9	13	5	16	8	16	5	7						
	1	5		13	5		13		7						
9	5	18	13		7	18	5	19	5						

Jeux proposés par Chérifa Benghani



LES SOLUTIONS

CROISÉS N°7850

I	N	Q	U	I	E	T	A	N	T
N	E	U	V	E		O		O	
V		I		V	I	L	A	I	N
E	S	T	E		G	E	R	E	S
C	O	U	R	A	N	T	S		U
T	U	S		L	I		E	E	R
I	R		E	N	F	A	N	T	E
V	I	S	A		U	N	I	R	
E	R	E		A	G	A	C	E	E
R	E	T	A		M	E	S		S

SUDOKU N°850

4	5	9	1	8	7	3	2	6
6	1	8	3	2	5	7	9	4
3	7	2	4	6	9	1	5	8
5	9	6	7	1	8	4	3	2
7	2	4	5	3	6	8	1	9
1	8	3	2	9	4	5	6	7
2	4	1	6	7	3	9	8	5
8	6	7	9	5	1	2	4	3
9	3	5	8	4	2	6	7	1

FLECHES N°7850

D	I	A	M	A	N	T	S		
E		S	U	M	O		S	A	R
U	N		R	U	S	S	I	E	
X	I	V		S	I		I	N	
I		O	U	E	D	I	T	R	
E	P	I		R	E	C		E	
M	A	R	S		N	E	U	F	
E	M		U	S	E		S		
M	E	N	D	I	E	R	S		
E		B		N		A	N		
N	S		E	G	A	R	E	S	
T	E	N	U	E		E	T	E	

FOUILLIS N° 7850
GUERIR (Guet - Rire)

CODÉS N° 7850

1	R	2	L	3	O	4	C	5	A	6	N
7	I	8	E	9	S	10	T	11	U	12	M
13	V	14	H	15	X	16	B	17	D	18	G
19	P	20		21		22		23		24	
25		26									

2		8			1	7		6	
4			9	6	8				
							9	5	
									1
1	6		3	5					
8		5		4		2			
	4								9
			9		1	7			
5			2	9	3	6			

Les négociateurs afghans dans le vif du sujet



Le gouvernement afghan et les talibans s'apprêtaient dimanche à entrer dans le vif du sujet au deuxième jour de leurs pourparlers de paix à Doha avec comme sujet principal la recherche d'un cessez-le-feu permanent. Lors de la cérémonie inaugurale samedi, le gouvernement et ses alliés, y compris les Etats-Unis, ont insisté sur un cessez-le-feu. Mais les talibans qui combattent le gouvernement et les Etats-Unis depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir en 2001 n'ont pas fait mention d'une trêve. Toutefois, le responsable du processus de paix du côté du gouvernement, Abdullah Abdullah, a affirmé que les talibans pourraient accepter un cessez-le-feu en échange d'une nouvelle opération de libération de prisonniers. «Il est possible» que les talibans envisagent cette option, a estimé M. Abdullah, alors que 5.000 insurgés ont déjà été relâchés par Kaboul contre un millier de membres des forces afghanes dans le cadre d'un échange prévu dans l'accord américano-taliban signé en février, déjà à Doha. Un cessez-le-feu «pourrait être une de leurs idées ou de leurs demandes», a ajouté le chef du Haut Conseil pour la réconciliation nationale.

Alors que les comités techniques des deux parties devaient se réunir dimanche pour élaborer un ordre du jour pour les pourparlers, des violences ont eu lieu sur le terrain. Selon des responsables, six policiers ont été tués dans la nuit lors d'une attaque des talibans à Kunduz (nord), tandis que cinq officiers péri lors d'une autre, dans la province de Kapisa, près de la capitale. L'explosion d'une mine artisanale à Kaboul a blessé deux civils et une autre explosion dans la même ville n'a fait aucune victime.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

«Nomadland» de l'Américaine Chloé Zhao remporte le Lion d'Or à Venise



Le film «Nomadland» de Chloé Zhao a remporté samedi le Lion d'Or à Venise, décerné par le jury de la 77e Mostra présidé par l'actrice australienne Cate Blanchett. La réalisatrice américaine d'origine chinoise, âgée de 38 ans, est la première femme à recevoir ce prestigieux prix depuis Sofia Coppola, une autre Américaine, en 2010 avec «Somewhere». Le film,

l'une des rares productions américaines présentées cette année à Venise, met en scène l'actrice aux deux Oscars Frances McDormand, dans le rôle d'une femme brisée qui plaque tout pour vivre sur la route.

Ce road trip mélancolique est une plongée dans l'univers des «van dwellers» («habitants des caravanes»), ces Américains qui vivent dans leur véhicule aménagé, enchaînant les pe-

tits boulots. Ils se retrouvent en communauté, au hasard de leur route, ou sur les réseaux sociaux (#vanlife).

Le film sort le 30 décembre en France. Le Grand Prix du jury a été attribué à «Nuevo Orden» de Michel Franco (Mexique), et le Lion d'argent du meilleur réalisateur est allé au Japonais Kiyoshi Kurosawa pour «Les amants sacrifiés». Côté interprètes, la Britannique Vanessa Kirby, qui s'est fait connaître pour son rôle de la princesse Margaret dans la série «The Crown», est couronnée pour son premier rôle titre au cinéma dans «Pieces of a woman» du Hongrois Kornel Mundruczo.

Elle y incarne une femme dont la vie est bouleversée lorsque son accouchement à domicile tourne mal. L'acteur italien Pierfrancesco Favino a été récompensé pour son rôle d'un haut fonctionnaire italien ciblé par un attentat terroriste durant les «années de plomb» dans «Padre nostro» de Claudio Noce.

Cameroun : cinq civils tués dans un nouvel attentat suicide

Cinq habitants d'un village ont péri vendredi dans un nouvel attentat suicide dans l'extrême nord du Cameroun, près de la frontière avec le Nigeria, où des groupes jihadistes mènent régulièrement des attaques, ont indiqué dimanche les autorités locales. En fin de soirée, «la localité de Zeleved a été attaquée par des terroristes», a raconté à l'AFP par téléphone un officier des services de sécurité locaux, qui a requis l'anonymat. Les autorités camerounaises qualifient de «terroristes» les membres du groupe jihadiste originaire du Nigeria Boko Haram, ou bien du groupe Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), une branche dissidente du premier. «Ils ont introduit un kamikaze qui s'est fait exploser, le bilan est de cinq civils tués,



dont le chef du village, en plus du kamikaze», selon cette source, pour qui les victimes sont âgées de 10 à 70 ans.

«Nous avons perdu cinq citoyens dans cet attentat, l'attaque s'est produite dans un

lieu de regroupement de villages qui essayent ainsi d'éviter les assauts», a confirmé par téléphone à l'AFP Boukar Medjehew, le maire de Mozogo, dont dépend administrativement Zeleved.

Pérou : les présidents andins exhortent le Parlement à ne pas destituer Vizcarra



Les présidents de Bolivie, de Colombie et d'Equateur, pays qui forment avec le Pérou la Communauté andine des nations, ont exhorté le Parlement péruvien de ne pas voter la destitution du président Martin Vizcarra dans le contexte actuel d'urgence sanitaire.

Ils estiment qu'une destitution de M. Vizcarra pourrait «menacer la stabilité» du pays. Le Parlement péruvien a voté vendredi le déclenchement d'une procédure de destitution contre le président Vizcarra pour une affaire de corruption présumée. Le vote de destitution est prévu le 18 septembre. Sur les 130 parlementaires, 87 voix sont nécessaires pour destituer M. Vizcarra, au pouvoir depuis 2018, qui n'a pas de majorité. Les présidents andins avertissent que la crise politique actuelle se déroule en plein milieu de la pandémie de coronavirus et sept mois avant les élections générales péruviennes d'avril 2021.

Le Pérou, qui a connu une forte instabilité politique au cours des dernières années, est un des pays les plus touchés par le Covid-19 avec plus de 716.000 cas déclarés et plus de 30.000 morts, pour une population de 33 millions d'habitants.

La Communauté andine des nations est la plus ancienne organisation régionale du continent américain, fondée en 1969, dont l'objectif est de parvenir à l'établissement, en partie sur le modèle de l'Union européenne (UE), d'un marché commun.

Deux adjoints du département du shérif du comté de Los Angeles blessés dans une embuscade

Deux adjoints du département du shérif du comté de Los Angeles ont été touchés par balles samedi soir dans ce qui semble avoir été une embuscade, et ils se trouvent dans un état critique, selon les autorités. «Les deux adjoints, un homme et une femme, ont été pris dans une embuscade alors qu'ils se trouvaient dans leur véhicule de patrouille. Tous deux ont subi de nombreuses blessures par balle et se trouvent dans un état critique», a tweeté le département du shérif.

L'embuscade a eu lieu à Compton, une ville située au sud du centre-ville de Los Angeles, et les deux victimes ont été transportées dans un hôpital local, selon le département. «Ils sont en train de subir une opération chirurgicale. Le suspect est toujours en fuite», a précisé la même source. Les forces de l'ordre sont à la recherche d'un ou plusieurs suspects depuis l'attaque.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

SANG ET SUEUR FACE A LA PROSTERNATION

la tentation des déviations désastreuses. Devant de tels drames familiaux, et face à tels douloureux grands spectacles, on peut se laisser toucher par un clin d'œil de la magnanimité et se dire que les faiblesses humaines, petites ou grandes, sont pardonnables, et s'en remettre à la justice des cieux. Mais il est évident que le peuple ne pardonnera pas car il s'agit de son sang et sa sueur qui ont été sucés. Au stade actuel des péripéties judiciaires, il est illusoire d'imaginer une jetée d'une quelconque poudre aux yeux par les autorités pour induire en erreur l'opinion publique. Il restera, cependant, le bon vouloir du

pouvoir qui, lui, s'en remet à d'autres considérations. Par le passé, un ancien président de la République a eu à triturer son arme amnistiant, sous prétexte que ceux qui ont bénéficié de sa miséricorde étaient des anciens de l'ALN, mais aujourd'hui, les données ne sont plus les mêmes. Les lourdes sentences infligées à d'anciennes carrures royales et la rapidité des jugements indiquent, pour le moment, une volonté présidentielle d'asseoir une légitimité sur une justice voulue impartiale. L'entreprise n'est pas sans faille car en vérité, plus que le jugement de l'imbécillité de magnats et de la cupidité sans limite de grands responsables hier encore intouchables, il s'agit d'enfoncer au cœur des prétoires des gouvernances catastrophiques.

Quelles que soient les sentences infligées à la fratrie des Kouninef, ce sont des vies qui seront totalement désintéressées. Petits dieux dans leurs genres, l'ivresse procurée par l'argent et la conviction des impunités ont eu raison d'une certitude l'ayant conduite à élaborer elle-même sa dramatique déconfiture. Les Kouninef sont sous la même enseigne que les Sellal, Ouyahia, Ould Abbes et leurs semblables s'étant laissés emporter par la prosternation, un moment rentable, aux pieds d'une autre famille féodale dont les membres se prenaient pour des Césars. Ils ignoraient que César en personne a fini assassiné. Les destinées sont souvent ainsi. Plus on s'élève dans la hiérarchie sociale, plus elles provoquent